LA LIBERTÉ

88 ¢ + taxes

Vol. 84 n°40 Saint-Boniface, du 23 au 29 janvier 1998 Tél.: 237-4823 1-800-523-3355

Inscrivez-vous chez INTRA D'ESCHAMBAULT
136, BOUL. PROVENCHER

et gagnez...
• 10 000 $
• une croisière Sunflight
• une caméra Fuji
Aucun achat requis
(En janvier seulement)


SALON MORTUAIRE DESJARDINS
ARBORCARE

À votre service...
Yvon Tétreault, gérant
Claude Lavack
Joanne Morin-DeKlerck
Eugène Prieur
Aline Robidoux
Roger Lambert
A. Desharnais, SNJM
Mona Berard
Lynette Lafrenière
Diane Rioux
Allison Mah

357, rue DesMeurons
St-Boniface, Manitoba R2H 2N6
(204) 233-4949 • 1-888-233-4949



photo: Carole Thibeault

Pour l'amour de l'art blanc

Réal Bérard, David McNair et Gary Tessier sont des passionnés de sculpture sur neige, un art qu'ils propagent au Manitoba comme au Québec. Page 11.

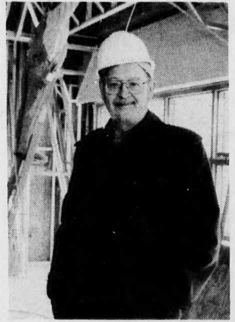


photo: Carole Thibeault

Ce n'est pas le travail qui manque pour le directeur de la Société historique de Saint-Boniface, qui prépare le déménagement dans le nouveau Centre du patrimoine. Page 7.

Saint-Laurent perd ses Sœurs

Les résidants de Saint-Laurent ont appris le 18 janvier que les franciscaines missionnaires quitteront le village, où elles sont présentes depuis une centaine d'années. **Page 5.**

Participez à notre concours en page 10!

Citation de la semaine

«Quand tu travailles dans le Nord, tu restes dans le Nord.»

Infirmière itinérante dans les communautés du Nord, Rachelle Brière découvre peu à peu les attraits d'un travail aussi gratifiant que difficile. **Page 17.**

Le rêve de Henri Desharnais

L'an 2000 arrive, la caravane passe

Remonter le chemin St.Paul en caravane pour célébrer l'an 2000: voilà un rêve que chérit Henri Desharnais depuis de nombreuses années. Et à deux ans de la date fatidique, le natif de Saint-Pierre-Jolys installe tranquillement ses bases pour l'organisation de l'événement qui, si tout va bien, se déroulera des deux côtés de la frontière canado-américaine.

Le chemin St.Paul, c'est cette route de commerce empruntée au milieu des années 1800, qui reliait la ville de St.Paul aux États-Unis au fort Garry. Bien que cette route n'existe plus aujourd'hui, on voit encore des traces de sa piste qui longe les autoroutes 59 et 75, à l'est.

Ceux qui connaissent Henri Desharnais savent que ce n'est pas la première fois qu'il organise un voyage du genre. Plus ambitieux, ce voyage-ci débutera aux États-Unis. Les cow boys américains rencontreront leurs confrères canadiens à la frontière puis ils poursuivront le voyage tous ensemble jusqu'à Saint-Boniface, pour participer à une grande fête du millénaire. Les caravaniers s'arrêteront un peu partout sur le trajet pour visiter différents sites historiques et aussi revivre l'épopée du chemin St.Paul. Le voyage est prévu pour la mi-septembre de l'an 2000.

«Mon rêve, ç'aurait été de partir de St.Paul même, indique Henri Desharnais. Mais ce n'est pas possible car ça prendrait trop de temps. Ça prendrait presque un mois pour faire tout le trajet. Alors on va partir un peu plus au nord car on prévoit une expédition d'environ une semaine.»

Franco-Américain du Minnesota, Virgil Benoit est par ricochet devenu le bras droit d'Henri Desharnais dans toute cette organisation. C'est lui en effet qui est responsable de rassembler les participants américains et de négocier le passage à la frontière. «Ce n'est pas facile, reconnaît-il, car il faut d'abord trouver des gens capables de prendre une semaine de vacances pour faire le voyage. Il faut faire vacciner les chevaux pour qu'ils puissent rentrer au Canada. Il faut aussi que quelqu'un nous attende à l'autre bout avec une remorque pour revenir.»

«Deux ans de préparation, ce n'est pas beaucoup parce que les propriétaires de chevaux doivent planifier et entraîner leurs chevaux», souligne Henri Desharnais en précisant que le projet est encore à une étape embryonnaire. Le Canadien et l'Américain profitent d'ailleurs de leur rencontre avec *La Liberté* pour lancer encore quelques idées qui pourraient faire de leur projet l'épopée du siècle, que dire, du millénaire!

Il faut dire que ce périple prend une signification tout à fait particulière pour Henri Desharnais, qui affectionne tout spécialement les chevaux et l'histoire. Mais une autre raison le pousse à réaliser ce projet: «L'an 2000, ça fait longtemps que j'en entends parler! Quand j'étais petit, je me demandais quel âge j'aurais à l'an 2000. 71 ans! C'était bien loin et là, j'y arrive. Je m'y suis rendu. C'est pour ça qu'il faut faire quelque chose.»

Carole THIBEAULT

C'EST L'TEMPS DES REÉRS...

On a les options qui vont répondre à vos besoins...

Vous êtes indécis?
Pour un temps limité:
REÉR 16 MOIS OUVERT 4,15 % *
* Taux sujet à changements.

LA GAMME COMPLÈTE DE FONDS MUTUELS
Choix de placements avec peu ou beaucoup de fluctuations.

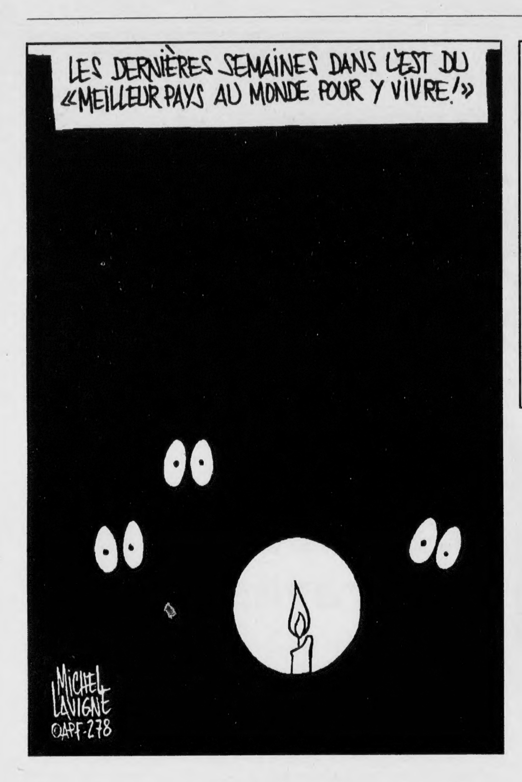
2 CHOIX
INVESTISSEMENTS À RENDEMENT BOURSIER – Capital garanti 100 %
Canadien (TSE100) et Américain (S&P 500)

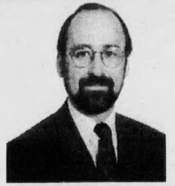
PLACEMENTS À TAUX ET TERME GARANTIS
Investissements garantis à 100 % sans maximum.

P.S.: Référez un nouveau membre pour 5 chances au tirage «Une auto pour 1 an!» • Info 24 h • 235-2276



Succursale Provencher 237-8874
Succursale Parc Windsor 257-3360
Succursale Précieux-Sang 237-4505
Succursale Île-des-Chênes 876-3765
Succursale Otterburne 1-204-433-7775





Jean-Guy Talbot, c.g.a.

TALBOT & ASSOCIÉS ASSOCIATES

Comptable général licencié/Certified General Accountant

Un service professionnel et rapide et des clients satisfaits; voilà le secret de notre succès!

102, promenade Houde
St-Norbert (Manitoba)
R3V 1C5
(204) 269-7460

C.P. 391
Notre-Dame-de-Lourdes
(Manitoba) R0G 1M0
(204) 248-2557

LETTRES

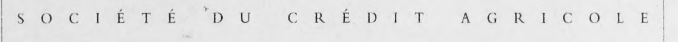
Le journal *La Liberté* est ouvert à la publication de toute lettre à l'éditeur à condition que l'identité de l'auteur soit connue (les noms de plume ou pseudonymes ne sont pas acceptés) et qu'elle ne contienne pas de propos diffamatoires. La rédaction se réserve également le droit de limiter la longueur des lettres ou de retourner celles dont la formulation n'est pas claire.

Prière à Saint Jude

Saint Jude, Apôtre, serviteur fidèle, ami sincère de Jésus; le non du traître Judas, est la cause que vous êtes ignoré de plusieurs; mais l'Église vous honore et vous invoque comme patron des causes désespérées.

Priez pour nous, intercédez pour nous auprès de la Sainte Trinité pour nous obtenir visiblement et promptement la faveur que nous implorons.

Je vous promet, bon saint Jude, de toujours me souvenir de cettre grande faveur, et de faire tout en mon pouvoir pour répandre votre dévotion... Saint Jude, patron des causes désespérées, priez pour nous, et pour tous ceux qui vous honorent et vous invoquent. Amen. **L.V.**



On ne vous laissera pas partir si ça n'est pas à votre taille



Avez-vous pensé à nous consulter récemment? Nous vous proposons une telle variété d'options de financement qu'on en trouvera bien une à votre mesure. Nos conseillers en financement sont là pour vous aider à choisir celle qui vous conviendra le mieux. En voici quelques exemples :

- prêt à long terme (sécurité de taux fixes jusqu'à 20 ans);
- prêt à taux fixe ou convertible d'un an (convertible à un prêt à long terme en tout temps, sans pénalité);
- prêt agricole familial (pour le transfert d'entreprises agricoles).

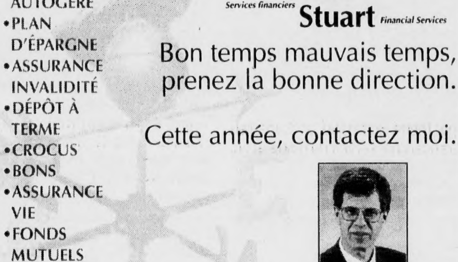
CONSULTEZ D'ABORD LA SOCIÉTÉ

Si vous désirez qu'un conseiller en financement de votre région communique avec vous, composez :

1 800 387-3232



Canadä



- RÉER AUTOGÉRÉ
- PLAN D'ÉPARGNE
- ASSURANCE INVALIDITÉ
- DÉPÔT À TERME
- CROCUS
- BONS
- ASSURANCE VIE
- FONDS MUTUELS

Services financiers **Stuart** Financial Services

Bon temps mauvais temps, prenez la bonne direction.

Cette année, contactez moi.



Ernest Gautron

247-B, boulevard Provencher
Saint-Boniface 987-4875

Payé en partie par: **Mackenzie** Vers l'indépendance financière

LA LIBERTÉ

ISSN 0845-0455

Journal hebdomadaire publié le vendredi par Presse-Ouest Limitée

Directrice et rédactrice en chef: Sylviane LANTHIER
Journalistes: Anie CLOUTIER, Carole THIBEAULT et Marc-Éric BOUCHARD
Caricaturiste: Cayouche (Réal BÉRARD)
Bicolo: Sylviane LANTHIER, Véronique TOGNERI et Roxanne BOUCHARD
Chef de la production et coordonnatrice de la publicité: Véronique TOGNERI
Secrétaire administrative: Roxanne BOUCHARD
Représentant publicitaire: Marc-Éric BOUCHARD
Développement de photos: Hubert PANTEL
Heures du bureau: 9 h à 17 h du lundi au vendredi.

Toute correspondance doit être adressée à **La Liberté**, Case postale 190, Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3B4. Les lettres à la rédaction seront publiées si leur contenu n'est pas diffamatoire et leur auteur(e) facilement identifiable.
Les bureaux sont situés au 383, boulevard Provencher.
Téléphone: (204) **237-4823.** Sans frais: **1-800-523-3355.** Télécopieur: (204) **231-1998.**

L'heure de tombée pour les annonces est le lundi à midi. La direction se réserve le droit de refuser toute annonce envoyée après cette échéance ou d'imposer une surcharge de 10 %.

Nos annonceurs ont jusqu'au mercredi de la semaine suivante pour nous signaler toute erreur de notre part. La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur.

L'adresse Internet: http://www.presse-ouest.mb.ca
Courrier électronique: la_liberte@presse-ouest.mb.ca

L'abonnement annuel:

Manitoba: 28,50 $ (TPS et taxe provinciale incluses)
Ailleurs au Canada: 32,10 $ (TPS incluse)
États-Unis et outre-mer: 125 $

Les abonné.e.s manitobain.e.s qui passeront une partie de l'année aux États-Unis devront payer un supplément de 5 $ par mois.

membre
Audit Bureau of Circulations
3 800

Les changements d'adresse pour les abonnements doivent nous parvenir **AU MOINS DIX JOURS** avant la date de déménagement.

Le journal **LA LIBERTÉ** est imprimé sur les presses de Derksen Printers à Steinbach.
Enregistré comme courrier de deuxième classe. No 0477.

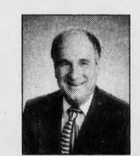


Prix de l'excellence générale 1994



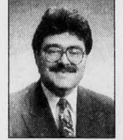

Représentation nationale: 1-800-2OPSCOM (613) 241-5700

Fondation Donatien Frémont




Marcel Lécuyer B.A. B.Ed





Andrew Clarke CFP

Votre firme de planification complète de REÉR

NOUS OFFRONS:

- **plus de 1 200 fonds de placements**
- **des fonds de placements garantis**
- **REÉR gérés**
- **REÉR autogérés**
- **des prêts competitifs pour l'achat de REÉR**

Le 21e siècle approche! Êtes-vous prêt? Plus important encore, votre portefeuille de placements sera-t-il prêt? Laissez nos 22 années d'expérience et de connaissances professionnelles travailler pour vous.

50, rue Stafford Winnipeg (Manitoba) R3M 2V7
• téléphone : 1 (204) 284-1315 • télécopieur : 453-1243 • sans frais : 1-800-558-2088

Salon mortuaire
·Green Acres·
à votre service en français



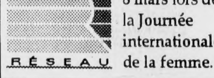
Alain L. Rémillard
222-3241



Le prix Réseau
Une occasion de reconnaître une femme de mérite.

DÉPÔT DE MISE EN CANDIDATURE

Veuillez soumettre le nom de votre candidate avant le 12 février 1998, obtenez un formulaire en composant le 235-0640. La remise du prix Réseau aura lieu le **dimanche** 8 mars lors de la Journée internationale de la femme.



Robert V. Dupuis, B.A. Admin.
AVISEUR FINANCIER

Croyez-vous que vous payez trop d'impôts?

Contactez-moi pour une consultation sans obligation.

- Assurance-vie
- Certificats à terme
- Fonds mutuels
- Plans d'épargne et autres...

Tél.: 233-5522 ou 489-4640 poste 259

Groupe Investors

À la découverte de Virgil Benoit

Un francophone en terre d'Amérique

Les pièces du Cercle Molière attirent des francophones de partout au Manitoba. Mais d'autres viennent d'encore plus loin pour le plaisir d'assister à du théâtre en français. C'est le cas de Virgil Benoit, un Franco-Américain du Minnesota, un abonné de longue date au Cercle Molière. Mais pour ce professeur de français à l'Université du Dakota du Nord à Grand Forks, Saint-Boniface représente bien plus qu'une troupe de théâtre: c'est aussi un centre de vie française qu'il fait découvrir régulièrement à ses étudiants.

«J'ai commencé ce projet dans le cadre d'un de mes cours où on parle du Manitoba, explique le professeur qui habite à Red Lake Falls dans le Minnesota, à quelque 40 km de Grand Forks. Nous venons à Saint-Boniface pendant une fin de semaine. On reste au Gîte de la cathédrale. C'est une occasion de partage. On visite le musée et on travaille sur des projets. De plus, il y a des étudiants du Collège universitaire de Saint-Boniface (CUSB) qui sont avec nous pour la fin de semaine. C'est très enrichissant.»

Ces visites en terre canadienne permettent à Virgil Benoit et à ses étudiants de se rapprocher de leurs ancêtres et leurs origines tout en s'immergeant dans une culture française aujourd'hui disparue au sud du Manitoba. «Ma mère et mon père parlaient très bien français. Mais maintenant, nous ne sommes plus aussi nombreux», souligne celui qui a aussi fondé en 1981 l'Association des Français du Nord.

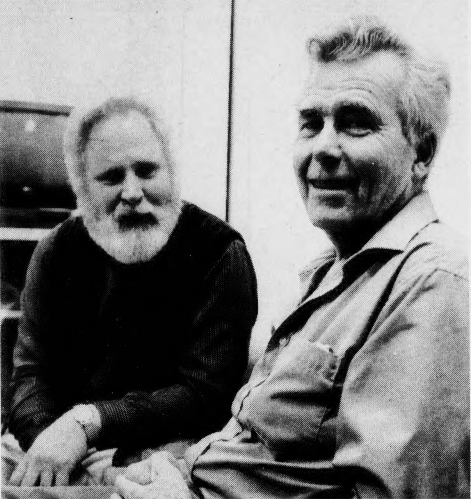


photo: Carole Thibeault

Virgil Benoit et Henri Desharnais: une amitié qui dépasse les frontières.

Alors comment le petit garçon qu'il était a-t-il, lui, réussi à conserver sa langue? «J'ai été envoyé au séminaire à l'âge de 13 ans, raconte-t-il. C'est là que j'ai commencé à étudier le français formellement. En plus, j'avais beaucoup de respect pour un de mes professeurs. Ce qui m'a finalement donné le goût de devenir enseignant moi aussi. Remarquez que ce n'est pas si mal car chez nous, enseigner le français, c'est quasiment aussi bien vu que la prêtrise!»

Bien au fait de son histoire, Virgil Benoit explique que la communauté de Red Lake Falls a été colonisée par Pierre Boittineau, un Canadien français qui servait de guide et qui portait pour la Compagnie du Nord-Ouest des messages au fort Snelling (St.Paul). Ces Américains, explique Virgil Benoit, n'ont plus envers le français cet attachement acharné qui caractérise les francophones canadiens. Leurs origines leur sont une source de curiosité, de fierté et parfois un prétexte pour apprendre une autre langue, mais ils n'ont pas un sentiment d'avoir perdu leur identité. «On dirait que le Canada porte plus le poids de son histoire, tente-t-il d'expliquer. Vous prenez beaucoup de votre passé.»

À Red Lake Falls cependant, on ne renie pas non plus ses racines, continue-t-il. Il y a par exemple en août de chaque année une fête appelée le «French Festival» où on célèbre certains aspects culturels et où on présente des éléments de l'histoire. «C'est certain qu'on est à la fin de notre francophonie. Nous allons quand même être toujours francophones; nous serons des francophones de mémoire. Ça devient de plus en plus folklorique.»

Avec les contacts qui se font de plus en plus nombreux avec Saint-Boniface, Virgil Benoit tente toujours de ranimer la flamme de la francophonie chez lui. Par exemple, le programme d'échanges avec le CUSB a si bien marché au cours de la dernière année, qu'on pense le proposer aux autres universités du Minnesota et du Dakota du Nord. Quant à l'Association des Français du nord, elle compte maintenant plus de 120 membres. Virgil Benoit pense même que des infrastructures de rassemblement pourraient voir le jour sous peu. C'est à suivre!

Carole THIBEAULT

Musée de Saint-Pierre-Jolys

Plus forts ensemble

«Le Musée de Saint-Pierre-Jolys, c'est beaucoup plus que la préservation d'objets, fait remarquer le président du conseil d'administration, René Desharnais. Avec la cabane à sucre, le salon de thé et la Maison Goulet, on s'aperçoit peu à peu que notre orientation change. Le musée devient partie d'un tout.»

L'assemblée générale annuelle du Musée de Saint-Pierre tenue le 20 janvier a donc été l'occasion pour les membres de revoir le mandat du Musée. Ce changement d'orientation fait suite à une session de planification stratégique tenue en novembre et dont le but était de développer le concept de Centre de patrimoine. «C'est quelque chose qu'on faisait déjà officieusement, précise le président. Mais cette année, on va réorganiser les comités et revoir les statuts et règlements. C'est un gros travail mais il faut le faire et puis on pense que ça va être plus facile de trouver des bénévoles pour s'occuper de projets spécifiques plutôt que pour faire partie d'un gros conseil d'administration.»

Le Centre de patrimoine, continue René Desharnais, engloberait le musée, le salon de thé, la cabane à sucre, la Maison Goulet et les sentiers adjacents. Une collaboration avec le Comité culturel de Saint-Pierre est également envisagée. «On voit le potentiel qu'on a et on pense que ça peut devenir une très grosse affaire, indique-t-il. Présentement, nos projets sont encore à l'état de rêves. C'est une roue qu'on commence à pousser. On n'a aucune idée où ça va aller.»

Depuis quelques années, explique René Desharnais, un bourdonnement d'activités s'est organisé autour du Musée. Le conseil d'administration a pris en main divers projets à vocation touristique comme celui d'attirer à Saint-Pierre le sentier transcanadien, planifier la caravane de l'an 2000 et attirer les autocars de touristes.

Le Festival du printemps, les ventes bric-à-brac et la réception de touristes français entre autres connaissent d'ailleurs un fort succès, à tel point, lance René Desharnais à la blague, «qu'on a même un peu négligé le Musée dans tout ça».

L'édifice, désigné historique par la Province, a en effet grand besoin de réparations notamment à sa cheminée, aux marches avant et à son toit: une dépense totale de 12 000 $, évaluent les responsables. La cabane à sucre, construite au coût de 40 000 $, n'est toujours pas terminée. La finition intérieure, l'éclairage, le foyer et les toilettes restent encore à faire.

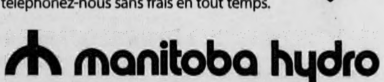
Par ailleurs, l'assemblée générale annuelle a également été l'occasion pour les membres d'élire le nouveau conseil d'administration du Musée. René Desharnais a été reconduit au poste de président tandis que Fernand Hébert, Réal Bérard, Henri Desharnais, Léo Hébert, Henri Bérard, Carole Trudeau, Lucille Carrière et Denise Beaudoin poursuivent leur mandat pour une seconde année. Les membres sortants Gilles Nayet et Bernadette Ruest ont été remplacés par Ronald Valois et Camille Mulaire.

Anie CLOUTIER

Si votre chauffe-eau s'éteint à jamais...

1-888-426-8265

Si votre chauffe-eau s'éteint à jamais, inscrivez-vous au Plan sans souci[MC] et louez un chauffe-eau Éconergique[®]. Pour obtenir tous les détails, téléphonez-nous sans frais en tout temps.



ÉDITORIAL

Un gros zéro?

On dit souvent que c'est dans l'adversité qu'on connaît ses véritables amis. Et c'est vrai que les catastrophes, et surtout notre façon d'y réagir, ont le don de révéler à la fois ce que nous avons de meilleur et de pire.

C'est ainsi qu'on a vu le printemps dernier, à Winnipeg et dans la vallée de la Rouge, des citoyens retrousser leurs manches et s'entraider dans la vaste entreprise d'endiguement qui devait protéger de nombreuses résidences. On a vu des écoliers être déversés par autobus complets dans des communautés où on avait besoin d'aide pour le remplissage des sacs. Des mennonites anglophones, toutes différences culturelles oubliées, sont venus en aide à leurs voisins catholiques francophones. Et d'un bout à l'autre du pays, des gens se sont mobilisés pour secourir de purs inconnus, simplement parce qu'en face d'une castastrophe naturelle, nous sommes tous aussi vulnérables les uns que les autres.

Dans les voisinages et les familles, ces événements révèlent aussi le meilleur: c'est là qu'on découvre des débrouillards, des dégourdis, des endurants, des visionnaires, des vaillants, des fortes têtes qui refusent de laisser aller leur bien sans lutter, chez des personnes qui dans des circonstances normales ne se démarquent pas vraiment des autres. C'est là qu'on reconnaît ceux qui tentent uniquement de sauver leur peau, et ceux qui veulent aussi sauver celle de leur voisin. C'est là que toute cette cohorte de gens ordinaires, autrement bien tranquilles chez eux, se transforment en bénévoles infatigables, portés par un sens aigu de la solidarité.

Mais les catastrophes révèlent aussi le pire: des génératrices qu'on vole, des chandelles qu'on vend trop cher, des sacs de sable qu'on soustrait à la digue du voisin...

Et c'est là, en plus, qu'on voit agir nos politiciens. Ceux qui nous disent en période électorale qu'ils veilleront à protéger nos intérêts à la législature, qu'ils seront notre voix, qu'ils veulent notre bien collectif. Les grandes catastrophes révèlent les véritables capacité de compassion des hommes et des femmes politiques, qui ont là une occasion sans pareille de montrer quel est leur véritable sens du dévouement, et comment ils sont en mesure de venir en aide à leur communauté qui souffre.

Et le moins qu'on puisse dire, c'est que ces deux dernières semaines, le premier ministre de l'Ontario a échoué le «test de la grande catastrophe», en se montrant incapable de faire face à la crise qui a affecté et affecte encore tant de résidants de milieux ruraux de l'est de l'Ontario. S'il faut juger nos politiciens par leur comportement en temps de crise, sur une échelle de zéro à dix, Mike Harris mérite... un gros zéro.

Sylviane LANTHIER



Lettre

Dans le mille!

Madame la rédactrice,

Votre éditorial paru dans l'édition du 16 janvier est dans le mille. Il me semble qu'il y a confusion entre «politique» et «juridique», entre «peuples fondateurs» et «communautés», entre «groupes sociaux» et «individus» et enfin entre la «constitution» et la «Charte des droits de la personne». Le concept de l'unité nationale est vidé de son vrai sens politique et il ne contient et entretient qu'un débat verbatif affaibli par l'absence d'un projet d'une vision nationale renouvelée.

Il me semble que les politiciens et politiciennes du fédéralisme canadien organisent et intègrent plus ou moins consciemment tout le débat de l'unité nationale autour d'une seule question : «Est-ce que le phénomène «Bouchard» va faire basculer une majorité de Québécois et Québécoises vers la séparation advenant un prochain référendum?»

Advenant qu'au cours des prochaines années (l'an 2000 ou 2001), dépendant du projet de société (inclusive ou exclusive) québécoise que M. Bouchard proposerait, les Québécois décideront démocratiquement (50 % et plus quelques voix comme à la démocratie) de façon définitive, de se séparer, est-ce que cette décision serait respectée?

Pour nous rassurer, nos politiciens fédéraux répondent «Avant d'arriver au prochain référendum, nous avons des stratégies : Plan A, B, C etc...» Les provinciaux agitent la «Déclaration de Calgary». Et la cour suprême du pays va peut-être statuer de faire changer d'idée aux séparatistes de tenir un référendum par la force de la loi. Tout cela, c'est du déjà-vu et entendu. Parce que dès la conquête du Canada par l'Angleterre, le débat sur l'unité canadienne a commencé. C'est le problème de la cohabitation de deux groupes ethniques en lutte, l'un pour le maintien de sa domination, l'autre pour sa survie.

Ce conflit s'est estompé sous le régime fédéral de 1867. Pour les 27 députés francophones du Québec qui approuvèrent ce régime, il était un mariage de raison. 22 autres (Libéraux) qui rejetèrent et demandèrent que la population du Québec soit consultée; le gouvernement de l'époque avait refusé de le faire. Quelle que soit l'issue du débat sur l'unité nationale, les séparatistes ont eu, ont, auront toujours le projet de société qui a fait, fait et fera rêver des générations québécoises d'un état indépendant.

Tayeb Méridji
Le 19 janvier 1998



FAVEURS OBTENUES – MERCI MON DIEU. Dites 9 fois «Je vous salue Marie» par jour durant 9 jours. Faites 3 souhaits, le 1er contenant les affaires, les 2 autres pour l'impossible. Publier cet article le 9e jour, vos souhaits se réaliseront même si vous n'y croyez pas. Merci mon Dieu. C'est incroyable mais vrai.

O.R.A.

D.N. MacIVER & ASSOCIATES
Avocats Notaires

J.R. Norman Boudreau, B.Ed., LL.B.

363, avenue Broadway
pièce 1000
Winnipeg (Manitoba)
R3C 3N9

Tél.: (204) 943-6222
Fax: (204) 957-5874
Rés.: (204) 488-4123



COLLÈGE UNIVERSITAIRE DE SAINT-BONIFACE

LA TOUNDRA :
Splendeurs d'une région méconnue
par Denis A. St-Onge, O.C.



Denis A. St-Onge

La toundra, que des explorateurs appelaient les "*Barren Lands*" ou terres dénudées, est un mélange de paysages grandioses. En été, elle est dominée par un ciel qui, épuré par les incroyables froids des hivers, se reflète dans des milliers de lacs. Pour ceux qui aiment les grands espaces solitaires, la toundra est la région rêvée que très peu peuvent visiter.

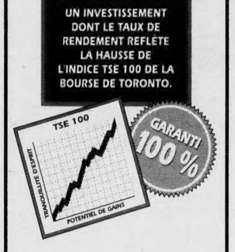
Denis St-Onge, président de la Société géographique royale du Canada, a passé de nombreux étés à explorer, sac au dos et autrement, les régions de la rivière Coppermine de Bernard Harbour et du lac Bluenose dans les Territoires du Nord-Ouest. Il tentera de partager son enthousiasme pour ces régions méconnues au cours d'une conférence illustrée par ses remarquables diapositives.

Monsieur Denis St-Onge a reçu le grade honorifique *Doctorat ès sciences* à la Collation des grades 1990 du Collège universitaire de Saint-Boniface. C'est donc avec plaisir que le Collège universitaire de Saint-Boniface vous invite à assister à sa présentation.

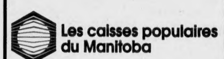
Le Collège universitaire de Saint-Boniface vous invite à cette conférence **le lundi 2 février 1998, à 19 h 30 en la salle 2127 au Collège universitaire de Saint-Boniface, 200, avenue de la Cathédrale.**

Collège universitaire de Saint-Boniface
200, avenue de la Cathédrale Saint-Boniface (Manitoba) R2H 0H7
Téléphone : (204) 233-0210 Télécopieur : (204) 237-3240
www.ustboniface.mb.ca

DÉPÔT À TERME RENDEMENT BOURSIER



Une alternative sûre et certaine aux fonds mutuels... et éligible au REER.



L'indice TSE 100 est préparé et publié par la Bourse de Toronto, conformément aux règles normalisées qu'établit cette dernière. L'indice TSE 100 est une marque de commerce de la Bourse de Toronto qui ne garantit pas le produit visé par les présentes. Les rendements antérieurs de l'indice TSE 100 ne sont pas une garantie des résultats à venir. Les intérêts reliés à l'indice TSE 100 fluctuent en fonction du rendement de ce dernier.

Après plus d'un siècle

Les Sœurs franciscaines quittent Saint-Laurent

Après plus d'un siècle à Saint-Laurent, la congrégation des Sœurs franciscaines missionnaires de Marie quittera définitivement le village à la fin du mois de juillet.

La nouvelle, annoncée le 18 janvier, a eu l'effet d'une douche froide pour la communauté, indique la sœur supérieure du couvent de Saint-Laurent. «Pour nous aussi ça a été un choc. Vous imaginez qu'on est toutes très impliquées dans la vie de la communauté, explique sœur Denise Paquette, professeure de catéchèse à l'école Aurèle-Lemoine. C'est toujours difficile de quitter une communauté. J'ai moi-même passé 11 ans à Calgary et 30 ans en Malaisie. Vous imaginez comme j'ai dû trouver ça dur! Trente ans, ça crée des liens. Mais on a essayé de préparer les gens à prendre la relève et on est optimiste que notre travail va se poursuivre après notre départ.»

«C'est bien certain que ça a été un choc lorsque la sœur provinciale est venue m'annoncer que les Sœurs franciscaines quitteraient Saint-Laurent, lance le directeur de l'école communautaire Aurèle-Lemoine, Louis Allain. Elles étaient toujours très actives dans le milieu, non seulement en s'occupant de la pastorale et de la préparation des jeunes aux sacrements, mais elles participaient de façon assez active à la vie de la communauté. Leur travail à l'école était particulièrement apprécié. Mais il faut reconnaître que le temps est venu pour la communauté de Saint-Laurent de se prendre en main, d'autant plus que la moyenne d'âge des Sœurs franciscaines est de 70 ans et que pour elles, ça sera une retraite plus que méritée.»

Fondé en 1876, l'ordre des Sœurs franciscaines missionnaires de Marie compte 8 200 membres dans 74 pays dont 227 au Canada. Les Sœurs franciscaines se sont établies à Saint-Laurent le 4 septembre 1897. À son apogée dans les années 1940, le couvent de Saint-Laurent comptait entre 30 et 35 religieuses, rappelle Denise Paquette.

«Nous sommes un ordre missionnaire et nous nous adaptons aux besoins de la place. À Saint-Laurent, nous nous sommes occupé avec les pères oblats à la vie pastorale de la communauté, nous avons prodigué des soins infirmiers et nous avons aussi ouvert l'école (aujourd'hui l'école communautaire Aurèle-Lemoine). Toutes les grands-mamans de Saint-Laurent sont venues à l'école chez nous!»

Mais le couvent de Saint-Laurent, un duplex réaménagé situé près de l'église du village, n'abrite plus aujourd'hui que quatre sœurs franciscaines «toutes à l'âge de la retraite», fait remarquer sœur Paquette. «On n'a plus de relève, précise-t-elle. Les quelques jeunes qui se joignent à l'ordre doivent gagner leur vie parce que l'ordre n'est pas en mesure de les supporter financièrement. Et il n'y a pas beaucoup d'emploi ici à Saint-Laurent, alors elles partent pour Winnipeg.»

Ce phénomène n'est d'ailleurs pas unique à l'ordre des Sœurs franciscaines ni à Saint-Laurent puisque le couvent des Sœurs franciscaines du boulevard Provencher à Saint-Boniface ne compte lui aussi que quatre pensionnaires.

Les sœurs Denise Paquette, Yvette Leboeuf, Irène Lavallée et Lucille Marleau ne savent pas encore si elles seront rapatriées à Saint-Boniface où redéployées ailleurs. «C'est ça la vie de missionnaire, souligne sœur Paquette. On va là où on a besoin de nous.»

Anie CLOUTIER

Saint-Georges

Un nouveau complexe commercial cet été?

Avec un peu de chance, les 500 membres de la Caisse populaire La Vérendrye à Saint-Georges pourraient bientôt effectuer leurs transactions dans un tout nouveau local.

En effet, le Conseil de développement économique (CDÉ) de Saint-Georges étudie la possibilité de construire un complexe commercial au coin de la route 11 et de la rue McDougall.

Le centre, explique la présidente du CDÉ, Ginette Vincent, regrouperait sous son toit un restaurant, un bureau de comptables, un agent d'assurances, la caisse populaire, le bureau de poste ainsi qu'une salle de réunion et des locaux pour le CDÉ.

«Rien n'est encore décidé, prévient cependant le directeur de la Caisse populaire La Vérendrye, François Tétrault. Mais si le CDÉ va de l'avant avec le projet de centre commercial, c'est certain que la Caisse va embarquer. On aurait une plus belle et plus grande caisse et ça serait l'occasion d'ajouter un guichet automatique aux services offerts aux membres.»

Si le projet va de l'avant comme l'espèrent les membres du CDÉ de Saint-Georges, le complexe commercial pourrait ouvrir ses portes cet été.

A. C.

T'es parent avec qui, toi?

Bonjour!

Je m'appelle Alexandre Rémillard. Je suis né le 9 avril 1996 à Saint-Boniface.

Mes parents sont Valérie et François Rémillard.

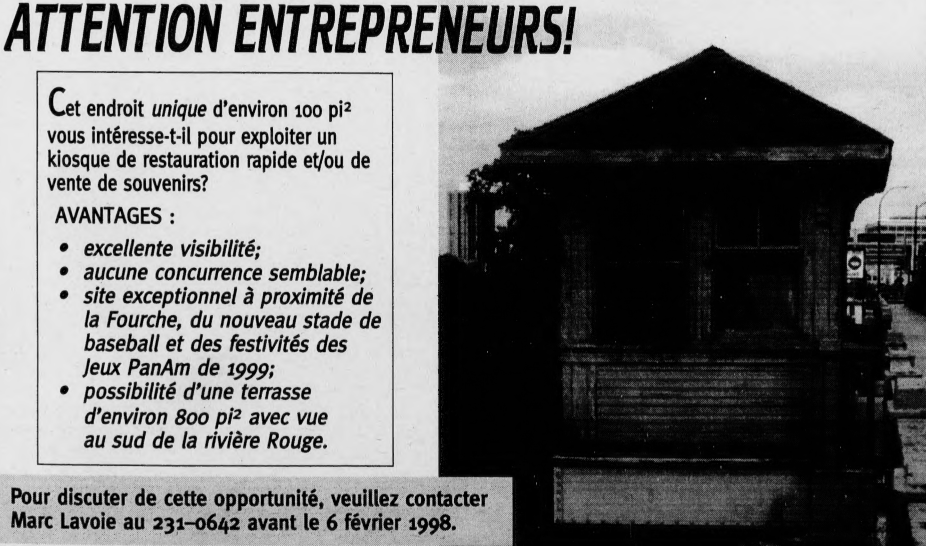
Mes grands-parents sont Hervé et Anne-Marie Rémillard du Parc Windsor et Carole et Philippe Dion de Ville-Marie (Québec).

J'aime beaucoup Carmen Campagne et fouiller partout!



FAVEURS OBTENUES – MERCI MON DIEU. Dites 9 fois «Je vous salue Marie» par jour durant 9 jours. Faites 3 souhaits, le 1er contenant les affaires, les 2 autres pour l'impossible. Publier cet article le 9e jour, vos souhaits se réaliseront même si vous n'y croyez pas. Merci mon Dieu. C'est incroyable mais vrai.

J.A.B.





Michelle Smith
Consultante en planification financière
REER, FERR, RENTES
ASSURANCES
FONDS DE PLACEMENTS GARANTIS

Spécialiste en:
• *Planification successorale*
• *Plan de retraite*



Services financiers Impériale
775-6180

Budget 98-99

640 000 $ de plus pour la DSFM

La Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) pourrait bien combler en partie le déficit de 1 million $ prévu dans son ébauche de budget pour l'année 1998-1999.

En effet, l'augmentation de 17 millions $ ou 2,2 % accordée aux écoles publiques en 1998-1999 et annoncée le 14 janvier par la ministre Linda McIntosh, devrait générer au moins 320 000 $ supplémentaires pour la DSFM. À cela s'ajouteraient des sommes additionnelles pour divers programmes spéciaux.

De plus, la DSFM s'est vue promettre 200 000 $ additionnels du Bureau de l'éducation française, résultat, explique le président, Aurèle Boisvert, des revendications faites cette année par la DSFM auprès du ministère de l'Éducation.

Enfin, la DSFM enregistre une augmentation dans le nombre de ses inscriptions pour l'an prochain. Les 30 élèves supplémentaires qui fréquenteront alors une école française devraient générer 120 000 $ en transfert des divisions cédantes.

Ce sont donc 640 000 $ de revenus supplémentaires qu'il faudra ajouter aux prévisions budgétaires, portant le déficit prévu pour 1998-1999 à seulement 340 000 $.

Deux inconnues subsistent cependant: la première ébauche du budget ne tient pas compte d'éventuelles hausses salariales, les négociations avec les employés étant toujours en cours. L'ébauche ne mentionne pas non plus les sommes exactes qui seront transférées à la DSFM par les divisions cédantes, sommes qu'on connaîtra en mars.

Anie CLOUTIER

Ouverture officielle

Un beau jour de Plaine

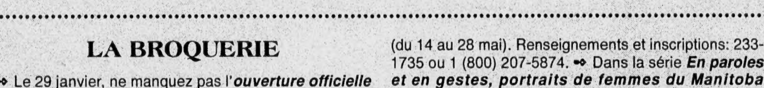
Les 31 élèves de la maternelle au secondaire 4 de l'école Jours de Plaine avaient de quoi être fiers! Leurs parents, enseignants et amis ont en effet célébré le 21 janvier l'ouverture officielle de leur école.

«La vie à l'école Jours de Plaine s'est beaucoup normalisée, indique le directeur de l'école de Laurier, Paul Cénérini. On consacre aujourd'hui notre temps à l'enseignement et la pédagogie plutôt qu'à la politique et la survie.»

À la traditionnelle cérémonie de coupe du ruban s'est ajoutée une présentation de sculptures sur neige et une exposition de la petite histoire de l'école qui rappelle ses débuts difficiles dans le centre communautaire du village. «Les élèves ont aussi chanté notre chant: Jours de Plaine de Daniel Lavoie, notre parrain artistique», précise le directeur.

Parmi les invités de marque présents pour l'occasion, notons le sénateur Gildas Molgat et le sous-ministre adjoint à l'Éducation, Guy Roy.

A. C.





LA BROQUERIE

➾ Le 29 janvier, ne manquez pas l'***ouverture officielle de la «nouvelle» école Saint-Joachim***. Parents, élèves et amis de l'école se retrouveront au gymnase de l'école à 19 h 30. La cérémonie officielle sera suivie d'une visite guidée.

SAINTE-ROSE-DU-LAC

➾ Le Comité culturel de Sainte-Rose vous invite à une ***veillée du bon vieux temps (souper et saynettes)*** qui aura lieu le 1er février à 17 h 30 à la salle communautaire. Billets: 15 $ adultes et 40 $ familles.

SAINTE-ANNE-DES-CHÊNES

➾ Le mardi 10 février de 19 h à 21 h à la bibliothèque de St. Anne Collegiate (197, avenue Saint-Alphonse à Sainte-Anne), ***le Comité périnatal local de La Broquerie, Sainte-Anne et Taché organise une soirée de partage et d'information ayant pour thème l'allaitement.*** Cette rencontre s'adresse aux parents, futurs parents et personnes-ressources en soins de santé. La conférencière invitée est Pat Martens, conseillère en lactation. À noter que l'événement se déroule en anglais. Renseignements: Nicole au 422-9961. ➾ Le comité culturel de Sainte-Anne organise une ***marche aux flambeaux le 8 février*** afin d'admirer les sculptures sur neige réalisées par des citoyens de la région. Le rendez-vous est donné à 18 h 30 au Club Jovial. Un goûter sera servi (422-9599).

PASTORALE

➾ La section française diocésaine de Saint-Boniface de Développement et paix vous convie à une ***rencontre préparatoire au Carême de Partage*** le 24 janvier de 10 h à 16 h à la salle Dussault de la Paroisse des Saints-Martyrs-Canadiens (289, rue Dussault) à Saint-Boniface. ➾ Le ***Service du mariage et de la famille du Manitoba*** en collaboration avec Villa Maria organise un après-midi de réflexion ayant pour thème: ***Comment gagner à deux dans la communication*** le dimanche 25 janvier de 13 h à 17 h 15 à la Villa Maria. Renseignements et inscriptions: 269-2114.

COURS ET CONFÉRENCES

➾ Le 2 février à 19 h 30, ne manquez pas la ***conférence intitulée: La toundra, splendeurs d'une région méconnue offerte par Denis Saint-Onge***, président de la Société géographique royale du Canada. La conférence a lieu dans la salle 2127 du CUSB. Renseignements: André Fauchon: 233-0210. ➾ Pluri-elles est à la recherche de femmes intéressées à se joindre à un ***groupe de soutien et d'information.*** Les ateliers seront offerts les jeudis soirs de 19 h à 21 h. Parmi les thèmes abordés on retrouve: ***Gérer sa colère*** (du 29 janvier au 12 février), ***Écrire mon histoire*** (19 février au 5 mars), ***Améliorer la situation de la femme*** (du 12 au 26 mars), ***Vieillir en santé*** (du 2 au 16 avril), ***Envisager la retraite*** (du 23 avril au 7 mai) et ***Explorons nos passe-temps*** (du 14 au 28 mai). Renseignements et inscriptions: 233-1735 ou 1 (800) 207-5874. ➾ Dans la série ***En paroles et en gestes, portraits de femmes du Manitoba français***, Réseau présente une conférence de Jannelle Reynolds intitulée: ***Marie-Anne Gaboury, aventurière de l'Ouest***. Au Musée de Saint-Boniface (494, avenue Taché) le 19 février à 19 h 30 (237-4500).

STAGES ET ÉCHANGES

➾ Vous êtes détenteur d'un brevet d'enseignement du Manitoba, vous avez au moins trois ans d'expérience en enseignement et ***vous aimeriez participer à un échange poste à poste avec un enseignant français***? Renseignez-vous après de Gilbert Sabourin au BEF 945-6916 ou 1 (800) 945-1625. ➾ Avis aux professeurs de français! La Division scolaire Saint-Vital organise un ***stage en France pour juillet 1998.*** Renseignements: Cécile au 256-6176 ou Omer au 257-7827.

IMPROVISATION

➾ La DSFM et le CJP vous invitent au ***tournoi divisionnaire de la Ligue d'Improvisation du Secondaire Tellement Époustouflante*** (LISTE) le samedi 31 janvier de 10 h à 16 h 30 dans les salles 1032 et 1147 du CUSB.

BOURSES ET CONCOURS

➾ La Galerie d'art Jean-Claude-Bergeron organise, conjointement avec la FCCF, l'Art et le Papier III, ***concours biennal d'œuvres d'art sur papier***. Les œuvres retenues par le jury seront exposées à la Galerie d'art Jean-Claude-Bergeron du 18 juin au 5 juillet 1998. Tous les artistes d'expression française qui utilisent le papier dans leurs créations peuvent soumettre une œuvre avant le 31 mars. Renseignements: 1 (613) 562-7836. ➾ ***Le journalisme vous intéresse?*** Participez au 17e Concours international de journalisme radio. Le gagnant décrochera la Bourse René-Payot d'une valeur de 11 000 $ et effectuera un stage professionnel d'une durée d'environ trois mois dans des radios publiques et des écoles de journalisme canadiennes ou européennes. Renseignements: 1 (514) 597-5757. ➾ Vous avez jusqu'au 6 mars pour présenter des ***candidatures au Prix du premier ministre pour service bénévole.*** Une nouvelle catégorie reconnaît l'effort collectif extraordinaire de groupes communautaires ou d'organismes bénévoles. Les prix seront remis le 21 avril au Palais des congrès de Winnipeg. Renseignements: 945-0906 ou 1 (800) 282-8069. ➾ ***La DSFM présente son concours annuel de la radio scolaire pour les élèves de la 7e année au secondaire 4.*** Pour participer, vous n'avez qu'à préparer un enregistrement d'une émission de radio d'une durée de 15 à 20 minutes. Les émissions seront évaluées selon les critères suivants: qualité du français, structure de l'émission, variété et originalité des interventions, qualité des liens entre les différents éléments et qualité de la recherche. La date limite pour poser votre candidature est le 27 février. Les prix seront remis vers la mi-mars. Renseignements: Jean Fontaine au 237-4129 ou Diane Bruyère au 878-9399. ➾ ***L'ACELF invite les étudiants et les enseignants à participer au concours Prix de la francophonie, domaine de l'éducation***, organisé dans le cadre de la Semaine de la francophonie. 45 bourses d'une valeur de 500 $ à 2 500 $ seront remises aux lauréats le 20 mars 1998 à Ottawa. La date limite pour les candidatures est le 6 février. Renseignements: Lucie Grégoire au (418) 681-4661 ou snf@acelf.ca ➾ CKSB lance la deuxième édition de son concours d'écriture radiophonique ***Des Nouvelles sous l'soleil.*** Cinq textes seront retenus dans chacune des quatres provinces de l'Ouest et diffusés sur les ondes de Radio-Canada en juillet 1998. La date limite d'inscription est le 31 janvier 1998. Pour obtenir un formulaire de participation ou les règlements du concours, contactez Gilles Fréchette au 788-3692. ➾ L'écriture radiophonique vous intéresse? Pensez à soumettre votre candidature pour la ***Bourse Yves-Thériault.*** Les dépliants sont disponibles aux bureaux de la Société Radio-Canada. La date limite est le 31 mars 1998.

BÉNÉVOLES RECHERCHÉS

➾ ***Habitat chez-soi est à la recherche de bénévoles pour tenir trois sites de vente de marchandise lors du Festival du Voyageur.*** Les profits iront aux différents projets d'Habitat chez-soi. Les bénévoles recevront en guise de remerciement un laissez-passer à la Surboum, une carte de membre au Canot, un macaron de bénévole, un abonnement au Calumet et une épinglette. Renseignement: Gisèle Champagne au 233-0294 ou Marcel Degagné au 237-7611. ➾ La ***Société historique de Saint-Boniface est à la recherche de bénévoles pour aider au déménagement dans les nouveaux locaux du Centre du patrimoine*** prévu pour le début mars. Pour en savoir plus, contactez Angèle Chaput ou Gilles Lesage au 233-4888.

HÉ HO!

➾ ***Concours de sculptures sur neige pour entreprises*** le samedi 7 février au parc Provencher. Une session de formation et un atelier de sculpture seront offerts sur le Sentier d'hiver le samedi 17 janvier de 16 h à 18 h. (237-7692). ➾ ***Le Festival du Voyageur sera présent à la Fourche de 9 h 30 à 18 h 30 le 31 janvier et le 1er février pour le lancement officiel du programme souvenir*** de la 29e édition du Festival du Voyageur. À noter qu'il est également possible de se procurer le programme (au coût de 1 $) auprès des commerces suivants: Canada Safeway, Pizza Hut, dans les magasins d'alcool de Winnipeg et les Caisses populaires du Manitoba. ➾ Voici la liste des prochaines activités qui se dérouleront sur le Sentier d'hiver: ***Le samedi 24 janvier*** à partir de midi: Démonstration du Polar Dome avec Pyjamade des pionniers; de 18 h à 20 h 30: Patinage aux flambaux; de 18 h 30 à 20 h 30: Randonnées en traîneaux. ***Le dimanche 25 janvier*** de 13 h 30 à 15 h 30: Randonnées en traîneaux, labyrinthe pour les enfants, curling Bacci et Polar Dome Quinzees

Sélection recueillie par Anie CLOUTIER

Vous voulez faire la promotion d'un thé-rencontre, d'une vente bric-à-brac, d'une fête communautaire, d'une réunion annuelle ou de tout autre événement communautaire? C'est facile! Vous n'avez qu'à nous télécopier l'information au 204 231-1998 **avant 17 h le lundi précédant la date de parution** *en précisant «pour le Babillard».*

C'EST VOTRE ARGENT

Une chronique signée
Jean-Guy Talbot

Avez-vous pensé aux dons de charité?

Le 8 décembre 1997, le ministre des Finances du Canada, Paul Martin, a annoncé une extension à la période admissible pour les dons de charité déductibles sur la déclaration de revenus de 1997. Il est donc possible de déduire les dons faits en janvier 1998, en plus de tous les dons déductibles faits en 1997.

Le gouvernement fédéral a décidé de venir en aide aux organismes de charité, qui ont souffert des effets de la grève générale intervenue à la Société canadienne des postes à la fin de novembre. Les campagnes de levée de fonds de plusieurs de ces organismes ont été ralenties par cette grève. Par son geste, le gouvernement permet donc aux particuliers de contribuer en janvier ce qu'ils auraient normalement donné en décembre, tout en déduisant ces dons sur leur impôt de 1997. Mais cette extension n'est en vigueur que pour cette année.

Souvenez-vous que pour pouvoir déduire vos dons de charité, vous devez recevoir un reçu pour fins d'impôt qui indique les renseignements suivants:

- le montant du don
- le nom et l'adresse de l'organisme de charité
- le numéro d'enregistrement de l'organisme de charité
- l'année du don
- le nom et l'adresse de la personne ayant fait le don
- une signature d'autorisation.

Étant donné que le premier 200 $ que vous faites en dons vous économisera environ 30 % et que le solde représentera des économies de presque 50 %, il serait peut-être sage de ne pas réclamer vos dons de charité sur votre déclaration de revenus à tous les ans. Vous pouvez, si vous le préférez, accumuler vos dons sur une période maximale de cinq ans. Il est souvent avantageux de déclarer ces dons en plus gros blocs, plutôt que de le faire chaque année.

Le meilleur conseil que je puisse vous donner, c'est de demander conseil à votre comptable avant d'inclure vos dons dans votre déclaration de revenus.

Centre du patrimoine

On sera prêt à temps

«L'édifice du Centre du patrimoine est à l'image de ce qu'il représente: comme le patrimoine, il est à la fois imposant et discret», constate le directeur de la Société historique de Saint-Boniface (SHSB), Alfred Fortier, en examinant l'extérieur du nouveau bâtiment relié au Centre culturel franco-manitobain (CCFM). Tel que prévu, le Centre sera prêt à accueillir ses nouveaux résidants dès le mois de mars. Mais d'ici là, les employés de la SHSB se préparent en vue du grand déménagement, un travail qui n'est pas de tout repos.

Des archives et documents historiques de toutes sortes, plus de 7 000 livres relatifs au patrimoine, des centaines de bobines de films appartenant aux archives de Radio-Canada, des ordinateurs et appareils audio-visuels; voilà autant de matériel qui devra quitter les locaux de la SHSB au Collège universitaire de Saint-Boniface en direction du boulevard Provencher. Selon Alfred Fortier, plus de 2 000 boîtes seront transportées, sans compter les 30 000 volumes de la bibliothèque principale de l'archevêché, qui élira également domicile dans le futur Centre du patrimoine.

«C'est excitant, remarque Alfred Fortier, mais j'ai hâte d'avoir fini car c'est beaucoup de travail. Ça demande beaucoup de planification. Nous aurons besoin de bénévoles pour nous aider à tout mettre en place dans le Centre. En plus, les gens devraient prendre en notre que la Société sera fermée au public pendant quelques semaines.»

Le nouveau Centre, construit au coût de trois millions $, comprend trois étages et a une superficie totale de 18 000 pieds carrés, plus du triple de la superficie des locaux actuels de la SHSB. Les deux étages supérieurs utilisés comme voûtes pour conserver les documents historiques seront tempérées par un système de contrôle environnemental à la fine pointe de la technologie.

Pour la Société historique, ce renouveau est également l'occasion de faire un examen de conscience et d'élaborer de nouvelles stratégies pour l'avenir. Trois études sont actuellement en cours. Elles portent sur les possibilités de prélèvement de fonds, l'élaboration d'un plan d'affaires, ainsi que la revue des politiques de l'organisme et ses nouvelles relations avec le CCFM.

«Le Centre du patrimoine a été conçu pour nous laisser de la place pour l'expansion, indique Alfred Fortier. Par exemple, il y a une voûte qui sera probablement totalement vide. Mais on a l'intention de négocier avec l'archidiocèse pour qu'on puisse entreposer ses archives. On veut aussi approcher les différentes communautés religieuses.»

En outre, le directeur mentionne que les budgets ont été respectés, à tel point qu'on construira un stationnement et une entrée pour les employés de la SHSB à l'arrière du CCFM. Ce projet oblige par ailleurs les Éditions du Blé et Envol 91 à changer de locaux. De son côté le Collège universitaire de Saint-Boniface prévoit installer son nouveau centre éducatique dans les anciens locaux de la SHSB. Ce centre servira à l'application des nouvelles technologies telles l'informatique.

Après toute l'effervescence du déménagement, la Société historique pourrait, selon Alfred Fortier, rouvrir ses portes à compter de la mi-avril. «Ça fait presque 20 ans qu'on travaille pour ce Centre, ajoute-t-il. Il n'y a pas si longtemps, j'ai retrouvé une lettre datée de 1981 qui parlait de ce projet. C'est difficile de croire qu'on y est enfin arrivé!»

Carole THIBEAULT

Missionnaire et auteur

Le secret de René



Vous vous souvenez de René Fumoleau, ce missionnaire oblat qui vit chez les Dènès du Territoire du Nord-Ouest depuis plus de 40 ans et que *La Liberté* vous a présenté en novembre 1996? Eh bien, il vient de publier aux éditions Novalis un autre recueil de poésie intitulé *The Secret*.



René Fumoleau.

D'origine française, le père René Fumoleau a découvert le Grand Nord canadien en 1953. Aujourd'hui retraité, René Fumoleau dédie sa vie à l'étude et la valorisation de la culture autochtone au Canada. Il a entre autres publié *Here I Sit*, *Aussi longtemps que le fleuve coulera* et *Denendeh*. Renseignements: René Fumoleau au 1 (867) 370-3100 ou les éditions Novalis au 1 (800) 387-7164.

A. C.



Vous rêvez de vous lancer en affaires? Vous avez un projet d'entreprise mais vous ne savez pas par où commencer?



Me Donald Legal

L'Association des juristes d'expression française du Manitoba (AJEFM) invite toutes les personnes intéressées à se lancer en affaires et tous les futurs entrepreneurs, hommes et femmes, jeunes et moins jeunes, à participer à l'atelier «COMMENT DÉMARRER UNE PETITE ENTREPRISE AU MANITOBA».

Date : Le 4 février 1998
Lieu : Le Club Jovial au 157, avenue Centrale, Sainte-Anne-des-Chênes
Heure : 19 h
Animateur : Me Donald Legal du cabinet juridique Plett, Goosen & Associates

ENTRÉE GRATUITE

Cet atelier fait partie d'une série d'ateliers portant sur divers thèmes juridiques dans le domaine du droit des affaires et présentés par l'AJEFM en partenariat avec la Fédération des caisses populaires du Manitoba.

Cette activité est subventionnée par le ministère du Patrimoine canadien dans le cadre de l'Entente Canada-communauté franco-manitobaine.

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec nous au 235-4405.



VOYAGES LAVERGNE

À LA DÉCOUVERTE DU QUÉBEC

du 21 août au 6 septembre 1998

2 299 $ plus TPS (occupation double) **dépôt**: 200 $

Voyage en autobus vers les attractions suivantes:
Maison Dionne, Château Montebello, le Village de Séraphin, la Maison Laurier, le Village d'Émilie, la Cité de l'énergie, visite guidée du Vieux-Québec, Croisière aux baleines, Traversier à Rivière-du-Loup, Centre d'interprétation du Bic, Centre d'interprétation du Saumon, le Jardin de Métis, le Phare au Cap-des-Rosiers, le Parc Forillon, le Musée de la Bolduc, le Musée des Acadiens, le Village d'Antan et d'autres surprises.

Les places sont limitées, réservez maintenant pour ne pas être déçu.

Voyage guidé en français!

Tél.: (204) 433-7758 • Fax: (204) 433-7181

LA BANQUE NATIONALE:
Un passé rassurant
Un avenir dynamique

À la Banque Nationale, nous sommes dédiés envers nos clients et notre objectif est de leur offrir un service à la mesure de leurs attentes. Nous avons présentement la position suivante de disponible à notre bureau situé au 476, rue Sabourin, Saint-Pierre-Jolys:

Entraînement pour la fonction **DIRECTEUR SERVICES FINANCIERS**

Afin de combler cette position vous devrez utiliser vos connaissances académiques afin de parfaire vos habiletés en matière de crédit aux particuliers et aux entreprises. Vous devez aussi posséder d'excellentes aptitudes en matière de relations interpersonnelles et une forte capacité analytique.

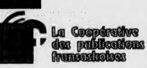
Toute personne intéressée par l'opportunité de parfaire ses connaissances et son développement personnel en échange d'une carrière excitante, un salaire et des bénéfices marginaux compétitifs, est invitée à faire parvenir son curriculum vitae à l'attention de: **Brian King, Services manager, Sales and Service, 191, avenue Lombard, Winnipeg R3B 0X1.**

La Banque Nationale se conforme aux normes d'équité en matière d'emploi.



BANQUE NATIONALE DU CANADA

OFFRE D'EMPLOI



L'hebdomadaire fransaskois, *l'Eau vive* est
À LA RECHERCHE D'UN(E) INFOGRAPHISTE

La Coopérative des publications fransaskoises est à la recherche d'une personne pour occuper le poste d'infographiste. Vous êtes une personne fiable, soucieuse de la qualité de votre travail et vous savez bien gérer votre temps. Vos valeurs reflètent votre engagement envers le travail en équipe et le développement de l'entreprise. Vous aimez les défis et vous avez la capacité de travailler de façon autonome.

DESCRIPTION DU POSTE:
- montage des annonces publicitaires selon les exigences des clients et du directeur,
- montage du journal selon les exigences du rédacteur en chef,
- archivage des annonces et du matériel graphique en filière et sur disquette,
- coordination et réalisation de contrats commerciaux d'infographie,
- montage et design graphique pour les besoins internes de l'entreprise,

QUALITÉS RECHERCHÉES:
- maîtrise de l'environnement informatique MacIntosh,
- maîtrise des logiciels de mise en page et de graphisme y compris Pagemaker, Adobe Illustrator, Photoshop,
- diplôme et(ou) expérience en infographie et en montage d'un journal
- très bonne connaissance du français et de l'anglais,
- une personne fiable, soucieuse de la qualité de son travail, qui aime les défis, et qui travail bien en équipe,
- disponibilité à travailler selon un horaire flexible,

LIEU DE TRAVAIL: Regina (SK)

SALAIRE: à négocier selon l'échelle salariale

ENTRÉE EN FONCTION: début mars 1998

Faites parvenir votre curriculum vitae, ou communiquez par téléphone,
avant le 30 janvier 1998 à 17h00 au:
Directeur général
L'Eau vive, l'hebdomadaire fransaskois
2604, rue Central
Regina (SK) S4N 2N9
Tél: 347-0481 Fax: 565-3450

Chalet Malouin Inc.
Saint-Malo (Manitoba) R0A 1T0
1-204-347-5753

Gérant.e de projet

Le Chalet Malouin est un centre de soins résidentiels de 38 chambres auquel s'ajoute un complexe de 46 appartements pour personnes âgées.

Le ou la candidat.e sera responsable de la gérance du centre, y inclus le personnel, les besoins opérationnels, la préparation de tout état financier nécessaire, et s'assurera que le centre se conforme à toutes les normes en vigueur.

Le ou la candidat.e doit être bilingue, français et anglais, à l'oral et à l'écrit. Il (elle) devra aussi connaître l'informatique et avoir des connaissances de base en comptabilité.

Poste à temps plein. Salaire négociable.

Prière d'envoyer votre curriculum vitae à:

Denis Fillion, président
Chalet Malouin Inc.
C.P. 1010
Saint-Malo (Manitoba)
R0A 1T0

Date de clôture: le 27 janvier 1998

La Division scolaire franco-manitobaine n° 49
Apprendre et grandir ensemble

Coordonnateur.trice

La Division scolaire franco-manitobaine n° 49 est à la recherche d'un.e Coordonnateur.trice à terme avec possibilité de renouvellement dépendant du financement du programme Initiative d'emploi pour les jeunes d'Industrie Canada.

Tâches :
- collaborer avec les sites du Programme d'accès communautaire;
- former et soutenir les jeunes employés du PAC;
- promouvoir les sites PAC auprès des communautés;
- informer les collectivités du potentiel qu'offre Internet;
- dispenser une formation Internet de base à divers membres des collectivités.

Qualifications :
- bonne connaissance de l'Internet et de l'informatique;
- bonne connaissance de la communauté franco-manitobaine;
- capacité de développer des pages WEB;
- capacité de développer et d'offrir des sessions de formation à une clientèle variée;
- âgé(e) entre 16 et 29 ans.

L'entrée en fonction se fera : le plus tôt possible.

Salaire : 12 $/heure

Les personnes intéressées enverront leur demande **avant le vendredi 30 janvier 1998** au directeur du personnel :



Monsieur Gilles Normandeau
Case postale 204
485, chemin Dawson
Lorette (Manitoba)
R0A 0Y0

Téléphone: (204) 878-9399 Télécopieur: (204) 878-9407

XIII Jeux Pan Am Games
Winnipeg '99

Les Jeux panaméricains de 1999 se tiendront à Winnipeg du 24 juillet au 8 août 1999. La plus grande manifestation de sport et de culture jamais tenue au Canada, les Jeux occuperont la troisième place des plus importantes compétitions sportives présentées en Amérique du Nord. La Société est un organisme bénévole qui ne compte qu'un petit nombre de collaborateurs rénumérés parmi ses membres. On s'attend à ce qu'environ 15 000 bénévoles participent au succès de ces jeux.

Coordonnateur(trice) des événements spéciaux

Sous la supervision du vice-président de la Division de l'image, des médias et des communications, le candidat sera responsable du développement et de l'implantation d'un programme détaillé de sensibilisation de la population envers les Jeux panaméricains dans un rayon de 550 kilomètres de Winnipeg. Le candidat sera également responsable de l'entraînement, de l'établissement des horaires et de la supervision d'une équipe de représentants des relations communautaires qui assisteront à des festivals, des foires, des parades, etc. à travers la province et certaines régions à l'extérieur de la province pour promouvoir les Jeux panaméricains de 1999.

Le candidat doit posséder un minimum de deux années d'expérience dans la gestion d'événements spéciaux, être énergétique, motivé, bien préparé et avoir de l'entregent. Il doit également avoir de l'expérience avec les médias ainsi que de vouloir et aimer voyager.

Le poste exige d'avoir l'habileté à établir de bonnes relations de travail avec le personnel et les bénévoles. Il est essentiel de pouvoir travailler suivant un horaire flexible, y compris les soirs et les fins de semaine. La capacité de communiquer en français ou en espagnol est un atout.

Le salaire et les avantages sociaux seront définis en fonction des antécédents et de l'expérience du candidat choisi. Il s'agit d'un poste débutant aux environs du *16 février 1998* et se terminant le *31 août 1999*. On demande aux candidat intéressés d'envoyer un curriculum vitae détaillé, faisant mention du poste convoité et du salaire attendu, au plus tard le *2 février 1998*, à l'adresse suivante :

Société des Jeux panaméricains de 1999
500, boul. Shaftesbury, Winnipeg (Manitoba) R3P 0M1
La Société souscrit au principe d'égalité d'accès à l'emploi.

Nous ne communiquerons qu'avec les candidats retenus à la présélection. Veuillez ne pas téléphoner.

OFFRE D'EMPLOI
Directeur(trice) de garderie

Le P'tit bonheur inc. est à la recherche d'un(e) directeur(trice) de garderie préscolaire et scolaire de langue française. Le(la) candidat(e) retenu(e) sera chargé(e) de travailler avec un conseil d'administration conformément aux règlements établis par le Bureau de Services de la garde de jour du Manitoba. Il(elle) sera responsable de l'administration quotidienne et financière de la garderie, la gestion de six éducateur(trice)s, les soins et la sécurité de 45 enfants et l'implication des parents dans le bon fonctionnement de la garderie.

Le(la) candidat(e) doit détenir un diplôme en services de garde au niveau T.S.E. III en vertu de la Loi sur les garderies d'enfants du Manitoba. De plus, il(elle) doit posséder un certificat de premiers soins et avoir de l'expérience dans la gestion de garderie. La personne choisie doit être capable de s'exprimer clairement et correctement oralement et par écrit en français et en anglais. Il(elle) doit posséder beaucoup d'entregent et d'excellentes compétences en matière d'analyse, d'organisation, de résolution de problèmes, de prise de décisions et de travail en groupe.

Salaire: 34 689 $ à 42 984 $

Date limite: le 30 janvier 1998.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae à:

Madame Claudette Toupin, présidente
Le P'tit Bonheur Inc.
706, rue Langevin
Saint-Boniface (Manitoba)
R2H 2W5

AVIS AUX CRÉANCIERS

EN CE QUI CONCERNE la succession de feue ANNETTE HONORA MARIE RICHARD, de Saint-Boniface, au Manitoba, retraitée.

TOUTES réclamations contre la succession ci-haut mentionnée doivent être déposées à l'étude des soussignés au 247, boulevard Provencher, Saint-Boniface (Manitoba) R2H 0G6, le ou avant le 25e jour de février 1998.

Fait à Winnipeg, au Manitoba, ce 12e jour de janvier 1998.

TEFFAINE LABOSSIÈRE
Procureurs de la succesion

SANTÉ SUD-EST
CENTRE MÉDICO SOCIAL DE SALABERRY
DISTRICT HEALTH CENTRE

Poste:

Infirmier(ière) autorisé(e) à un 0.4 ÉFT (équivalent plein temps), plus du travail occasionnel.

Qualités requises:
- être membre de MARN;
- expérience de soins actifs préférable;
- être bilingue.

Date d'entrée en fonction:

Le plus tôt possible.

Le Centre médico est un nouveau centre comprenant une urgence, 14 lits de soins actifs, 22 lits de soins prolongés, bureaux des médecins et dentistes, santé pour la famille et physiothérapie.

Les personnes intéressées sont priées de soumettre leur candidature à:

Diane Murray
Centre Médico social De Salaberry
354, avenue Préfontaine
Saint-Pierre-Jolys (Manitoba)
R0A 1V0
Téléphone: (204) 433-7611
Télécopieur: (204) 433-7455

RECRUTEMENT D'AIDES AUX SOINS PERSONNELS

Le Bureau principal des soins à domicile de Santé Manitoba est à la recherche d'aides aux soins personnels pour pourvoir des postes qui sont vacants ou le deviendront.

Membres appréciés de ce programme communautaire, les titulaires du poste ont pour tâche d'aider les personnes âgées et handicapées en leur prodiguant les soins personnels dont elles ont besoin à domicile et en leur fournissant un appui sur le plan social et émotif. On peut également leur demander d'effectuer des travaux domestiques ou de préparer des repas.

Critères: Les candidat(e)s doivent détenir un certificat d'aide aux soins personnels et avoir de l'expérience comme aide-infirmier ou aide-infirmière, ou avoir une formation et une expérience comparables. Nous encourageons les élèves-infirmiers et les élèves-infirmières qui ont une expérience médicale à présenter leur candidature.

Les candidat(e)s doivent être prêts à accepter les quarts de travail régulièrement prévus, y compris les quarts de jour, de soirée, de nuit et de fins de semaine. Nous sommes également à la recherche d'aides aux soins personnels résidants (jusqu'à cinq quarts de travail par semaine).

Nous avons besoin de personnes dévouées, organisées, autonomes et détenant de très bonnes compétences en communication.

Ces postes désignés feront l'objet de vérifications de casier judiciaire.

Échelle de salaire: de 8,87 $ à 11,04 $ l'heure, plus avantages sociaux.

S'adresser au Poste de garde, 189, rue Evanson, rez-de-chaussée, du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 16 h 30.

Santé Manitoba



La Division scolaire de Saint-Boniface n° 4

recherche

un(e) enseignant(e) à temps plein (1.0), en 3e et 4e année à l'école Van Belleghem, programme d'immersion.

Date d'entrée en fonctions : le 2 mars jusqu'au 26 juin 1998.

On vous demande de prendre contact avec :

Rachel DeGagné, directrice
École Van Belleghem
10, chemin Vermillion
Winnipeg (Manitoba)
R2J 2T1

Téléphone : 255–1134 • Télécopieur : 255–1160



est à la recherche d'un(e)

directeur(trice), services aux résidents

Le Foyer Valade est un établissement de soins prolongés de 115 lits qui, basé sur l'esprit de Sainte Marguerite d'Youville, a pour but d'enrichir la qualité de vie des personnes que nous servons.

Le poste :

Assume la direction globale des programmes et services qui touchent directement les résidents du Foyer Valade.

Le/la candidat(e) idéal(e) :

- possède un permis en vigueur de la *Manitoba Association of Registered Nurses*;
- possède un baccalauréat en soins infirmiers au minimum;
- a suivi une formation en administration;
- possède des connaissances de base en gérontologie;
- possède des connaissances de base en informatique;
- 3 à 5 ans d'expérience dans un poste de leadership, de préférence dans le secteur de soins prolongés;
- est capable de s'exprimer complètement en français et en anglais;
- est une personne motivée, orientée vers les résultats;
- démontre des compétences supérieures de communication et d'habiletés interpersonnelles.

Entrée en fonction : Le 16 mars 1998.

Les candidat(e)s intéressé(e)s sont prié(e)s de postuler en envoyant leur curriculum vitae à l'adresse suivante **avant le 30 janvier 1998** à :

Directeur général
Centre Taché/Foyer Valade
185, rue Despins
Winnipeg (Manitoba)
R2H 2B3

La Division scolaire Saint-Vital n° 6

lance un appel de candidatures pour les postes de :

Bulletin 1194/C/97 : Secrétaire à demi-temps. Parmi les tâches liées à ce poste : prendre des rendez-vous; organiser des réunions et des ateliers; coordonner les prêts de matériel divisionnaire; et tenir à jour les systèmes de classement, de base de données et de tableurs. Le candidat ou la candidate doit avoir : un diplôme secondaire ainsi qu'un diplôme postsecondaire en secrétariat; d'excellentes habiletés en traitement de textes et de données; la capacité de dactylographier de façon exacte et rapide (55 mots la minute); des compétences en organisation, en communications et en relations publiques; et la capacité de s'exprimer en français et en anglais. Ceci est un poste temporaire commençant dès que possible et se terminant le 26 juin 1998. Du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h. Salaire : 13,95 $ l'heure. Le choix d'un candidat ou d'une candidate se fera conformément à la convention collective actuelle.

Bulletin 1169/E/97 : Personnes remplaçant les secrétaires et commis-dactylos permanents (travail temporaire). Les personnes choisies doivent avoir : un diplôme secondaire ou de l'expérience équivalente; la capacité de dactylographier de façon exacte (45 mots la minute); de l'expérience et de la formation en traitement de textes (IBM ou Macintosh); la capacité de s'exprimer en français et en anglais; et, de préférence, une formation postsecondaire en secrétariat et de bonnes habiletés en communications et en relations publiques. Salaire : 8,57 $ l'heure.

Veuillez envoyer votre curriculum vitae, accompagné d'une lettre citant le **numéro du bulletin**, à Mary Anne Stayner, Service du personnel, Division scolaire de Saint-Vital, 900, chemin St. Mary's, R2M 3R3 **d'ici au lundi 2 février à 13 h** (télécopieur : 256-8553). Les candidats et candidates considérés pour l'emploi devront subir un test de dactylographie et un test de français. Pour pouvoir travailler à la Division scolaire de Saint-Vital, une personne ne doit pas figurer au Registre des cas d'enfants maltraités. Nous remercions toutes les personnes qui soumettent leur demande. Cependant, nous contacterons seulement ceux et celles que nous considérons pour les emplois. **Pas d'appels téléphoniques SVP.**

Air Canada offre des emplois permanents, temporaires et d'été :

Agents de bord

À Air Canada, nous reconnaissons que la satisfaction de nos clients exige un engagement et un dévouement uniques de la part de notre personnel de bord. Nos normes sont exigeantes, mais si vous montrez un intérêt marqué pour le service à la clientèle courtois et attentionné à l'égard des voyageurs, nous vous invitons à vous joindre à notre équipe exceptionnelle d'agents de bord pour travailler au sein de l'un des plus importants transporteurs aériens du monde.

Exigences

- Citoyenneté canadienne ou statut d'immigrant reçu et passage des contrôles de sécurité
- Taille minimale de 1,57 m (5 pi 2 po) et âge minimal de 18 ans
- Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent
- État de santé répondant à nos exigences sur le plan médical
- Tenue et apparence soignées, confiance en soi et bonne première impression
- Les candidats reçus doivent être en mesure d'accepter une affectation dans une des bases de service en vol suivantes d'Air Canada : Halifax, Toronto, Winnipeg, Calgary ou Vancouver
- Forte dose d'énergie et capacité de s'adapter à des horaires et des postes de travail variables ou sur appel, à des changements de fuseaux horaires, à des périodes prolongées loin de la maison et à du travail la fin de semaine et les jours fériés
- Aptitudes de calibre professionnel pour la communication orale et les relations interpersonnelles dans le travail auprès de groupes, même dans des circonstances difficiles ou stressantes
- Les candidats doivent parler couramment au moins deux langues : anglais et français; ou anglais et(ou) français et une des langues suivantes : japonais, cantonais, mandarin, hébreu, arabe, italien, espagnol, allemand, hindi et punjabi (des tests d'aptitudes seront administrés).

Les candidats idéaux doivent par ailleurs :

- être capables de déterminer rapidement les différents besoins des clients, d'expliquer clairement et courtoisement les procédures et les politiques, et de répondre avec amabilité et diplomatie aux plaintes et aux inquiétudes des clients;
- avoir travaillé dans le secteur des services.

Les personnes intéressées sont invitées à venir rencontrer nos agents de recrutement le lundi 26 janvier, entre 14 h et 19 h, à l'endroit suivant :
Delta Winnipeg
288, avenue Portage
Winnipeg (Manitoba)

Prière de ne pas téléphoner.

Nota : Les candidats ayant passé un examen ou une entrevue pour un tel poste dans les six derniers mois ne seront pas pris en considération.

Air Canada est liée par la Loi sur l'équité en matière d'emploi et la Loi sur les langues officielles du Canada. Afin d'encourager les initiatives d'équité en matière d'emploi, les membres des minorités visibles, les autochtones et les personnes handicapées sont priés de s'identifier.





Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

AVIS PUBLIC

LE RÔLE, LES FONCTIONS ET LES MÉTHODES DU CEPMB

Le CEPMB tiendra une session d'information publique à Winnipeg,le 2 février prochain, de 19 h à 21 h, au Delta Winnipeg, sis au 288, avenue Portage.

En vertu de la *Loi sur les brevets*, le CEPMB est chargé de protéger l'intérêt des consommateurs en voyant à ce que les prix des médicaments brevetés ne soient pas excessifs. Le 26 novembre 1997, le Conseil a publié un document de discussion dans le but d'engager le dialogue avec les Canadiens et les Canadiennes et de les consulter sur la façon de mieux remplir son rôle. Le Conseil tiendra des sessions d'information publique à travers le Canada. Le Conseil invite également des présentations écrites jusqu'au 31 mars 1998.

Pour obtenir de plus amples détails veuillez communiquer avec la Secrétaire du Conseil, au (613) 954–8299 ou accéder au site web du CEPMB : http://www.pmprb-cepmb.gc.ca.

AVIS AUX CRÉANCIERS

EN CE QUI CONCERNE la succession de feu LÉON PIGNAL, du village de Saint-Claude, au Manitoba, retraité.

TOUTES réclamations contre la succession ci-haut mentionnée doivent être déposées à l'étude des soussignés au 247, boulevard Provencher, Saint-Boniface (Manitoba) R2H 0G6, le ou avant le 16e jour de février 1998.

Fait à Winnipeg, au Manitoba, ce 9e jour de janvier 1998.

TEFFAINE LABOSSIÈRE
Procureurs de la succession

La Division scolaire Norwood n° 8

À VENDRE

Une propriété avec bâtiment scolaire appartenant à la Division scolaire Norwood n° 8. Les soumissions seront acceptées jusqu'au 27 février 1998.

La propriété en question est :

L'école H.L. Softley
52, avenue Birchdale

Pour de plus amples renseignements veuillez entrer en contact avec :

La Division scolaire Norwood n° 8
à l'attention de M. Alex Boyes
Directeur général/ secrétaire-trésorier
200, chemin St. Mary's
Winnipeg (Manitoba)
R2H 1H9
Téléphone: 237–0212
Télécopieur: 231–1912

Vous avez des événements à signaler?

N'hésitez pas à nous contacter:

237-4823 ou 1-800-523-3355

LA LIBERTÉ

LA LIBERTÉ

Avis aux annonceurs

Toutes les annonces (réservations et matériel) doivent être parvenues à nos bureaux au plus tard le **lundi à midi** pour parution le vendredi de la même semaine.

La direction se réserve le droit de refuser toute annonce envoyée après cette échéance ou d'imposer une surcharge de 10 %.

Pour les petites annonces, l'heure de tombée est le lundi à17 h. (par écrit et payée d'avance)

Merci de votre collaboration.

Téléphone: 237-4823
Télécopieur: 231-1998

Le Salon du livre est à nos portes

À vos livres, prêts, bouquinez!

Cassez vos tirelires et marquez vos calendriers. Le Salon du livre du Manitoba est à nos portes! En effet, du 12 au 15 mars, auteurs, illustrateurs, poètes et amoureux de lecture convergeront vers Saint-Boniface pour quatre jours de lecture, concours, conférences et activités pour tous les goûts.

En plus des traditionnels table ronde, brunch des auteurs, concours de poésie et Génies en herbe, les organisateurs présentent cette année les auteurs invités: le dramaturge René-Daniel Dubois et la poète acadienne Dyane Léger.

«Le Salon commence à être connu des milieux littéraires, explique le président du comité organisateur, Charles Leblanc. Les auteurs invités les années passées comme Louis Hamelin en parlent aux autres et c'est comme ça que le mot se passe.»

Le Salon du livre du Manitoba, poursuit-il, se distingue des autres événements du genre parce qu'il maximise les contacts entre les auteurs invités et le public. «Les auteurs ont un contact quasi continuel avec la population. On les tient occupés et c'est plus "le fun" pour eux que de rester seul dans leur chambre d'hôtel pendant des heures.»

Malgré ses 5 000 entrées, ses 150 000 $ de stock, son budget de fonctionnement de 25 000 $ et ses 50 000 $ de ventes, le Salon du livre du Manitoba est toujours considéré comme un événement mineur dans le monde littéraire. Mais, comme l'explique Charles Leblanc, cette modestie peut se révéler un avantage. «Le fait qu'on soit un plus petit salon nous aide parce que c'est plus facile pour les auteurs d'entrer en contact avec les gens du coin. D'ailleurs, pour ceux qui ne connaissaient pas le Manitoba, c'est une révélation de découvrir la vitalité culturelle francophone.»

Principalement connu pour *Being At Home With Claude*, le dramaturge René-Daniel Dubois est également auteur de *Panique à Longueuil* monté il y a quelques années au CM2 et de *Ne blâmez pas les Bédouins*, présenté récemment au Prairie Theatre Exchange. Coïncidence intéressante: la prochaine pièce montée par Les Chiens de soleil est également de son cru. *Le troisième fils du professeur Yourolov*, mise en scène par Geneviève Pelletier sera présentée à 20 h à la salle Martial-Caron du 4 au 7 février.

Dyane Léger (prononcé Légère) a quant à elle publié trois recueils de poésie dont son dernier *Comme un boxer dans une cathédrale.*

Deux nouveautés cette année: tout d'abord une conférence de l'auteur jeunesse Philippe Tisseyre (*La Chasse aux bigorneaux*) présentée le 12 mars à 20 h ainsi que l'atelier Parlons d'écriture le 14 mars à 13 h 30 dans lequel l'animateur Charles Leblanc discutera techniques de rédaction avec René-Daniel Dubois.

Programme scolaire

Le programme scolaire du vendredi 13 mars propose quant à lui quatre auteurs jeunesse (Claire Bérubé, Michel Luppens, Philippe Tisseyre et Francine Pelletier) ainsi que l'illustratrice Roxanne Paradis.

«Cette année, indique le responsable du volet scolaire Ephrem Dupont, on a mis l'accent sur la science-fiction avec l'auteure fantastique Francine Pelletier (*Damien mort ou vif, La Bizarre Aventure, Le Rendez-vous du désert*). C'est un genre littéraire qui intéresse particulièrement les jeunes adolescents et on espère les attirer en plus grand nombre cette année. La participation au Salon est toujours plus faible chez les élèves du présecondaire et du secondaire. Ça a été notre épine au pied l'année dernière.»

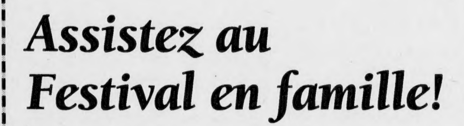
Comme par le passé, le programme scolaire offre également trois ateliers de 45 minutes, histoire de tenir les jeunes élèves occupés tout l'avant-midi. L'Animation du livre et le Musée des indices seront animés par les étudiants de la faculté d'éducation du Collège universitaire de Saint-Boniface tandis que l'Heure du conte sera animée par Édith Boulet.

À noter que le samedi 14 mars, un rendez-vous particulier est donné aux jeunes du préscolaire qui pourront participer à un atelier d'animation du livre organisé par les étudiants en garderie de l'École technique et professionnelle. C'est gratuit!

Un appel est également lancé à tous en ce qui a trait au concours Génies en herbe dont la finale aura lieu le dimanche 15 mars à 14 h. Toute personne intéressée peut inscrire son équipe en composant le 253-1017.

Anie CLOUTIER





Participez à ce concours et courez la chance de gagner **des laissez-passer pour une famille de quatre personnes** (deux adultes et deux enfants) valables pour la durée du Festival du Voyageur, **ainsi que des chandails du Norwester pour la famille**.

En plus de ce grand prix d'une valeur de 200 $, **quatre autres laissez-passer** pour le Festival seront tirés!

Remplissez ce coupon et faites-le parvenir aux bureaux de *La Liberté* au plus tard le 10 février à midi (tirage des prix à 13 h).

Nom: ____________________

Prénom : ____________________

Adresse : ____________________

Ville: ____________ Code postal : ________

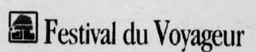
N° de téléphone : ____________________

Question de participation:
qui sont les nouveaux voyageurs officiels?

Réponse : ____________________

Les photocopies, fac-similés ou autres méthodes de reproduction de ce coupon ne seront pas acceptés.

Ce concours est une collaboration entre

LA LIBERTÉ 

Les Rendez-Vous

MUSIQUE

❖ Au Mârdi Jazz du CCFM, le 27 janvier à 20 h 30, ***Janice Finlay***. Aussi au Foyer le 23 janvier à 20 h 30, ***Michel Paré***. Entrée gratuite! ❖ Dans le cadre du Festival de musique nouvelle, Groundswell présente ***Scenes From a Novel*** le 26 janvier à 20 h à la salle du Centenaire (943-5770). ❖ L'École de musique du Manitoba de l'Université du Manitoba accueille ***la pianiste Marek Jablonski***, le 24 janvier à 19 h 30 à la salle Eva Clare. Billets: 20 $ (474-9797). ❖ Au Manitoba Opera, les 7 et 13 février, ***The Turn of the Screw*** (957-7842). ❖ ***L'OSW*** présente ***Evelyn Glennie*** pour l'ouverture du Festival de musique nouvelle. Le 24 janvier à 20 h à la salle du Centenaire (949-3999).

CINÉMA

❖ À la Cinémathèque (100, rue Arthur) ***Stolen Moments*** de Margaret Wescott du 26 au 29 janvier à 19 h 30 et 21 h 30. Admission: 5 $ adultes, 4 $ étudiants (925-3457). ❖ Devenez membre de Starfleet avec ***Orion Rendez-vous: A Star Trek Voyage of Discovery***. Au Planétarium de Winnipeg jusqu'au 10 mai. Prix: 3,50 $ et 2,50 $ (956-2830). ❖ Au Cinéma IMAX (393, avenue Portage) jusqu'en février: ***Thrill Ride, The Science of Fun*** et ***Mission to Mir***. Admission: 7 $, 6 $ et 5 $.

THÉÂTRE

❖ Le Cercle Molière accueille ***La Trahison*** de Laurier Gareau jusqu'au 31 janvier au Théâtre de la Chapelle, à 20 h (825, rue Saint-Joseph). Billets: 17,99 $ (233-8972). ❖ Du 8 au 31 janvier, MTC présente la comédie ***Office Hours*** de Norm Foster (942-6537). ❖ À l'affiche au MTC Warehouse, ***High Life***, du 21 janvier au 7 février (942-6537).

EXPOSITION

❖ Jusqu'au 30 janvier, la galerie de l'Alliance française (934, avenue Corydon) présente les œuvres de ***Philippe Louisgrand et Marc Charpin*** (477-1515). ❖ Explorez le nouveau concept de la poésie visuelle à la galerie ***Piano Nobile*** du 3 au 31 janvier (salle du Centenaire, 489-2850). ❖ La galerie Medea présente ***Recent Work*** de Pat Kettner, du 18 au 31 janvier. ❖ À voir au WAG, ***Interior with Painting***, de l'artiste canadien David Milne, jusqu'au 29 mars (786-6641).

PLEIN AIR

❖ Profitez de l'hiver au ***Centre Fort Whyte*** le 25 janvier avec un atelier sur les pistes d'animaux et un diaporama sur l'hiver manitobain. Admission: 2 $. ❖ Activités d'hiver, intérieures et extérieures, au ***Musée des enfants***, les 24 et 25 janvier de 12 h à 16 h. Admission: 4 $ (956-5437).

Sélection recueillie par Carole THIBEAULT

Erratum

Une erreur s'est glissée dans l'article intitulé «Les Francos prennent le micro» de l'édition de *La Liberté* du 16 au 22 janvier. En effet, René Toupin n'est pas le président de la Fédération des aînés francophones du Manitoba (FAFM) mais bien membre de son conseil d'administration. La présidence de la FAFM est occupée par Dina Rondeau. Par ailleurs, René Toupin est vice-président de l'Assemblée des aînés francophones du Canada. Nos excuses.

CULTUREL

Pour les neigistes

À Québec, les nuits sont longues!

La saison des sculptures de neige vient de prendre son envol. Partout à Winnipeg et dans les campagnes, des gros blocs de neige prennent différentes formes sous les mains expertes des sculpteurs. Pour Réal Bérard et ses amis, cette saison débute à Québec et culmine lors du Festival du Voyageur. Rencontre avec trois vrais... bonshommes de neige!

Nous sommes le 15 janvier. En soirée, on procède au vernissage de la nouvelle exposition du Centre culturel franco-manitobain, Sculpture sur neige. Les neigistes renommés de la communauté franco-manitobaine se sont donné rendez-vous pour l'occasion. Un verre de vin à la main, on parle neige. Pendant ce temps, dehors, la matière blanche tombe enfin à gros flocons. Dans les yeux de Réal Bérard, Garry Tessier et David McNair, les étincelles s'allument. Le Carnaval de Québec, les Folies d'hiver de Granby et le Festival du Voyageur de Saint-Boniface prennent forme dans leur tête. L'excitation se lit sur leur visage. Ils pourront sculpter cet hiver...



photo: Carole Thibeault

Réal Bérard, David McNair et Garry Tessier: «En sculptant, on parle de toutes sortes d'affaires. On se raconte des anecdotes, on parle de la vie, on parle de tout.»

«C'est vraiment excitant de voir la neige», confie Garry Tessier qui a trouvé le mois de décembre trop gris. Maintenant, avec ses deux confrères, il songe au voyage qui s'en vient. Comme le veut la tradition qu'ils ont eux-mêmes instaurée au début des années 1980, ils iront à Québec du 29 janvier au 7 février. «On a aussi l'habitude d'aller à Granby mais ç'a été annulé cette année à cause de la tempête de verglas.» Puis les neigistes termineront leur saison avec le Symposium international du Festival du Voyageur.

«Je suis allé à Québec pour la première fois en 1981, raconte Réal Bérard. C'est drôle parce que la Province recevait une invitation à chaque année mais ils la mettait à la poubelle. Mais il y a eu le sous-ministre Préfontaine qui s'intéressait aux Franco-Manitobains. Il savait qu'il y en avait quelques-uns qui faisait de la sculpture sur neige. Alors on a envoyé une équipe.» Coéquipier de longue date avec Garry Tessier, Réal Bérard souligne par ailleurs avec la modestie qu'on lui connaît qu'il a depuis remporté nombre de fois le concours national.

«Pour nous, c'est une façon de se défouler, souligne Garry Tessier. Ce sont des vacances. Et puis, on fait ça vraiment pour le plaisir de la chose car si on reçoit une invitation, tout est à nos frais.» Après avoir été accompagnés pendant plusieurs années par Jim Tallofi, puis par Denis Duguay, les deux sculpteurs seront cette fois-ci en compagnie de David McNair, le coordonnateur du Symposium international tenu pendant le Festival du Voyageur.

Les sourires et les regards remplis de connivence, on sent que les artistes de la neige ont la tête remplie de bons souvenirs... pas très racontables devant une journaliste. «À Québec, ce n'est pas comme à Saint-Boniface. Là-bas, c'est un concours. C'est plus strict, tente néanmoins d'expliquer Garry Tessier. Il y a des fois où on ne dort pas beaucoup parce qu'on a seulement 72 heures pour compléter la sculpture. Tu passes ton temps à pelleter. Le temps passe tellement vite.

«Et puis il y a la Nuit des longs couteaux, continue-t-il avec ardeur. C'est la dernière nuit avant la fin du temps alloué. C'est superbe sur les plaines d'Abraham. Il y a la neige. Tu travailles toute la nuit. T'entends le bruits des scies. C'est calme. Il y a les couleurs... Et puis t'entends les coups de l'horloge et tu te demandes si tu vas avoir assez de temps.» Réal Bérard avoue porter un attachement particulier à l'International de sculptures sur neige du Carnaval de Québec qui, dit-il, a un côté presque enfantin et magique.

Réal Bérard, Garry Tessier et David McNair s'entendent toutefois pour dire que le Symposium international du Festival du Voyageur a aussi beaucoup de cachet. «En fait, nous sommes le seul vrai symposium, mentionne David McNair. Les autres sont des concours. Ici, c'est tout le contraire. Il n'y a pas de règlements. Notre but, c'est vraiment les rencontres et les échanges. Je me souviens même d'une année où on a été obligé d'aider une équipe de latinos qui avaient des problèmes avec leurs sculptures. L'atmosphère est vraiment différente.

«Mais le symposium grandit parce que nous allons aussi à l'extérieur, ajoute-t-il. On rencontre des gens et on les invite chez nous. Et ceux qui viennent chez nous parlent de nous aux autres. C'est une façon de donner et de recevoir en même temps.»

Carole THIBEAULT

MARIE-ANNA ROY

par elle-même



le mercredi 28 janvier à 18 h 30 à la télévision de Radio-Canada

un document consacré à la doyenne de la littérature francophone de l'Ouest, à la veille de son 105e anniversaire.

Présentation : Roger Léveillé



Télé-horaire de la semaine du 26 janvier au 1er février 1998

SRC Télévision Manitoba

Du lundi au vendredi de 5 h à 16 h

- 6h00 Bonjour chez vous
- 9h00 Les 3 Mousquetaires
- 10h00 Attention, c'est chaud:
- 10h30 Christiane Charette
- 11h00 Le Jour du souvenir (L)
- 11h30 Du tac au tac
- 12h00 Le Midi
- 12h30 Terre humaine
- 13h30 Marilyn
- 14h00 Les P'tits Bonheurs de Clémence
- 15h00 Parfums d'Italie
- 15h30 Les Chatouilles
- 15h32 La Maison de Ouimzie (L et Ma) La Boîte à lunch (Me au V)
- 15h45 Petite étoile (Me et J) Rouli-roulotte (V)
- 15h59 0340
- 16h00 Un cas très spatial (L) La Série des aventures (M) Nos plus belles vacances (Me) Retour sur Jupiter (J) Woof (V)

Lundi

- 16h30 Bêtes pas bêtes +
- 17h00 Watatatow
- 17h30 La Tête de l'emploi
- 18h00 Manitoba ce soir
- 18h30 Courants du Pacifique
- 19h00 Virginie
- 19h30 La Petite Vie
- 20h00 4 et demi...
- 21h00 L'Ombre de l'épervier
- 22h00 Le Téléjournal
- 22h27 Le Point
- 23h00 Manitoba ce soir
- 23h30 Les Nouvelles du sport
- 23h49 La Météo
- 23h50 Découverte
- 0h50 Fin des émissions

Mardi

- 16h30 Océane
- 17h00 Watatatow
- 17h30 La Tête de l'emploi
- 18h00 Manitoba ce soir
- 18h30 L'Accent francophone
- 19h00 Virginie
- 19h30 La Facture
- 20h00 Bouscotte
- 21h00 Suspect numéro 1
- 22h00 Le Téléjournal
- 22h27 Le Point
- 23h00 Manitoba ce soir
- 23h30 Les Nouvelles du sport
- 23h49 La Météo
- ➤ 23h50 Cinéma: **Le Voyage du capitaine Fracasse.** *Fr.-Ital. 1990. Comédie dramatique.*
- 2h30 Fin des émissions

Mercredi

- 16h30 Les Mondes de Sismi
- 17h00 Watatatow
- 17h30 La Tête de l'emploi
- 18h00 Manitoba ce soir
- 18h30 Branché
- 19h00 Virginie
- 19h30 Maman chérie
- 20h00 Le Volcan tranquille
- 21h00 Enjeux
- 22h00 Le Téléjournal
- 22h27 Le Point
- 23h00 Manitoba ce soir
- 23h30 Les Nouvelles du sport
- 23h49 La Météo
- ➤ 23h50 Vues d'ici: **Une rivière imaginaire.** *Can. 1993. Documentaire.*
- 0h50 Fin des émissions

Jeudi

- 16h30 Sur la piste
- 17h00 Watatatow
- 17h30 La Tête de l'emploi
- 18h00 Manitoba ce soir
- 18h30 Clan destin
- 19h00 Virginie
- 19h30 Un gars, une fille
- 20h00 La Part des anges
- 21h00 L'Ecuyer
- 22h00 Le Téléjournal
- 22h27 Le Point
- 23h00 Manitoba ce soir
- 23h30 Les Nouvelles du sport
- 23h49 La Météo
- 23h50 Urgence
- 1h50 Fin des émissions

Vendredi

- 16h30 Les Nouvelles Aventures des Intrépides
- 17h00 Lassie
- 17h30 La Tête de l'emploi
- 18h00 Manitoba ce soir
- 18h30 Un Canadien à Tokyo
- ➤ 19h00 Les Grands Films: **Potins du Sud.** *É.-U. 1995. Comédie sentimentale. Julia Roberts incarne Grace, une jeune belle du sud des États-Unis convaincue de mener une existence parfaite jusqu'au jour où elle surprend son mari à embrasser pasionnément une autre femme.*
- 21h30 Chroniques de l'étrange
- 22h00 Le Téléjournal
- 22h27 Le Point
- 23h00 Manitoba ce soir
- 23h30 Les Nouvelles du sport
- 23h49 La Météo
- ➤ 23h50 Cinéma: **Havana.** *É.-U. 1990. Drame sentimental. À la veille de la révolution cubaine, un joueur de cartes professionnel est mêlé de près aux événements politiques qui bouleversent le pays.*
- 2h40 Fin des émissions

Samedi

- 6h10 Il était une fois... la vie
- 6h35 Johnson et ses amis
- 6h45 Les Aventures de Bouli
- 7h00 Les Chatouilles
- 7h02 Le Monde de Richard Scarry
- 7h30 Bouledogue Bazar
- 7h32 Winnie l'ourson
- 8h00 La Bande à Ovide
- 8h10 Fennec
- 8h30 Kléo
- 9h00 Timon & Pumbas
- 9h30 Couacs en vrac
- 10h00 Et voici la petite Lulu
- 10h30 Mon ami Willy
- 11h00 Animaniacs
- 11h30 Clan destin
- 12h00 L'Univers des sports
- 13h30 Ici Radio-Canada - Bilan de 1997
- 14h00 L'Accent francophone
- 14h30 En route vers Nagano
- 15h00 Flip Flop
- 15h30 Chapeau melon et...
- 16h30 Branché
- 17h00 La Course destination monde
- 18h00 Le Téléjournal
- 18h30 La Soirée du hockey Molson
- 21h00 LeTéléjournal
- 21h26 La Météo
- 21h27 Les Nouvelles du sport
- ➤ 21h50 Télé-Suspense: **Mort à l'arrivée.** *É.-U. 1988. Drame policier. Après une nuit de beuverie, un écrivain désabusé découvre qu'il a été empoisonné et qu'il ne lui reste qu'un jour à vivre.*
- 0h50 Fin des émissions

Dimanche

- 6h10 Il était une fois... les Amériques
- 6h35 Budgie, le petit hélicoptère
- 6h45 Hitoires de peluches
- 7h00 Les Chatouilles
- 7h02 Petit ours
- 7h30 Bouledogue Bazar
- 7h32 Arthur
- 8h00 Bonne fête Bunnykins
- 8h30 La Bande à Picsou
- 9h00 Bravo la famille
- 9h15 Franc-Croisé
- 9h45 Parcelles de soleil
- 10h00 Le Jour du Seigneur
- 11h00 Scully rencontre
- 11h30 Point de presse
- 12h00 La Semaine verte
- 13h00 Second Regard
- 13h30 De bouche à oreille
- 15h00 Horizons
- 16h00 Si j'avais les ailes d'un ange
- 16h30 L'Arche de Noé
- 17h00 Zap
- 18h00 Le Téléjournal
- 18h30 Découverte
- 19h30 La Vie d'artiste
- 20h00 Les Beaux Dimanches: ***La Soirée des Masques***
- 22h00 Le Téléjournal
- 22h24 La Météo
- 22h27 Au-delà des apparences
- 23h27 Les Nouvelles du sport
- ➤ 23h50 Ciné-Club: **Halfaouine, l'enfant des terrasses.** *Fr.-Tun. 1990. Comédie de mœurs. Dans un quartier de Tunis, un jeune garçon peut encore accompagner sa mère au hammam des femmes à cause de sa petite taille. C'est là qu'il y connaît ses premiers désirs sexuels.*
- 1h50 Fin des émissions

TVA

Du lundi au vendredi de 5 h à 16 h

- 4h30 Infopublicité
- 5h00 Salut, bonjour!
- 8h00 Bla bla bla
- 9h00 Taillefer et fille
- 10h00 Aimer
- 10h30 Les fruits de la passion
- 10h45 J.E. en direct
- 12h30 Boutique TVA
- 13h30 Les feux de l'amour
- 14h30 Top modèles
- 15h00 Claire Lamarche
- 16h00 Les mordus (Ma au J) Alerte à Malibu (V)

Lundi

- 17h00 Le TVA, édition 18 h
- 17h30 Piment fort
- 18h00 Monopoly
- 18h30 Rira bien...
- 19h00 Beverly Hills, 90210
- 20h00 Place Melrose
- 21h00 Le TVA, édition réseau
- 21h30 Le poing J
- 22h30 TVA sports
- 22h58 Info Karonana
- 23h13 Info Nationa Média
- 1h13 Fin des émissions

Mardi

- 17h00 Le TVA, édition 18 h
- 17h30 Piment fort
- 18h00 Symphorien
- 18h30 Tarzan
- 19h00 Le match de la vie
- 20h00 Abus d'influence
- 21h00 Le TVA, édition réseau
- 21h30 Le poing J
- 22h30 TVA sports
- 22h58 Info Karonana
- 23h13 Info Nationa Média
- 1h13 Fin des émissions

Mercredi

- 17h00 Le TVA, édition 18 h
- 17h30 Piment fort
- 18h00 La Poule aux œuf d'or
- 18h30 Politiquement Colette
- ➤ 19h00 Ciné-Columbo: **Columbo: Face à face.** *É.-U. 1993. Drame policier. Un policier futé tente d'inculper un animateur de radio qui a cherché à se débarrasser d'un agent littéraire.*
- 21h00 Le TVA, édition réseau
- 21h30 Le poing J
- 22h30 TVA sports
- 23h02 Info Karonana
- 23h17 Info Nationa Média
- 1h17 Fin des émissions

Jeudi

- 17h00 Le TVA, édition 18 h
- 17h30 Piment fort
- 18h00 Chambres en ville III
- 19h00 Liz, la vie d'Elizabeth Taylor
- 20h00 Reporter
- 21h00 Le TVA, édition réseau
- 21h30 Le poing J
- 22h30 TVA sports
- 22h58 Info Karonana
- 23h13 Infopublicité
- 23h43 Info Nationa Média
- 1h43 Fin des émissions

Vendredi

- 17h00 Le TVA, édition 18 h
- 17h30 Piment fort
- 18h00 J.E.
- ➤ 19h00 Cinéma du vendredi: **Le feu de la danse.** *É.-U. 1983. Drame musical. Une jeune fille de Pittsburgh, qui exerce le métier de soudeur, rêve de devenir ballerine.*
- 21h00 Le TVA, édition réseau
- 21h30 Le Sorcier
- 22h30 TVA sports
- 23h04 Info Karonana
- 23h19 Infopublicité
- 23h49 Info Nationa Média
- 1h49 Fin des émissions

Samedi

- 5h30 Bugs Bunny
- 6h00 Salut, bonjour!
- 9h00 Bibi et Geneviève
- 10h00 Sailor Moon
- 10h30 Beetleborgs
- 11h00 Les ailes de la mode
- 11h30 Infopublicité
- 13h00 Tournoi de quilles en équipes
- 14h00 Fleurs et jardins
- 14h30 Vins et fromages
- 15h00 Magie sur glace Banque Royale
- 17h00 Le TVA, édition 18 h
- ➤ 17h30 Ciné-extra: **Vif comme le vent.** *Am. 1994. Drame. Un jeune collégien se lie d'amitié avec un vieil Amérindien dans lequel s'est réincarné l'esprit d'un footballeur légendaire qui s'est fait ravir une médaille.*
- ➤ 19h30 Ciné-extra: **Le lien.** *Am. 1993. Drame policier. Une relation sentimentale s'ébauche entre un Texan solitaire et une jeune femme délurée qui sont liés, sans le savoir, par un événement tragique de leur enfance.*
- 22h00 Le TVA, édition réseau
- 22h25 TVA Sports
- ➤ 22h55 Ciné-lune. **La quatrième dimension**. *Am. 1983. Film à sketches. Quatre histoires extraordinaires inspirées d'une série de télévision à succès des années 60.*
- 0h55 Info Karonna
- 1h10 Info National Média
- 3h10 Fin des émissions

Dimanche

- 5h30 Bugs Bunny
- 6h00 Salut, bonjour!
- 9h00 Bibi et Geneviève
- 10h00 Évangélisation 2000
- 10h30 Complètement marteau
- 11h00 Fais-en ton affaire!
- 11h30 Infopublicité
- ➤ 12h30 Ciné Week-end **la guerre des Rose.** *Am. 1989. Comédie de mœurs. Espérant conserver la maison familiale après son divorce, une épouse avide d'indépendance se bute au refus de son mari de quitter les lieux.*
- 15h00 Magie sur glace Banque Royale
- 17h00 Le TVA, édition 18 h
- 17h30 **Richard et le secret des livres magiques.** *Am. 1994. Conte. Durant un violent orage, un gamin trouve refuge dans une bibliothèque où il est projeté dans l'univers des livres d'aventures et d'horreur.*
- ➤ 19h00 Cinéma Provigo. **Le garde du corps.** *É.-U. 1992. Drame policier. Victime de menaces anonymes, une chanteuse populaire reçoit la protection d'un garde du corps dont elle devient amoureuse.*
- 22h00 Le TVA, édition réseau
- 22h25 TVA sports
- 22h51 Vins et fromages
- 23h21 Info National Média
- 2h20 Fin des émissions

À la télévision de la SRC le mercredi 28 janvier à 18 h 30.

Marie-Anna Roy par elle-même

Un documentaire consacré à la doyenne de la littérature francophone de l'Ouest, à la veille de son 105e anniversaire.

Le Jour du Seigneur: le dimanche 1er février à 10 h à la SRC

Messe célébrée à la chapelle Notre-Dame-de-l'Acadie du Centre universitaire, à Moncton, par Yvon Arsenault, prêtre.

TV5 La Télévision Internationale

Du lundi au vendredi de 5 h à 15 h 30

- 5h25 TV5 minutes
- 5h30 Télématin
- 7h30 Cap aventure (L) Val d'or/Percé (Ma) La vie d'artiste (Me) Plaisir de lire (J) Tendances (V)
- 8h00 Mise au point (L) Polémiques (Ma) Claire Lamarche (Me) Temps présent (J) Strip-tease (V)
- 8h45 7 jours en Afrique (L) Vivre avec (Me)
- 9h00 Bons baisers d'Amérique (L) Outremers (Ma) Reflets (Me) Viva (J) Mémoires d'un objectif (V)
- 9h45 Grand tourisme (J) Vivre avec (V)
- 10h00 Bus et compagnie
- 10h45 Gourmandises
- 11h00 Paris Lumières
- 11h30 Journal de France 3
- 12h00 Si j'avais les ailes d'un ange (L) Du fer dans les épinards (Ma) Plaisir de lire (Me) Panorama (J) Découverte (V)
- 12h30 Bouillon de culture (L) Grands gourmands (Me) Le kiosque (J) Horizons francophones (V)
- 12h55 Revue de presse canadienne (V)
- 13h00 Les héros sont éternels (Me) Savoir plus santé (J) Des oiseaux pas comme les autres (V)
- 14h00 Journal de TV5
- 14h30 La chance aux chansons
- 15h30 Des chiffres et des lettres

Lundi

- 16h00 Journal suisse
- 16h30 Pyramide
- 17h00 Paris lumières
- 17h30 C'est l'heure
- 18h00 Journal de France 2
- 18h30 Les merisiers
- 20h00 Évasion
- 21h00 Strip-tease
- 21h30 Journal belge
- 22h00 Le cercle des arts
- 23h15 Soir 3
- 23h45 Musique classique
- 0h30 Ensemble instrumental Ste-Geneviève
- 0h45 Reflets
- 1h45 Y'a pas match
- 2h15 Les pieds sur l'herbe
- 2h45 RFI

Mardi

- 16h00 Journal suisse
- 16h30 Pyramide
- 17h00 Paris lumières
- 17h30 C'est l'heure
- 18h00 Journal de France 2
- 18h30 Ça se discute
- 20h00 Montagne
- 20h30 Les héros sont éternels
- 21h30 Journal belge
- 22h00 Les grands entretiens du cercle
- 23h15 Soir 3
- 23h45 Les merisiers
- 1h15 Télécinéma
- 1h45 Temps présent
- 2h45 RFI

Mercredi

- 16h00 Journal suisse
- 16h30 Pyramide
- 17h00 Paris lumières
- 17h30 C'est l'heure
- 18h00 Journal de France 2
- 18h30 Envoyé spécial
- 20h30 Savoir plus santé
- 21h30 Journal belge
- 22h00 Le cercle des métiers
- 23h30 Soir 3
- 0h00 Ça se discute
- 1h15 Montagne
- 1h45 Strip-tease
- 2h40 RFI

Jeudi

- 16h00 Journal suisse
- 16h30 Pyramide
- 17h00 Paris lumières
- 17h30 C'est l'heure
- 18h00 Journal de France 2
- 18h30 Tendances
- 19h00 Des oiseaux pas comme les autres
- 20h00 Antoine Rives, juge du terrorisme
- 21h30 Journal belge
- 22h00 Le cercle du cinéma
- 23h15 Soir 3
- 23h45 Envoyé spécial
- 1h45 Panorama
- 2h15 Espace francophone
- 2h45 RFI

Vendredi

- 16h00 Journal suisse
- 16h30 Pyramide
- 17h00 Paris lumière
- 17h30 C'est l'heure
- 18h00 Journal de France 2
- 18h30 Thalassa
- 19h30 Faut pas rêver
- 20h30 Drucker & co
- 21h00 Stars & co
- 21h30 Journal belge
- 22h00 *À communiquer*
- 22h45 Revue de presse canadienne
- 23h00 Vivre avec
- 23h15 Soir 3
- 23h45 Antoine Rives, juge du terrorisme
- 1h15 Du fer dans les épinards
- 2h45 RFI

Samedi

- 5h25 TV5 minutes
- 5h30 Horizons francophones
- 6h00 Pique-nique
- 6h30 Visions d'Amérique
- 6h45 C'est à dire
- 7h00 Génies en herbe
- 7h30 Le petit Journal
- 8h00 Bus et compagnie
- 9h00 Découverte
- 9h30 Sport Africa
- 10h15 7 jours en Afrique
- 10h30 Les pieds sur l'herbe
- 11h00 Évasion
- 11h30 Journal de France 3
- 12h00 Fais-en ton affaire!
- 12h30 Temps d'affaires
- 13h00 Magellan
- 13h30 Bêtes pas bêtes +
- 14h00 Journal de TV5
- 14h25 La météo des 5 continents
- 14h30 Le jardin des bêtes
- 15h00 Fleurs et jardins
- 15h30 Vins et fromages
- 16h00 Journal suisse
- 16h30 Olympica
- 17h00 Thalassa
- 18h00 Journal de France 2
- 18h30 Surprise party
- 20h30 Télécinéma
- 21h00 Coup de coeur francophone
- 21h30 Journal belge
- 22h00 Bon week-end
- 23h00 Court métrage belge
- 23h15 Soir 3
- 23h30 Faxculture
- 0h15 Fais-en ton affaire!
- 0h45 Drucker & co
- 1h15 Stars & co
- 1h45 Les héros sont éternels
- 2h40 RFI

Dimanche

- 5h25 TV5 minutes
- 5h30 Olympica
- 6h00 Espace francophone
- 6h30 Rêves en Afrique
- 7h00 Outremers
- 7h30 Le petit Journal
- 8h00 L'école des fans
- 8h45 Grand tourisme
- 9h00 Fleurs et jardins
- 9h30 Vins et fromages
- 10h00 Musique classique
- 11h00 Grands gourmands
- 11h30 Journal de France 3
- 12h00 Faut pas rêver
- 13h00 Alice
- 13h30 Y'a pas match
- 14h00 Journal de TV5
- 14h25 La Météo des 5 continents
- 14h30 Sous vos applaudissements
- 16h00 Journal suisse
- 16h30 Cap aventure
- 17h00 L'école des fans
- 17h45 Télétourisme
- 18h00 Journal de France 2
- 18h30 Bons baisers d'Amérique
- 19h30 Bouillon de culture
- 21h35 Temps présent
- 21h30 Journal belge
- 22h00 Viva
- 22h45 Courants d'art
- 23h15 Soir 3
- 23h30 Surprise party
- 1h30 Outremers
- 2h30 7 jours en Afrique
- 2h45 RFI

RDI

Du lundi au vendredi de 4 h 30 à 20 h

- 4h30 Le monde ce matin
- 5h00 Euronews
- 5h30 RDI Express
- 8h30 Le point
- 9h00 L'Atlantique en direct
- 10h30 Le Québec en direct
- 11h00 Le midi
- 11h30 Le Québec en direct
- 13h00 L'Ontario en direct
- 14h00 L'Ouest en direct
- 15h00 Nouvelles,bourse,météo, bulletin de santé
- 15h35 Le journal de France 2
- 16h00 Aujourd'hui
- 17h00 Le journal de France 2
- 17h30 Capital actions
- 18h00 Le monde ce soir
- 19h00 Grands reportages
- 20h00 Le journal RDI

Lundi

- 20h30 Maisonneuve à l'écoute
- 21h30 Le Canada aujourd'hui - Édition Atlantique et du L'Ontario
- 22h00 Édition Québecoise
- 22h30 Le Canada aujourd'hui - Édition de l'Ouest et les sports
- 23h00 Le téléjournal
- 23h30 Capital action
- 0h00 Le téléjournal
- 0h30 Le point
- 1h00 Grands reportages
- 2h00 Ce soir en Colombie-Britannique
- 2h30 Édition Québecoise
- 3h00 Euronews
- 3h30 Le Canada aujourd'hui - Édition Atlantique et du L'ouest
- 4h00 L'Édition Québecoise

Mardi

- 20h30 Maisonneuve à l'écoute
- 21h30 Le Canada aujourd'hui - Édition Atlantique et du L'Ontario
- 22h00 Édition Québecoise
- 22h30 Le Canada aujourd'hui - Édition de l'Ouest et les sports
- 23h00 Le téléjournal
- 23h30 Capital action
- 0h00 Le téléjournal
- 0h30 Le point
- 1h00 Grands reportages
- 2h00 Ce soir en Colombie-Britannique
- 2h30 Édition Québecoise
- 3h00 Euronews
- 3h30 Le Canada aujourd'hui - Édition Atlantique et du L'ouest
- 4h00 L'Édition Québecoise

Mercredi

- 20h30 Maisonneuve à l'écoute
- 21h30 Le Canada aujourd'hui - Édition Atlantique et du L'Ontario
- 22h00 Édition Québecoise
- 22h30 Le Canada aujourd'hui - Édition de l'Ouest et les sports
- 23h00 Le téléjournal
- 23h30 Capital action
- 0h00 Le téléjournal
- 0h30 Le point
- 1h00 Grands reportages
- 2h00 Ce soir en Colombie-Britannique
- 2h30 Édition Québecoise
- 3h00 Euronews
- 3h30 Le Canada aujourd'hui - Édition Atlantique et du L'ouest
- 4h00 L'Edition Québecoise

Jeudi

- 20h30 Maisonneuve à l'écoute
- 21h00 Vie d'artistes
- 21h30 Le Canada aujourd'hui - Édition Atlantique et du L'Ontario
- 22h00 Édition Québecoise
- 22h30 Le Canada aujourd'hui - Édition de l'Ouest et les sports
- 23h00 Le téléjournal
- 23h30 Capital action
- 0h00 Le téléjournal
- 0h30 Le point
- 1h00 Grands reportages
- 2h00 Ce soir en Colombie-Britannique
- 2h30 Édition Québecoise
- 3h00 Euronews
- 3h30 Le Canada aujourd'hui - Édition Atlantique et du L'ouest
- 4h00 L'Édition Québecoise

Vendredi

- 20h30 Maisonneuve à l'écoute Scully RDI (V)
- 21h00 Vie d'artistes
- 21h30 Le Canada aujourd'hui - Édition Atlantique et du L'Ontario
- 22h00 Édition Québecoise
- 22h30 Le Canada aujourd'hui - Édition de l'Ouest et les sports
- 23h00 Le téléjournal
- 23h30 Capital action
- 0h00 Le téléjournal
- 0h30 Le point
- 1h00 Grands reportages
- 2h00 Ce soir en Colombie-Britannique
- 2h30 Édition Québecoise
- 3h00 Euronews
- 3h30 Le Canada aujourd'hui - Édition Atlantique et du L'ouest
- 4h00 L'Édition Québecoise

Samedi

- 4h30 Euronews
- 5h00 Montréal cette semaine
- 5h30 Griffe
- 6h00 RDI express
- 8h00 La semaine verte
- 9h00 Trajectoires
- 9h30 Montréal en spectacle
- 10h00 Griffe
- 10h30 Entrée des artistes
- 11h00 RDI week-end
- 11h30 Bulletin des jeunes
- 12h00 Branché
- 12h30 Completement télé
- 13h00 Enjeux
- 14h00 Impact
- 14h30 Montréal cette semaine
- 15h00 Griffe
- 15h30 Correspondant
- 16h00 Aujourd'hui
- 16h30 Bulletin des jeunes
- 17h00 Le journal de France 2
- 17h30 Journal du siècle
- 18h00 Le monde ce soir
- 18h30 Un Canadien à Tokyo
- 19h00 Grands reportages
- 20h00 Le journal RDI
- 20h30 Entrée des artistes
- 21h00 Trajectoires
- 21h30 Le point final
- 22h00 Griffe
- 22h30 Montréal en spectacle
- 23h00 Le téléjournal
- 23h30 Euronews
- 0h00 Le téléjournal
- 1h00 Enjeux
- 2h00 Trajectoires
- 2h30 Bulletin des jeunes
- 3h00 La semaine verte
- 4h00 Branché

Dimanche

- 4h30 Euronews
- 5h00 La semaine verte
- 6h00 RDI express
- 8h00 L'accent francophone
- 8h30 Point de presse
- 9h00 Enjeu plus
- 10h00 La facture
- 10h30 Journal du siècle
- 11h00 RDI week-end
- 11h30 Bulletin des jeunes
- 12h00 Dossier
- 12h30 Branché
- 13h00 Branché
- 13h30 Horizons francophones
- 14h00 Enjeux
- 15h00 Griffe
- 15h30 Un canadien à Tokyo
- 16h00 Aujourd'hui
- 16h30 Bulletin des jeunes
- 17h00 Le journal de France
- 17h30 DeYalta à Berlin
- 18h00 Enjeu plus
- 19h00 Grands reportages du siècle
- 20h00 Le journal RDI
- 20h30 Scully RDI
- 21h00 Point de presse
- 21h30 Second regard
- 22h00 Courants du Pacifique
- 22h30 Correspondant
- 23h00 Le téléjournal
- 23h30 Euronews
- 0h00 Le téléjournal
- 0h30 Scully RDI
- 1h00 Dossiers
- 2h00 L'accent francophone
- 2h30 Bulletin des jeunes
- 3h00 Le téléjournal
- 3h30 Journal du siècle
- 4h00 Impact

Ne manquez pas l'horaire télé complet dans THE WINNIPEG SUN du dimanche. Abonnement : 632-6506

jusqu'au 31 janvier seulement!

Laissez-passer de 10 jours

Achetez dès maintenant et épargnez!

	Prix régulier	Prix spécial jusqu'au 31 janv. 98
Adulte	12 $	10 $
Âge d'or (60 ans et plus)/Étudiant(e)	10 $	8 $
Jeune (6 à 17 ans)	4 $	3 $
Enfant (5 ans et moins)	gratuit	gratuit

Voici 10 excellentes raisons pour lesquelles vous devriez acheter un laissez-passer de 10 jours :

1. Pour avoir accès à tous les sites du Festival du Voyageur pendant 10 jours (*aucun frais supplémentaire à payer aux relais et cabarets*)
2. Pour admirer plus de 100 sculptures sur neige.
3. Pour assister à plus de 400 spectacles.
4. Pour visiter plus de 20 sites.
5. Pour avoir l'occasion de gagner un voyage pour deux à Hong Kong, Rome ou Londres, plus 1 000 $.
6. Pour courir la chance de gagner un voyage pour deux à Churchill et voir les aurores boréales.
7. Pour obtenir des coupons auprès des commerçants Pizza Hut et Pepsi.
8. Pour apprécier le confort qu'apporte le port du bracelet d'entrée.
9. Pour économiser! L'achat d'un laissez-passer de 10 jours représente d'importantes économies pour toutes les personnes qui veulent profiter au maximum des activités du Festival.
10. Pour appuyer le plus grand festival hivernal de l'Ouest canadien.

Découvrez la chaleur de l'hiver... du 13 au 22 février 1998!



Le laissez-passer de 10 jours est disponible à tous les magasins Safeway à Winnipeg.

Canadian CalmAir





SAFEWAY Today's better way



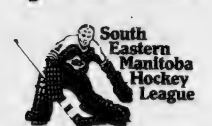
Pizza Hut



POOL de HOCKEY de LA LIBERTÉ

saison 1997-1998





Position des participants au pool en date du 21 janvier 1998

		Points
Albert Dueck	Steinbach	208
Celeste St-Vincent	Sainte-Anne	208
Kristine Vielfaure	La Broquerie	206
Gilles Normandeau	La Broquerie	205
Daniel Gagné	Winnipeg	203
Michel Normandeau	La Broquerie	203
Chantal Vielfaure	La Broquerie	203
Rhéal Gagnon	La Broquerie	202
Pierre Tétrault	Saint-Boniface	202
Yvette Gagnon	La Broquerie	202
Gilbert Gagnon	La Broquerie	202
Gisèle St-Vincent	Sainte-Anne	202
Oscar Gagnon	La Broquerie	201
Mariette G. Lachance	Saint-Vital	201
Paul Bilodeau	Winnipeg	200
Barb Vielfaure	La Broquerie	200
Paul Beauchamp	La Broquerie	199
Grant Lazaruk	Steinbach	199
Gérald Laramée	La Broquerie	199
Robert Dumesnil	La Broquerie	199
Denis Carrière	La Broquerie	198
Roger Taillefer	La Broquerie	198
Florence Torcutti	La Broquerie	197
Mireille Collet-Lachance	Ile-des-Chênes	195
Edgar Freynet	Saint-Boniface	194
Léon Normandeau	La Broquerie	194
Paul Trudeau	Steinbach	193
Darren Bouchard	La Broquerie	191
Antoine Gagné	Winnipeg	191
Paul Vielfaure	La Broquerie	191
Denis Turenne	La Broquerie	191

Pointage des joueurs en date du 19 janvier 1998

1	B. Bouchard	Royals de Saint-Jean	40 points
	G. Lajoie	Aces de Saint-Anne	21 points
	M. Dumaine	North Stars Î-D-C	20 points
	T. Kemball	Paper Kings de Pine Falls	18 points
	D. Martin	Hawks de Saint-Adolphe	17 points
2	R. Lafournaise	59ers	22 points
	D. Craig	Royals de Saint-Jean	22 points
	M. Normandeau	Habs de La Broquerie	23 points
	R. Desautels	North Stars Î-D-C	0 point
	D. Male	Paper Kings de Pine Falls	7 points
3	J. Beauchemin	North Stars Î-D-C	15 points
	L. Woo	North Stars Î-D-C	11 points
	R. Chaput	Aces de Sainte-Anne	15 points
	C. Peters	Hawks de Saint-Adolphe	12 points
	C. Nagy	Habs de La Broquerie	14 points
4	G. Gosselin	59ers	9 points
	P. Gauthier	Aces de Sainte-Anne	11 points
	D. Baril	Royals de Saint-Jean	2 points
	M. Silvagio	North Stars Î-D-C	11 points
	R. Meilleur	Hawks de Saint-Adolphe	14 points
5	K. Tallaire	Habs de La Broquerie	12 points
	D. Beauchemin	North Stars Î-D-C	17 points
	M. Morin	59ers	4 points
	J. Carrière	North Stars	8 points
	R. Smith	Cougars de Swan Lake	25 points
6	D. Daneault	Royals de Saint-Jean	23 points
	M. Gottfried	North Stars Î-D-C	27 points
	D. Abrahamson	Paper Kings de Pine Falls	0 point
	R. Rioux	59ers	15 points
	L. Skoleski	Hawks de Saint-Adolphe	2 point
7	K. Morrison	North Stars Î-D-C	7 points
	C. Luduchowski	59ers	12 points
	L. Côté	Habs de La Broquerie	14 points
	M. Dixon	Royals de Saint-Jean	5 points
	A. Lavack	Aces de Sainte-Anne	8 points
8	R. Lajoie	Aces de Sainte-Anne	2 points
	M. Gagnon	Habs de La Broquerie	18 points
	D. Meilleur	Hawks de Saint-Adolphe	23 points
	D. Desrosiers	North Stars Î-D-C	15 points
	J. Lafournaise	59ers	16 points
9	P. Penner	Red Skins de Morden	38 points
	K. Martynuik	Maroons d'Altona	2 points
	B. Goderis	Cougars de Swan Lake	20 points
	M. Pruden	Cougars de Swan Lake	11 points
	W. Bartley	Paper Kings de Pine Falls	22 points
10	R. Chammartin	Hawks de Saint-Adolphe	9 points
	C. Sokolosky	Paper Kings de Pine Falls	14 points
	G. Stewart	Habs de La Broquerie	0 point
	M. Gilmore	Royals de Saint-Jean	2 point
	M. Proteau	59ers	9 points

Meilleure moyenne de gardien

11 Habs de La Broquerie
Royals de Saint-Jean
North Stars Î-D-C
Hawks de Saint-Adolphe
Paper Kings de Pine Falls
Aces de Sainte-Anne
59ers

- **Compte-rendu de l'évolution des joueurs tous les vendredis à 7 h 20, 8 h 20 et 16 h 20 par Yves Guérard, sur les ondes de CKSB**
- **Et tous les vendredis vers 8 h 15, tirage d'un prix parmi les participants au pool de hockey.**

Radio-Canada CKSB Manitoba

Un don proportionnel au montant des inscriptions sera remis à FRANCOFONDS

Platinum Travel

DES PRIX SPÉCIAUX, C'EST NOTRE SPÉCIALITÉ



235, rue McPhillips, Winnipeg (MB) R3E 2K3
(204) 774-2000

SIMACO

un choix qui s'impose!

237-4798

La Liberté remercie les commanditaires du pool de hockey:





La Caisse populaire La Vérendrye

Saint-Georges	367-8268	Richer	422-8227
La Broquerie	424-5238	South Junction	437-2345
Sainte-Anne	422-8896	Lorette	878-2791

Charles D. Arbez, CGA
COMPTABLE
Tél.: 261-7777 · Fax: 269-7096





347-5885

Prairie Chiropractic
261-6088 • Dr Patrick Chenier



Vous vous cherchez une voiture?

254-4702

Manulife Financial
Richard S.L. Campeau
924-4616



235-4407

Première participation au match des étoiles de la WHL

Luc Théoret est fier de ses performances

Depuis que Luc Théoret a été repêché par les Sabres de Buffalo (101e au total) lors du dernier repêchage de la Ligue nationale de hockey à Pittsburgh, il est un joueur complètement transformé. «Ma condition physique est excellente et depuis septembre j'ai évité les blessures, affirme-t-il. Je suis très satisfait de mes performances et j'espère que ça va continuer jusqu'aux séries éliminatoires.»

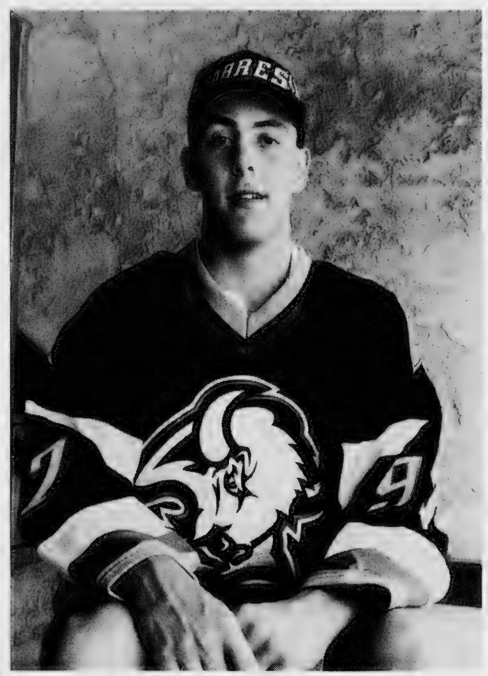
Porte-couleurs des Hurricanes de Lethbridge, Luc Théoret est considéré le quatrième meilleur défenseur de la Ligue junior de l'Ouest (WHL). Il présente une fiche de 11 buts et 29 passes en 49 parties. «L'entraîneur Brad Maxell a beaucoup confiance en moi et j'en profite pour démontrer mon talent aux dirigeants des Sabres de Buffalo, dit-il. L'un des dépisteurs de l'équipe, Don Berry, est venu de l'Ontario pour me voir jouer. Après la partie il m'a assuré qu'il donnera un bon rapport au directeur-gérant des Sabres de Buffalo.»

En plus de connaître le meilleur début de saison de sa jeune carrière, le hockeyeur de 18 ans, a pu se faire valoir parmi les étoiles de sa ligue. Le match annuel des étoiles de la WHL a été présenté à Regina le 21 janvier. «C'est une semaine que je ne suis pas prêt d'oublier, souligne Luc Théoret. Mes parents ont assisté à la partie des étoiles, plusieurs dépisteurs m'ont scruté à la loupe et même la partie a été diffusée sur les ondes de The Sports Network (TSN)».

Originaire de Winnipeg, Luc Théoret est le seul francophone a avoir été sélectionné pour la partie des étoiles. «C'est une belle récompense, indique-t-il. Cette nomination me motive à travailler plus fort pour atteindre un jour la Ligue nationale.»

Pour l'instant c'est la première place de la division centrale de la WHL qui le préoccupe. Les Hurricanes de Lethbridge sont à trois points de la formation de Calgary. «La lutte est très serrée entre notre équipe et les Hitmen de Calgary, mentionne-t-il. Nous avons eu un calendrier très difficile depuis le début de la saison. Beaucoup de longs voyages en autobus et peu de congés. J'espère que nous épargnerons les blessures et qu'il nous restera des ressources pour les séries éliminatoires.»

Marc-Éric BOUCHARD



Archives La Liberté

Luc Théoret est considéré comme l'un des meilleurs défenseurs de l'Ouest canadien.

VENEZ VOIR LE
SUPER BOWL AU CANOT
Les portes ouvrent à 15 h.
- *Prix de présence.*
- *Un repas au chili sera servi.*

Prix d'entrée: 5 $

PARIEZ SUR L'ÉQUIPE CHAMPIONNE:
Broncos de Denver ☐ Packers de Green Bay ☐
Déposez votre coupon au Canot.

Membre des Gee-Gees de l'Université d'Ottawa

Francine LaBossière espère remporter les grands honneurs

Membre de l'équipe féminine de volley-ball de l'Université d'Ottawa depuis deux ans, Francine LaBossière de Saint-Pierre-Jolys vit des expériences qu'elle n'est pas prête d'oublier. Le 25 décembre dernier, elle a quitté la maison familiale en direction de Playa del Este à Cuba, pour un camp d'entraînement qui s'est terminé le 2 janvier.

Selon Francine LaBossière, plusieurs universités canadiennes se déplacent dans le sud pour intensifier les entraînements de l'équipe. «Nous avons de bonnes chances de gagner le championnat de notre division, dit-elle. L'entraîneur Lionel Woods nous donne toute les chances possibles de bien nous préparer pour les éliminatoires de volley-ball.»

Durant son séjour à Cuba, Francine LaBossière s'est entraînée sur les plages cubaines. «J'en ai profité pour améliorer mon jeu défensif, souligne-t-elle. Nous avons la meilleure équipe depuis 12 ans et il faut bien se préparer pour se rendre au Championnat canadien.» Le championnat aura lieu du 27 février au 1er mars à Calgary en Alberta.

Étudiante de deuxième année en sciences de l'activité physique, Francine LaBossière apprécie étudier dans la capitale nationale. «J'aime bien mes cours et Ottawa est une belle ville à découvrir, ajoute-t-elle. Je me sens choyée de représenter l'université.»

M.-É. B.

SAINT-PIERRE-JOLYS (MANITOBA)

La Jolie Villa Inc.

parrainée par
LES CHEVALIERS DE COLOMB — Conseil Carillon #3953
annonce
le développement et la construction d'un édifice de 17 appartements pour personnes actives de 55 ans et plus

- *Concept de bail viager «Life Lease»*
- *Investissement requis*

Le développement offre plusieurs avantages:
- appartements bien aménagé de 800 à 1 085 pi²;
- loyer raisonnable;
- stationnement – garage;
- investissement remboursable au résidant;
- terrain boisé dans le village.

RÉUNION PUBLIQUE
le mardi 3 février à 19 h 30
au Club Carillon, rue Jolys ouest
Saint-Pierre-Jolys (Manitoba)

Pour d'autres renseignements:
GILBERT RIOUX
(204) 433-7167

Sports éclairs

Hockey

• **Les Bisons de l'Université du Manitoba** accueillent les Dinosaurs de l'Université de Calgary les 23 et 24 janvier à 19 h à l'aréna Max Bell. • Le banquet annuel de la **Ligue Hanover-Taché** aura lieu le vendredi 13 février au Club de golf Quarry Oaks. Renseignements: Bonnie Dayment au 346-5116. • Le deuxième tournoi de **La Connexion française** se tiendra du 24 au 26 avril à Oakville en Ontario. Renseignements: (905) 846-7884. • **Le tournoi de hockey South Winnipeg Classic** aura lieu du 20 au 29 mars aux arénas de Silverstone et de Saint-Norbert. Renseignements: Murray Harding au 958-2604. • **Le tournoi annuel du Club de Saint-Boniface** sera présenté du 20 au 22 mars. Renseignements: Ron au 256-1768. • **Les Sélects d'Eastman** ont remporté trois victoires consécutives. La troupe de Richmond Gosselin a défait, le 14 janvier, les Stars de Kenora par le pointage de 6-1 et le 18 janvier elle a vaincu les Sharks de Winnipeg par la marque de 7-1.

Curling

• La 26e édition du **Bonspiel de la francophonie** aura lieu du 20 au 22 mars à Saint-Jean-Baptiste. Renseignements: 233-4915. • **Le Club de curling de Sainte-Anne-des-Chênes** organise un Bonspiel masculin du 13 au 15 février. Renseignements: Curt Brandt au 355-4264. • **Le Bonspiel junior mixte de Steinbach** est prévu pour le 27 février. Renseignements: Wilf Peters au 326-3676. • **Joël Gagnon** de Sainte-Agathe tient à remercier les familles Gagnon, Delannoy et tous ses amis qui l'ont encouragé durant le récent championnat provincial junior.

M.-É. B.

Vous avez des renseignements à nous faire parvenir sur les activités sportives dans votre région? Télécopieur: 231-1998.

Nécrologies



Arcélie Gratton (née Aquin)

Le dimanche 11 janvier 1998, à l'hôpital Saint-Boniface, Arcélie (Aquin) Gratton de Sainte-Agathe, est décédée à l'âge de 72 ans.

Arcélie fut précédée par son époux, Hilaire Gratton et ses parents Zephirin et Angéline (Gervais) Aquin.

Elle laisse dans le deuil ses enfants: Denis (Bernadette) Graton, Jean-Claude (Colette) Gratton, Gilles (Gisèle) Gratton, Suzanne (Jules) Chartier, Thérèse (Martin) Foidart, Leo (Donna) Gratton, Marc (Louise) Gratton et 20 petits-enfants. Elle laisse aussi dans le deuil cinq sœurs et quatre frères: Délima (Albert) Beaudry, Marie-Rose Landry, Florence (Bazil) Carrière, Louise (Gérard) Cournoyer, Arthur (Ida) Aquin, Vernette (Albert) Bourgeois, Robert (Daisy) Aquin, George Aquin et Jules (Hazel) Aquin; deux belles-sœurs, Denise (Emile) Girardin et Jeanne (Neil) Leckie.

La famille aimerait remercier le département des soins palliatifs et la pastorale de l'Hôpital Saint-Boniface pour leurs bons soins et support.

La messe des funérailles a eu lieu le vendredi 16 janvier 1998 à 14 h dans l'église de Sainte-Agathe, présidée par M. l'abbé Gérard-M. Lévesque. L'inhumation a eu lieu au cimetière paroissial.

Au lieu de fleurs, des dons peuvent être faits à la Fondation manitobaine de la recherche et du traitement du cancer.

La direction des funérailles de Mme Arcélie Gratton a été confiée au Salon mortuaire Desjardins, 233-4949 ou sans frais 1-888-233-4949.

Anne Marie Decaire (née Gosselin)

Madame Anne Marie Decaire est décédée paisiblement le 14 janvier 1998 au Foyer de Saint-Adolphe (Manitoba).

Née à Saint-Malo le 3 mai 1894, elle y passa son enfance. Avant son mariage elle fut enseignante dans divers communautés au Manitoba. Son dernier poste d'enseignante fut à Pinewood (Ontario), où elle rencontra son Marie Solomon. Ils furent très heureux, œuvrant ensemble à gérer leur garage et à la vente des machines agricoles jusqu'à leur retraite quand ils déménagèrent à Saint-Boniface. Il la précéda en juillet 1971. Malgré son deuil profond elle continua à jouir de la vie et de ses amis. Elle était excellente raconteuse d'histoire et avait un bon sens de l'humour.

Elle laisse dans le deuil une fille Christine Fouillard (Arthur), neuf petits-enfants: Michèle Anderson, Danielle Moreau (James), Guy Fouillard (Janet), Marcel Fouillard (Jean), Mona Motuz (Dave), Jacques Fouillard (Teresa), Mario Fouillard (Rhonda), Juliette Boland (Bob), Joel Fouillard, 28 arrière-petits-enfants: Natalie Blerot (Terry), Sheila, Emily et Tommy Anderson, Jessica, Caroline et Laura Moreau, Jason, Danielle, Aimée, Christian et Sarah Fouillard, Jennifer et Aaron Fouillard, Olivia, Dominique et Ross Boland, Joel, Haley et Alexis Fouillard, et un arrière-arrière-petit-fils Eric Blerot, ainsi que plusieurs neveux et nièces qui auront eux aussi de tendres souvenirs de tante Biloute.

La famille tient à remercier le personnel du Foyer de Saint-Adolphe pour l'attention portée à Mme Decaire durant son séjour au Foyer. Un merci spécial à sa nièce Mme Edmée Legal qui la visita fréquemment.

Les prières ont été récitées à 19 h 30 le vendredi 16 janvier 1998 au Salon mortuaire Green Acres, Route n° 1 Est.

La messe des funérailles a eu lieu à 10 h 30, le samedi 17 janvier 1998 dans l'église catholique de la Paroisse de Saint-Malo.

Au lieu de fleurs, des dons peuvent être faits à un organisme de charité de votre choix.

REMERCIEMENTS

DESROCHERS, Bertrande. *La famille désire sincèrement remercier tous ceux et celles qui nous ont exprimé leurs condoléances et qui nous ont offert leur soutien durant ce temps difficile.*

Votre tendresse et amitiés ont été beaucoup appréciées.



FAVEURS OBTENUES – MERCI MON DIEU. Dites 9 fois «Je vous salue Marie» par jour durant 9 jours. Faites 3 souhaits, le 1er contenant les affaires, les 2 autres pour l'impossible. Publier cet article le 9e jour, vos souhaits se réaliseront même si vous n'y croyez pas. Merci mon Dieu. C'est incroyable mais vrai.

A.B.



FAVEURS OBTENUES – MERCI MON DIEU. Dites 9 fois «Je vous salue Marie» par jour durant 9 jours. Faites 3 souhaits, le 1er contenant les affaires, les 2 autres pour l'impossible. Publier cet article le 9e jour, vos souhaits se réaliseront même si vous n'y croyez pas. Merci mon Dieu. C'est incroyable mais vrai.

A.B.L.

Chronique religieuse

Collaboration entre ministères ordonnés et non ordonnés Partie 2



Réal LÉVÊQUE
Prêtre

Le texte propose en deuxième lieu les DISPOSITIONS PRATIQUES et cela en 13 articles. L'article numéro un parle de terminologie, car le fidèle non ordonné peut être appelé «ministre extraordinaire» seulement lorsqu'il est appelé par l'autorité compétente à accomplir dans des fonctions de suppléance, des charges à propos.

Il ne faut pas leur donner le nom de pasteur, d'aumônier, modérateur qui, quoiqu'il en soit, pourrait confondre leur rôle avec celui du pasteur qui est uniquement le prêtre et l'évêque. L'Article 2 parle du ministère de la Parole, qui est le propre de l'évêque, des prêtres et des collaborateurs. L'Église peut appeler les fidèles à collaborer selon des modalités légitimes. L'article 3 parle de l'homélie, réservée au ministre sacré, prêtre ou diacre. Les fidèles non ordonnés en sont exclus.

L'article 4 parle du curé et la paroisse, en disant que les fidèles non ordonnés peuvent remplir des tâches de collaboration effective au ministère pastoral des clercs, d'assistance, d'instruction, de catéchèse, etc.

L'article 5 parle des organismes de collaboration dans l'Église particulière, c'est à dire des Conseils pastoraux diocésains et paroissiaux, et les conseils des affaires économiques. L'instruction rappelle que les fidèles qui en font partie ont une voix consultative seulement, et que le curé doit toujours présider et être présent aux conseils de sa paroisse et que toute réunion sans sa présence et son autorité est invalide.

L'article 6 parle des célébrations liturgiques, et afin de sauvegarder l'identité ecclésiale de chacun, il faut supprimer les abus de divers types de célébrations qui s'opposent au canon 907, qui dit que dans la célébration eucharistique, il n'est pas permis, ni aux diacres ni aux laïcs, de réciter les prières, surtout la prière eucharistique, ou de remplir des actes propres aux célébrants. Il est aussi non permis pour quelqu'un qui n'est par ordonné, d'utiliser dans les cérémonies liturgiques des ornements réservés aux prêtres.

L'article 7 parle des célébrations dominicales en l'absence du prêtre, ainsi le fidèle non ordonné qui la préside doit avoir un mandat clair de la part de l'évêque, et il interdit de se servir dans ces célébrations des éléments propres au Sacrifice de la Messe.

L'article 8 parle du ministère extraordinaire de la Communion, car les ministres ordinaires en sont l'évêque, le prêtre et le diacre. Pour que le ministre laïc de la Communion puisse exercer son rôle, il faut absolument qu'il n'y ait pas d'autre ministre ordonné de présent, que la foule des gens nécessite sa présence et il ne doit pas se communier lui-même, mais recevoir l'hostie d'un ministre consacré, si ce dernier est présent.

L'Article 9 présente le Sacrement des Malades. Ceux qui ne sont pas prêtres, ne peuvent en aucun temps pratiquer le Sacrement des Malades, ni faire une onction d'huile, etc. Ce sacrement est réservé aux ministres sacrés ordonnés.

L'article 10 parle du Sacrement du Mariage, où normalement le prêtre ou le diacre préside lorsqu'il n'y a pas de messe. La possibilité de déléguer des fidèles non ordonnés pour assister aux mariages est soumise à trois conditions. L'évêque délègue si les prêtres et diacres font défaut, après avoir obtenu pour son diocèse l'avis de la Conférence épiscopale, et la permission du Saint-Siège.

L'article 11 parle du Sacrement du Baptême, en disant qu'en l'absence du prêtre, qui en est le ministre ordinaire, le fidèle non ordonné peut être désigné comme ministre extraordinaire du baptême.

L'article 12 parle des Funérailles en disant que les ministres ordinaires en sont les prêtres et les diacres, et que les fidèles non ordonnés peuvent les guider là où il y a un manque de prêtres, et en observant les normes liturgiques.

L'article 13 parle de la nécessité de se doter de fidèles non ordonnés qui ont une bonne connaissance de la sainte doctrine de l'Église.

Ainsi s'achève ce document, cette instruction sur des normes à suivre dans nos églises. Tous collectivement, par notre baptême, nous sommes responsables du bon fonctionnement dans nos églises.



Gens d'ici

Talbot à Taché

À 26 ans, Patrick Talbot est à même de constater aujourd'hui jusqu'où ses qualités de leadership l'ont mené. Infirmier de métier, le jeune homme a en effet délaissé le travail «sur le plancher» pour se tourner en décembre dernier vers un poste d'administration: celui de gérant des soins personnels au Centre Taché.

Ce poste, créé tout récemment dans le cadre de la réforme de prestation des soins au Centre Taché, est très valorisant pour Patrick Talbot. «Mon travail consiste à étudier les ressources pour m'assurer de combiner les meilleurs éléments afin qu'il y ait un bon travail d'équipe et ainsi mieux répondre aux besoins des résidants, explique-t-il. Je dois entre autres former les meilleures équipes possibles et voir à la distribution du travail.»

Très enthousiasmé par ce nouveau défi administratif, le natif de Notre-Dame-de-Lourdes espère atteindre ses objectifs en misant aussi... sur le travail d'équipe! «Je ne veux pas dominer et avoir le contrôle sur tout le monde, indique-t-il. Je veux travailler avec les infirmières et les autres membres du personnel. Ce sont eux qui sont "sur le plancher" et qui connaissent le mieux les besoins des résidants. J'agis plutôt comme un facilitateur.»



Patrick Talbot.

La réforme de prestation des soins de santé amorcée au début de janvier n'est toutefois pas facile pour le personnel car chacun doit s'habituer à une nouvelle façon de faire les choses. «C'est mon rôle de les encourager, poursuit le nouvel administrateur. C'est normal qu'il y ait des inquiétudes quand il y a des changements.»

Depuis ses débuts dans la profession, Patrick Talbot a eu la chance de travailler souvent dans des milieux où le français est favorisé, tels la Villa Youville, le Foyer Valade et, plus récemment, le Centre médico-social De Salaberry. «Pour moi, c'était quelque chose d'important. J'ai grandi en français et je veux pouvoir travailler en français. Je sens une différence entre les milieux français et anglais. Il y a quelque chose avec le confort des gens, le respect des valeurs... En plus, avec le Centre Taché, l'utilisation du français est vraiment valorisée. Tu sais, il y a des endroits où on peut dire qu'on a une telle politique mais on ne la pratique pas. Ici, on la met vraiment en pratique. J'avais un bon pressentiment par rapport à ça quand je suis venu faire mes entrevues. Je crois que je vais me plaire ici.»

Carole THIBEAULT

L'attrait du Nord

L'autonomie du travail en dispensaire

Rachelle Brière et Daniel Charrette sont deux infirmiers qui ont découvert la vie dans les dispensaires du Nord. Les dispensaires sont comparables à de petites cliniques médicales, mais où les conditions de travail ne sont pas faciles. Mais qu'est-ce qui les attire tant dans ces endroits où il n'y a souvent ni médecin ni autres professionnels de la santé? où les services d'urgences sont limités ainsi que tout autre traitement spécialisé? où l'isolement les oblige à travailler sans arrêt et où le sommeil est chose rare?

Le matin du 10 décembre 1997, Rachelle Brière monte dans un petit avion en direction de Little Grand Rapid, une petite communauté isolée du centre-est du Manitoba. Après l'atterissage, le voyage n'est pas terminé. On invite plutôt la jeune infirmière à enfourcher une motoneige qui la conduira de l'autre côté du lac, dans la réserve de Pauingassi. Là, elle découvrira un dispensaire, son nouveau lieu de travail pour les prochaines semaines...

«C'est la première fois que je faisais un voyage comme ça, raconte la jeune femme de Saint-Boniface. Mais j'ai adoré ça! Demain (le 16 janvier), je quitte le Manitoba pour aller suivre un cours de nursing international à Toronto pour trois mois. Mais en revenant, au mois d'avril, j'ai bien l'intention de retourner!»

«Personnellement, j'ai déjà considéré m'installer pour de bon dans une de ces communautés, lance pour sa part Daniel Charrette, un Franco-Ontarien installé à Churchill depuis plusieurs années et qui travaille de temps à autres dans les dispensaires du Nord. Le problème, c'est qu'il n'y a pas d'hébergement décent pour les grandes familles. Il n'y avait pas de place pour ma femme et mes trois enfants. Alors, on a décidé de demeurer à Churchill.»



photo: Carole Thibeault

Rachelle Brière la veille de son départ pour Toronto: «Mon certificat en nursing international va me donner encore plus de qualifications pour pratiquer dans le Nord.»

Daniel Charrette et Rachelle Brière ne sont pas des cas isolés: plusieurs professionnels de la santé trouvent de nombreux avantages à côtoyer les communautés nordiques. «Dans notre entreprise seulement, nous avons au moins une cinquantaine d'infirmières qui vont régulièrement dans les dispensaires, observe Myrna Kines, directrice d'Interim HealthCare, une firme qui se spécialise dans le placement d'infirmières indépendantes. Au Canada, il doit y en avoir des centaines.»

«J'aime la variété, explique Rachelle Brière. Et dans les dispensaires, on fait de tout. En ville, les infirmières sont affectées à un département et elle ne font que ça. À Pauingassi, nous étions deux! Alors, c'est nous qui faisions les examens et qui décidions du traitement. On accomplit des tâches qui reviennent normalement aux médecins, comme les bandages ou les points de sutures. Mais quand on n'est pas certaines, on peut toujours appeler un docteur qui va nous aider. À l'université, on t'apprend beaucoup de choses mais tu ne peux pas toujours les mettre en pratique quand tu travailles dans un hôpital urbain.»

«C'est une expérience unique et on a l'avantage d'être indépendant. On a plus de responsabilités et on a la chance de prendre des décisions importantes», poursuit Daniel Charrette qui agit aussi à titre d'infirmier-chef à l'hôpital de Churchill. Il fait remarquer que les situations sont rares où un infirmier peut exercer son métier mais aussi émettre des diagnostics comme un médecin, donner des médicaments comme un pharmacien, effectuer des prises de sang et en faire l'analyse comme les techniciens de laboratoire, en plus de prendre des rayons X comme les techniciens spécialisés dans ce domaine.

Évidemment, les infirmiers et infirmières du Nord ne sont quand même pas laissés à eux-mêmes. Un médecin passe de temps en temps pour les consultations et les examens de routine. Certaines communautés ont aussi la visite régulière d'un physiothérapeute, d'un conseiller social, du dentiste ou du pédiatre.

Si la liberté d'action et la variété sont les stimulants pour ces infirmiers du Nord, la vie dans les petites communautés n'est toutefois pas toujours rose. «Tu ne dors pas beaucoup car tu es sur appel une nuit sur deux. En plus, il faut quand même que tu ouvres le dispensaire le lendemain. Et on n'a pas beaucoup de temps libre. Mais ça t'apprend à avoir beaucoup de confiance en toi et puis, je me sens bien dans les petites places», confie Rachelle Brière.

Ce n'est pas facile pour les membres de la communauté non plus car les gens doivent constamment s'habituer à de nouvelles personnes, signale Daniel Charrette. «Il y a des endroits où on t'accueille à bras ouverts, dit-il. Mais il y en a d'autres où on sait que tu es là juste pour une couple de jours. C'est difficile pour eux.» Après quelques semaines de travail, les infirmières reviennent en général vers la ville où elles prennent des vacances. Et, à moins qu'il n'y ait une demande spécifique, il n'est pas dit qu'elles retourneront nécessairement dans les mêmes réserves.

De plus, cette rotation de personnel entraîne un manque de continuité qui rend difficile l'éducation de la population face aux soins de santé. L'éducation est en effet une autre responsabilité qui retombe sur les épaules des infirmières lorsqu'il n'y a pas d'autres professionnels de la santé dans la communauté.

Quoi qu'il en soit, le travail et la vie dans les communautés nordiques appellent les infirmières de nature aventureuse. L'autonomie, l'indépendance, la possibilité de mettre à profit ses connaissances et la beauté de la nature sont autant de raisons pour partir, que ce soit quelques jours, quelques semaines, quelques mois ou même pour certaines d'entre elles, quelques années. Voilà une façon de vivre que résume assez bien Rachelle Brière: «Une amie m'a dit un jour qu'une fois que tu as travaillé dans le Nord, tu restes dans le Nord!»

Carole THIBEAULT

La Caisse populaire de la Région Rouge

DIRECTEUR ou DIRECTRICE DE CRÉDIT

L'entreprise
La Caisse populaire de la Région Rouge gère un actif de 77 millions de dollars et offre des services financiers à 5 600 membres.

Fonctions
Sous l'autorité du directeur général de la caisse populaire, le directeur ou la directrice de crédit sera responsable:
- d'administrer les opérations quotidiennes dans le secteur de crédit;
- de veiller à ce que les activités du secteur telles que reliées à la documentation et des suivis, ainsi que les diverses fonctions administratives soient complétées selon les politiques en vigueur à la caisse populaire;
- de promouvoir les services financiers de la caisse populaire.

Exigences
- Connaissance approfondie des prêts commerciaux et agricoles, ainsi que des prêts aux particuliers;
- Un minimum de 5 années d'expérience dans les activités de crédit commercial et agricole au sein d'une institution financière;
- Autonomie, initiative, bon jugement et une aptitude poussée vers le service à la clientèle;
- Bonne connaissance du français et de l'anglais, tant oral qu'à l'écrit;

Conditions de travail
- Selon l'expérience et l'échelle en vigueur.
- Les avantages sociaux usuels sont offerts.
- Lieu d'affectation: Saint-Pierre-Jolys

Entrée en fonctions
- Le plus tôt possible.

Faites parvenir votre curriculum vitae **avant le vendredi 6 février 1998** avec la mention "Personnel et Confidentiel" à:

M. Paul Gilmore, directeur général
La Caisse populaire de la Région Rouge
a/s Case postale 58, 92 avenue de la Grotte
Saint-Malo (Manitoba) R0A 1T0

Les candidats sont sujets à approbation du cautionnement par l'assureur.

Vous avez des événements à signaler dans les régions suivantes? N'hésitez pas à nous contacter:

Le Sud:	L'Est:	L'Ouest:
Anie Cloutier	Carole Thibeault	Marc-Éric Bouchard

LA LIBERTÉ

237-4823 ou
1-800-523-3355

Le Club  de Bicolo

Plaisirs d'hiver!

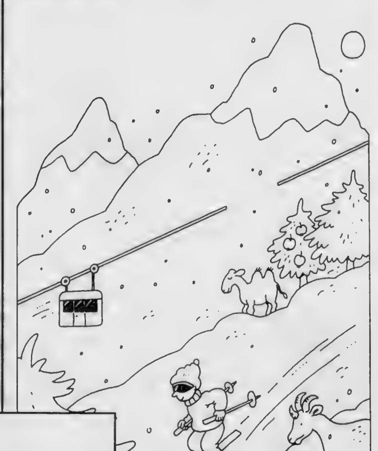
Bonjour!

Depuis qu'il a neigé, j'ai tellement de plaisir à jouer dehors! Et toi? Je suis allé patiner sur la rivière Rouge avec ma famille, j'ai joué au hockey, j'ai fait du ski de fond. J'ai aussi fait un fort! Et toi, aimes-tu jouer dans la neige?

Bicolo

Les sports d'hiver

Découvre les cinq erreurs commises par la dessinatrice.



En hiver



VERTICALEMENT

1. Elle tombe du ciel en hiver.

HORIZONTALEMENT

1. Quand l'eau gèle, je peux ..... sur la glace.
2. Elle gèle en hiver.
3. En hiver, il fait souvent .....
4. En dessous de 0 degré celsius, l'eau .....
5. C'est la saison la plus froide.

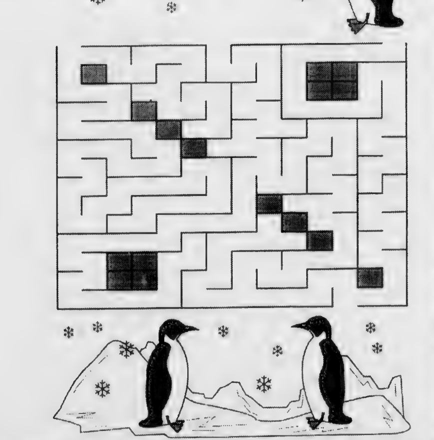
La case manquante

Laquelle des cases ci-dessous complète le dessin?



Labyrinthe

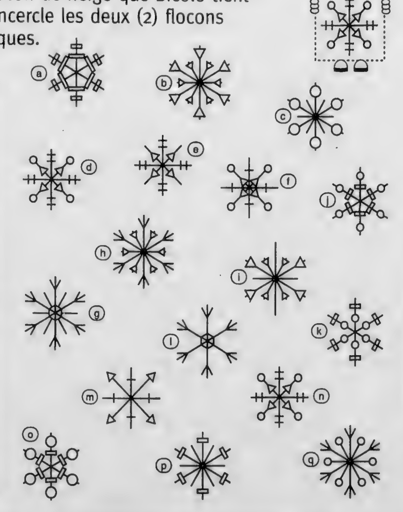
Indique le chemin que le manchot doit prendre pour retrouver ses amis.

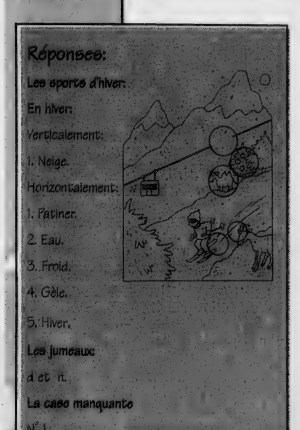




Les jumeaux

Regarde bien le flocon de neige que Bicolo tient dans ses mains. Encercle les deux (2) flocons qui lui sont identiques.





Réponses:

Les sports d'hiver:

En hiver:

Verticalement:

1. Neige.

Horizontalement:

1. Patiner.
2. Eau.
3. Froid.
4. Gèle.
5. Hiver.

Les jumeaux

d et n.

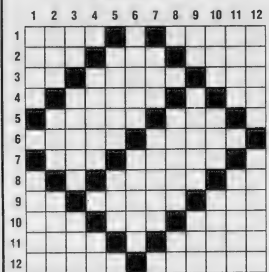
La case manquante

N° 1.

Les reproductions de cette page à des fins pédagogiques sont permises à la condition de mentionner la source.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 107



HORIZONTALEMENT

1. Femmelle du lièvre. — Ville de France.
2. Roi des Israélites. — Béante. — Époux.
3. Préfixe. — Petit rat. — Pièce de bois pour soutenir les tonneaux.
4. Gros chien de garde. — Connu.
5. Souffrir. — Mouvement de l'homme.
6. Enfoncer. — Vêtement des danseuses (pl.).
7. Art de lancer. — Regarder en visant.
8. Amener une chose vers soi. — Adv. de lieu.
9. Éminence. — Recouverte de râpures de pain. — Sans mélange.
10. Rôti. — Clair. — Apprêt gomme.
11. À un haut degré. — Femme de mœurs légères.
12. Individus. — Partie submergée d'un navire.

VERTICALEMENT

1. Pauvre homme. — Privation d'un bien.
2. Bière anglaise. — Terme du jeu d'échecs. — Décès.
3. Poss. — Méchant, mauvais. — Trois fois.
4. Échouer. — Symb. chim.
5. Construire. — Écorce du chêne.
6. Habiller. — Petit chat.
7. Agent d'affaires. — Petit trait.
8. Sorte de soupe. — Pron. dém..
9. Avant-midi. — Détériorer. — Marque la preuve.
10. Petit rongeur. — Indubitable. — Pâtisserie qui renferme de la viande ou du poisson.
11. Déesse de la Fable. — Esprit follet.
12. Cavité irrégulière. — Art de la navigation sur mer.

RÉPONSES DU N° 106



DÉJÀ VU

Sur le pont d'Avignon...



Sur cette photographie, prise un 7 novembre 1960, on reconnaît le premier ministre de l'époque Duff Roblin, Léon Dorge, Émmanuel Nolette, l'abbé Adélard Couture et le maître de cérémonie Edmon Guertin (en arrière). De quel événement s'agit-il?

Photo: Gracieuseté Richard Nolette.

RÉPONSE: L'ouverture officielle du pont de Sainte-Agathe.

Recette

Purée de pommes de terre à l'ail et au romarin

6 grosses pommes de terre rouges (non pelées), coupées en quartiers (environ 2 lb/ 1 kg)
6 gousses d'ail pelées
1/2 tasse (125 mL) environ de lait écrémé évaporé, chaud
2 c. à thé (10 mL) de romarin, frais, haché
sel et poivre

- Dans une grande casserole, couvrir les pommes de terre et l'ail avec de l'eau froide; amener à ébullition. Couvrir et laisser mijoter pendant 15 minutes ou jusqu'à ce que les pommes de terre soient tendres. Bien égoutter.
- Remettre les pommes de terre et l'ail dans la casserole; assécher le tout à feu doux pendant 1 à 2 minutes. Piler les pommes de terre et l'ail à l'aide d'un pilon. Incorporer graduellement le lait évaporé et le romarin en ajoutant jusqu'à 1/4 de tasse (50 mL) de lait additionnel, si désiré. Saler et poivrer au goût.

Donne 6 portions.

Place Eugénie



201, rue Eugénie
à Saint-Boniface
Une résidence pour personnes de 55 ans et plus.

Projet appuyé par la paroisse du Précieux-Sang.

Concept de bail viager (Life Lease).
Investissement remboursable au résident.

ÉDIFICE DE 30 APPARTEMENTS CONSTRUIT EN BÉTON, ASCENSEUR, BALCON, ET CINQ ÉLECTROMÉNAGERS.

HUIT APPARTEMENTS ENCORE DISPONIBLES

LE DÉBUT DE LA CONSTRUCTION EST PRÉVUE POUR FÉVRIER 1998.

Pour autres renseignements, veuillez téléphoner à
Père et Fils LAMOUREUX

Omer 781–3915 | **Jean-Louis 791–4615**

Les Petites ANNONCES

Nombre de mots	Nombre de semaines 1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
20 et moins	5,35 $	10,70 $	13,38 $	16,05 $	18,73 $	21,40 $	24,08 $	26,76 $	29,44 $	32,12 $
21 à 28	6,42 $	12,84 $	16,05 $	19,26 $	22,47 $	25,68 $	28,89 $	32,10 $	35,31 $	38,52 $
29 à 35	7,49 $	14,98 $	18,55 $	22,47 $	25,57 $	29,96 $	33,71 $	37,45 $	41,20 $	44,94 $
36 à 42	8,56 $	17,12 $	21,40 $	25,68 $	29,96 $	34,24 $	38,52 $	42,80 $	47,08 $	51,36 $




Ces tarifs incluent la taxe sur les produits et services (TPS). Les petites annonces doivent être payées d'avance et parvenues à nos bureaux au plus tard le lundi précédant la date de publication désirée. Aucun remboursement ni crédit n'est accordé pour les annonces annulées.

Pour ouvrir un compte commercial dans les petites annonces de La Liberté, composez le 237–4823 (1–800–523–3355 pour les gens à l'extérieur de Winnipeg).

DIVERS

REMERCIEMENTS au Sacré-Cœur de Jésus pour faveur obtenue. C.G.D.
180-

À VOTRE COMPTE: Distributeur autonome pour vente d'un bonbon populaire et exclusif. Idéal pour celui qui a déjà une route et facile pour bâtir sa propre route. Gens de 50 ans + bienvenue. Info: 1–800–653–2005.
216-

ASTROLOGIE, VOYANCE, TAROT, NUMÉROLOGIE: Je me présente, Justine, j'ai plus de 39 années d'expérience en voyance. Mes collègues sont Nicole, Marie-Huguette et Mindy. Elles ont 30 années et plus d'expérience. Nous sommes de véritables voyantes, hautement qualifiées. Vous serez surpris par l'extrême précision de nos prédictions. Cet appel pourrait changer votre vie, Amour, Argent, Santé, Travail. Tél.: 1–900–451–5276 (24 heures). 3,79 $ la minute.
217-

SAINT-VALENTIN: Très beau cadeau de lingerie pour votre chérie ou chéri sans aller magasiner! Intéressez vos amis et recevez un cadeau gratuit. Pour information contactez YVETTE au 233–7752.
229-

DIVERS: Pour un support incomparable, Cameo/Figurette Custom-Fitted Bra vous offre un soutien-gorge en 200 différentes pointures. Peut servir pour un soutien quotidien, maternité, allaitement, prothèse au besoin. Pour consultation à mon bureau ou à votre domicile contactez YVETTE au 233–7752.
230-

MERCI MON DIEU pour faveurs obtenues de sœur Teresa. H.S.
235-

REMERCIEMENTS au Sacré-Cœur de Jésus pour faveur obtenue. C.L.P.
236-

RECHERCHE

RECHERCHÉE: personne avec expérience pour préparer déclarations de revenus et autres fonctions. Appelez TAX DEPOT, 196, rue Goulet au 949–3666.
146-

RECHERCHE: Bébé de 6 mois, habitant à Saint-Vital, recherche **un.e gardien.ne** à plein temps qui viendrait chez lui du lundi au vendredi pour les mois d'avril, mai et juin. Appelez Diane ou Philippe au 255–0133.
218-

EMPLOIS: Tu es débrouillard(e), tu souris facilement, tu aimes travailler fort et rapidement, tu aimes travailler dehors. Tu as 16 ans et plus. Tu es bilingue. Tu aimes servir le public. Tu es prêt(e) à travailler les fins de semaine, journées et/ou soirées. Les JARDINS ST-LÉON est peut-être un endroit pour toi. Envoie-nous ton curriculum vitae avec trois références **avant le 15 mars 1998** au 371, place Cabana, Winnipeg (Manitoba) R2H 0K3. Un permis de conduire et expérience en horticulture serait un atout. Seulement les personnes retenues en entrevue seront contactées.
227-

LES JARDINS ST-LÉON recherche une personne très spéciale! Une personne ayant de l'expérience pratique et/ou de l'expertise dans le domaine de l'horticulture, des vivaces et des plantes d'extérieur en général. Doit pouvoir répondre aux multiples questions des clients et pouvoir bien s'occuper des plantes. Heures flexibles, à demi ou plein temps durant les mois de mai, juin et juillet 1998. Envoyez votre curriculum vitae avec références au 371, place Cabana, Winnipeg (Manitoba) R2H 0K3 **avant le 15 mars 1998**.
228-

À VENDRE



À VENDRE OU À LOUER: Saint-Boniface. 239, boulevard Dollard, 59 900 $ ou à louer pour 550 $/mois plus services. Tél.: 222–6651. Confortable 970 pi^2, 1 étage et 3/4, 3 chambres à coucher. Entièrement rénové, armoires en chêne, cuisine avec espace pour manger, linoléum et tapis neuf, bain antidérapant, véranda isolée avec rideaux style café, air central, garage avec système d'ouverture automatique ainsi qu'espace de stationnement, cour clôturée, près des autobus et services. À distance de marche de l'Hôpital Saint-Boniface.
231-

À VENDRE: Imprimante laser à l'état neuf. OKIDATA pour ordinateur. Imprime noir sur blanc, pour format enveloppe et lettre. Demande 325 $ ou meilleure offre. Renseignements: à Saint-Boniface 233–4079.
237-

À VENDRE: "Exerciser Power Walk Plus", avec tapis roulant et bras mobile, angle ajustable. De très haute qualité avec radio-cassette. Se range. En excellente condition. Demande 400 $ ou meilleure offre. Renseignements: à Saint-Boniface 233–4079.
238-

À LOUER

À LOUER: Appartement d'une chambre à coucher. 225 1/2, La Vérendrye, 350 $ + électricité. Stationnement. Disponible immédiatement. Composez le 237–3981 après 18 h.
207-

À LOUER: Deux tentes pour camping d'hiver de 8 pi x 14 pi, avec deux petits poêles à bois. 233–5618.
208-

À LOUER: Grand appartement au 2[e] étage du 166, Provencher. 2 chambres à coucher, salon, cuisine, frigo, cuisinière, laveuse et sécheuse. Salle de bain avec Jacuzzi. 550 $/mois, hydro extra. 668–7417.
219-

À LOUER: Saint-Boniface, près de la rue Des Meurons. Appartement de 2 chambres à coucher, au deuxième étage. Chauffage, électricité et eau compris. 450 $. Appelez Louis au 233–4484 entre 10 h et 17 h.
221-

MAISON À LOUER: avec option d'achat 477, rue Des Meurons. 1[er] février. 2 chambres à coucher, cour clôturé, 5 appareils, 580 $/mois + services. 257–1739.
225-

À LOUER: Une chambre dans un triplex. Propre, tranquille, buanderie. Pas d'animaux. Câble, chauffage et eau compris. 360 $/mois + stationnement. Composez le 231–2800.
226-

À LOUER: Petite maison de deux chambres à coucher près du Collège Saint-Boniface. Laveuse, sécheuse, congélateur, cour clôturée. Libre le 1[er] février. 600 $ + hydro. 231–2360.
232-

À LOUER: Chambre à coucher dans une maison près du CCFM. Cuisine, salon à partager avec colocataire. Disponible le 1[er] février. 325 $/mois. Composez le 697–3934.
233-

À SOUS-LOUER: Maison de 2 chambres à coucher avec plancher de bois franc. Porte patio qui donne sur patio. 4 appareils électriques. Cour clôturée et garage isolé. 550 $ par mois plus services. Téléphonez au 231–1188 après 16 h.
234-

À VOTRE SERVICE

AVOCATS-NOTAIRES

MONK, GOODWIN
•••AVOCATS ET NOTAIRES•••

Me LAURENT J. ROY, c.r.
Me MICHEL CHARTIER

800, Édifice Centra Gas
444, avenue St. Mary
Winnipeg (Manitoba)
R3C 3T1
Téléphone: (204) 956-1060
Télécopieur: (204) 957-0423

TEFFAINE, LABOSSIÈRE

Avocats et notaires,

Rhéal E. Teffaine, c.r.
Denis Labossière

247, boulevard Provencher,
Saint-Boniface (MB)
R2H 0G6.
Téléphone: 925–1900.
Fax: 925–1907.

Alain J. Hogue
Barreaux du Manitoba et de la Saskatchewan

Domaines d'expertise:
- préjudices personnels
- demandes d'indemnité pour Autopac
- litiges civil, familial et criminel
- ventes de propriété; hypothèques
- droit corporatif et commercial
- testaments et successions

Place Provencher
194, boul. Provencher
237-9600

TAYLOR • MCCAFFREY
AVOCATS et NOTAIRES
ALAIN L. J. LAURENCELLE
400, avenue St. Mary, 9e étage
Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5
Tél.: 988-0304 • 1-204-957-5464 *(sans frais)*
Chez Hebert Insurance Agencies à Saint-Claude, chaque mardi de 9 h à 12 h
Au bureau municipal de La Broquerie chaque mercredi de 13 h 30 à 17 h
À la Caisse populaire de Saint-Malo, chaque vendredi de 13 h 30 à 17 h

Léo V. Teillet, B.A., LL.B.

Avocat et notaire
131, boulevard Provencher, pièce 302
Saint-Boniface (Manitoba)
R2H 0G2
Téléphone: (204) 958–6850
Télécopieur: (204) 958–6855

AIKINS, MACAULAY & THORVALDSON
J. Guy Joubert
Marianne Rivoalen
Avocats et notaires
360, rue Main, 30e étage
Winnipeg (Man.) R3C 4G1
Téléphone: (204) 957–0050
Télécopieur: (204) 957–0840
Courrier électronique: amt@aikins.com
Internet: http://www.aikins.com

Jean-Paul Boily, B.A., LL. B.
202, boulevard Provencher
Saint-Boniface (Manitoba) R2H 0G3
Téléphone: 987-3880
Télécopieur: 233-9762

Cet espace est à votre disposition!

OPTOMÉTRISTES

Dr Denis R. Champagne
Optométriste
Sur rendez-vous seulement
212, avenue Regent ouest
224-2254
2090, avenue Corydon
889-7408

Dr Keith Mondésir
Optométriste
- **Examen de la vue**
- **Lunettes ajustées**
- **Verres de contact**

201–1555, chemin St-Mary's
Saint-Vital
Pour un rendez-vous, composez le 255–2459.

ASSUREURS

Agence d'Assurance
AURÈLE DESAULNIERS
(1987)
Pour tout service d'assurance!
Joel Desaulniers
Janet Sabourin-Gatin
Donald Normandeau
Brigitte Normandeau
390-B, boulevard Provencher
Téléphone: 233-4051


SERVICES

L'Immobilière de St. Pierre Realty Ltée
Boîte postale 520
Saint-Pierre-Jolys (Manitoba)
Téléphone: **433-7899**
ferme • résidence • chalet
lots vacants • loisirs • chasse
tous genres de commerces, etc.

EXPERTS CONSEILS / COMPTABLES AGRÉÉS

BDO

GÉRANT
Gilles Chaput, FCA 255-9604
VÉRIFICATION & COMPTABILITÉ
Raymond Desrochers, CA, CFE 255-9619
Marc Rivard, CA 255-9615
Pamela Dupuis, CA 255-9634
Elizabeth Maw, CA 255-9637
EXPERT-CONSEIL À LA PME
Lucien Guénette, CA 255-9602
FISCALITÉ & IMPÔTS
Arthur Chaput, CA 255-9603
Georges Picton, CGA 255-9610
CONSULTATION EN MANAGEMENT & MÉDIATION
Charles Gagné, MPA, CMC 255-9605
PLANIFICATION FINANCIÈRE
James Doer, CA, CFP 255-9621
INFORMATIQUE
Travis Leppky, CA 255-9612
RELANCE, INSOLVABILITÉ & ARBITRAGE
Bruce Caplan, CA, CIP 255-9607
Collin LeGall, CMA, CIP 255-9612
JURI-COMPTABILITÉ ET ENQUÊTES
Raymond Desrochers, CA, CFE 255-9619
Russ Paradoski, CA, CFE 255-9622

Services de consultations en affaires

BDO
BDO Dunwoody
262, rue Marion
Winnipeg (MB) R2H 0T7
T. (204) 233-8593
F. (204) 237-0134
www.bdo.ca
Courrier électronique: gchaput@winnipeg.bdo.ca

Couture
Forest
Cadieux
Coopers
& Lybrand

comptables agréés
consultants en affaires

Associés André G. Couture, c.a.
Raymond A. Cadieux, f.c.a.
Gérard H. Rodrigue, c.a.

Expert-conseil Gabriel J. Forest, f.c.a.

Offrant une gamme complète de services professionnels aux particuliers et aux entreprises

2300, édifice Richardson, 1, place Lombard
Winnipeg (Manitoba) R3B 0X6
Téléphone: (204) 956-0550
Télécopieur: (204) 944-1020

Le savoir-faire en affaires

SERVICES

CHAPELLE FUNÉRAIRE SAINT-PIERRE
Pour être assuré d'un service en français dans la région sud-est, appelez:
LEON MORRISSETTE au **433-7257**
Plus de 20 ans d'expérience
«LOEWEN FUNERAL CHAPELS»
Steinbach Tél.: 326-1351

Cet espace est à votre disposition!

Rose Marie Fiola
- Comptabilité
- Formation
- Déclarations de revenus

211, rue Watson, pièce 305
Winnipeg (Manitoba) R2P 2E1
(204) 633–8119

SERVICES



- **MONUMENTS**
- **PLAQUES EN GRANITE OU BRONZE**
- **INSCRIPTIONS**

L'ART COMMÉMORATIF PERSONNALISÉ
405, avenue Bertrand
233-7864
«Au service des Franco-Manitobains depuis 1910...»

SÉCURE ÂGE INC.
SERVICES À DOMICILE / HOME SERVICES
Qualité de vie pour les aîné(e)s
Paul Filteau-Gobeil, Directeur
(204) 231–4434
- *Soins personnels*
- *Soins des pieds*
- *Entretien domestique*
- *Entretien maison et cour*
- *Coiffure à domicile*

LA LIBERTÉ
Le seul hebdomadaire de langue française au Manitoba
Procurez-vous un exemplaire aux endroits suivants:
À nos bureaux de la Maison franco-manitobaine
383, boul. Provencher
Centre culturel franco-manitobain
340. boul. Provencher
Marion Grocery
237, rue Bertrand
Librairie La Boutique du Livre
315, rue Kenny
Dépanneur Provencher
174, boul. Provencher
Hôpital Saint-Boniface
Boutique de souvenirs
IGA Provencher
390, boul. Provencher
Librairie À la page
200, boul. Provencher
Turbo - Saint-Boniface
230, rue Marion
Boîte à journaux • *Parc Windsor*
1053, prom. Autumnwood
Shell Service
350, chemin Sainte-Anne
Pharmacie St-Pierre • *Saint-Pierre-Jolys*
Chez Arbe • *Lorette*
Sainte-Anne's Food Town • *Sainte-Anne*
Saint-Adolphe Esso • *Saint-Adolphe*
Le Dépanneur • *La Broquerie*

Abonnez-vous à
LA LIBERTÉ
et obtenez
GRATUITEMENT

un laissez-passer familial
(2 adultes, 2 enfants)
au marais Oak Hammock
ET
L'annuaire des services en français 1997

Valide pour les nouveaux abonnements seulement.

Écrivez votre chèque ou mandat de poste au nom de La Liberté.
Adressez votre enveloppe à:
La Liberté
C.P. 190
Saint-Boniface, (Manitoba)
R2H 3B4

Visa & MasterCard acceptées

Options offertes

Au Manitoba

1 an	28, 50 $ ☐
2 ans	51,30 $ ☐

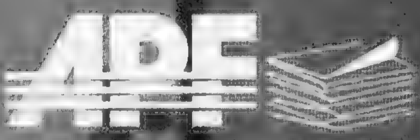
Ailleurs au Canada

1 an	32,10 $ ☐
2 ans	58,85 $ ☐

Nom: ____________________

Adresse: ____________________

SUPPLÉMENT NATIONAL



JANVIER 1998

Association de la presse francophone

ÉDUCATION POSTSECONDAIRE



PERSPECTIVES francophones

VOLUME 2

NORD DE L'ONTARIO

Le choix qui s'impose!





Vie collégiale dynamique!

Nouveau campus principal ultramoderne, à Sudbury

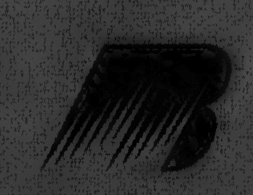
Face à la réalité du changement... le Passeport Boréal :

- nouvelles approches d'apprentissage
- utilisation d'ordinateurs portatifs dans nos programmes
- troncs communs et spécialisés
- entrée continue
- technologies de pointe *(réseaux informatiques et de vidéoconférence, laboratoires spécialisés)*
- plus de 60 programmes à temps plein, dont 30 sont uniques en Ontario français
- appui personnalisé

Affaires
Sciences humaines
Sciences naturelles

Technologies
Métiers
Sciences de la santé

Elliot Lake
Kapuskasing
Sturgeon Falls
Hearst
New Liskeard
Sudbury
Timmins



Collège Boréal

1 800-361-6673
www.borealc.on.ca

QUESTION N°2 !

Dans son tout premier supplément national sur l'éducation postsecondaire, en janvier 1997, l'APF affirmait : «il y a un prix à payer pour garantir la diversité et l'excellence des programmes d'études, partout au pays».

Les étudiants francophones le comprennent, car ils sont des milliers qui, avec raison, osent encore s'endetter de manière considérable dans le but «d'enrichir» leurs connaissances. Pas de formation, pas d'emploi... Ce sera plus vrai que jamais en l'an 2000.

Les prochains diplômés, qu'ils soient Canadiens français, Québécois ou Acadiens, pourront certainement contribuer à l'économie de notre société. Mais il faudra être patient, puisqu'ils devront d'abord rembourser l'argent emprunté afin d'étudier au collège ou à l'université.

Pour assurer l'avenir, le Canada et les provinces éliminent leur déficit... Chez les futurs diplômés, toutefois, cette promesse d'héritage recèle une facture bien salée !

Guy-Marc Dumais



Édition
Association de la presse francophone
325, rue Dalhousie, pièce 702
Ottawa (Ontario) K1N 7G2
Téléphone : (613) 241-1017
Télécopieur : (613) 241-6193
Site Web : *www.apf.ca*
Courriel : *apf.opscom@sympatico.ca*

Direction générale
Guy-Marc Dumais

Rédaction
Philippe Brazeau
Pierre Couture
Josée Descôteaux
Pascal Dessureault
Damienne Gallion
Mamadou Gangué
Denis Guérin, csv
Yves Lusignan

Révision
Jacques Côté

Illustrations
Jacques Laplante

Production
GROUPE RG DESIGN
Gérald Laviolette
René Mercier

Publicité
OPSCOM
Nicole L. Lavoie, directrice
Annie Crevier
Nathalie Portelance
Téléphone : (613) 241-5700
Télécopieur : (613) 241-6313
Courriel : *apf.opscom@sympatico.ca*

Éducation postsecondaire : perspectives francophones (Volume 2) est tiré à 255 000 exemplaires et diffusé entre le 12 et le 18 janvier 1998 par l'entremise des journaux suivants :

Le Gaboteur	(Stephenville)	Terre-Neuve
Le Courrier de la N.-É.	(Yarmouth)	Nouvelle-Écosse
La Voix acadienne	(Summerside)	Île-du-Prince-Édouard
L'Aviron	(Campbellton)	Nouveau-Brunswick
Le Madawaska	(Edmundston)	Nouveau-Brunswick
Le Moniteur acadien	(Shédiac)	Nouveau-Brunswick
Le Papier	(Richibouctou)	Nouveau-Brunswick
Le Devoir	(Montréal)	Québec
Le Droit	(Ottawa)	Ontario
L'Express	(Orléans)	Ontario
Le Reflet	(Embrun)	Ontario
Agricom	(Clarence Creek)	Ontario
Le Carillon	(Hawkesbury)	Ontario
Le Journal de Cornwall	(Cornwall)	Ontario
Le Goût de vivre	(Penetanguishene)	Ontario
Le Métropolitain	(Toronto)	Ontario
Le Rempart	(Windsor)	Ontario
Le Voyageur	(Sudbury)	Ontario
Tribune	(Sturgeon Falls)	Ontario
O-Courant	(New Liskeard)	Ontario
Les Nouvelles	(Timmins)	Ontario
L'Horizon	(Kapuskasing)	Ontario
Le Nord	(Hearst)	Ontario
La Liberté	(Saint-Boniface)	Manitoba
L'Eau vive	(Regina)	Saskatchewan
Le Chinook	(Calgary)	Alberta
Le Franco	(Edmonton)	Alberta
Le Soleil	(Vancouver)	Colombie-Britannique
L'Aurore boréale	(Whitehorse)	Yukon
L'Aquilon	(Yellowknife)	Territoires du Nord-Ouest

Les textes publiés dans ce supplément national reflètent l'opinion des auteurs et ne correspondent pas nécessairement aux opinions de l'éditeur et des annonceurs. *Éducation postsecondaire : perspectives francophones (Volume 2)* est produit par l'Association de la presse francophone (APF), en collaboration avec l'agence de représentation média OPSCOM.

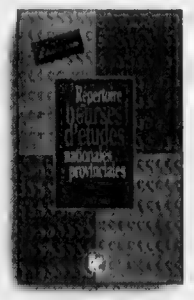
L'APF tient à remercier le ministère du Patrimoine canadien et l'Ambassade de France au Canada de leur appui à ses activités et programmes.



Évolution des droits de scolarité

Établissements	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	Inscriptions 1997 1998	Inscriptions Temps complet
Nouvelle-Écosse										
Université Sainte-Anne	1 935 $	2 035 $	2 215 $	2 392 $	2 870 $	3 157 $	3 473 $	3 647 $	300	268
Collège de l'Acadie	nd	nd	300 $	300 $	450 $	700 $	1 000 $	1 000 $	246	222
Nouveau-Brunswick										
Université de Moncton	1 820 $	1 935 $	2 050 $	2 152 $	2 152 $	2 292 $	2 430 $	2 555 $	6 007	4 726
Collège communautaire d'Edmundston	nd	nd	nd	nd	800 $	800 $	1 200 $	1 600 $	400	379
Collège communautaire de Bathurst	nd	nd	nd	nd	800 $	800 $	1 200 $	1 600 $	966	916
Collège communautaire de Dieppe	nd	nd	nd	nd	nd	800 $	1 200 $	1 600 $	600	585
Collège communautaire de Campbellton	150 $	250 $	250 $	350 $	350 $	350 $	550 $	750 $	332	331
Québec										
École des hautes études commerciales	824 $	1 140 $	1 212 $	1 236 $	1 344 $	1 344 $	1 344 $	1 344 $	8 508	3 616
École nationale d'administration publique	680 $	1 046 $	1 132 $	1 132$	1 332 $	1 332 $	1 332 $	1 332 $	1 174	141
École polytechnique de Montréal	860 $	1 244 $	1 484 $	1 624 $	1 710 $	1 596 $	1 596 $	1 710 $	5 079	3 526
École de technologie supérieure	680 $	1 056$	1 132 $	1 132 $	1 332 $	1 332 $	1 332 $	1 332 $	2 609	1 396
Institut Armand Frappier	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	127	33
Institut national de recherche scientifique	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	369	97
Télé-Université	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Université de Montréal	1 110 $	1 110 $	1 626 $	1 626 $	1 660 $	1 836 $	1 838 $	1 838 $	34 943	18 701
Université Laval	nd	nd	nd	1 530 $	1 668 $	1 668 $	1 668 $	1 668 $	32 759	22 405
Université de Sherbrooke	470 $	820 $	1 170 $	1 544 $	1 668 $	1 668 $	1 668 $	1 668 $	20 658	11 843
Université du Qc. en Abitibi-Témiscamingue	840 $	1 320 $	1 416 $	1 528 $	1 664 $	1 664 $	1 664 $	1 664 $	1 871	798
Université du Québec à Chicoutimi	850 $	1 320 $	1 416 $	1 428 $	1 664 $	1 664 $	1 664 $	1 664 $	6 181	3 083
Université du Québec à Hull	850 $	1 320 $	1 416 $	1 528 $	1 664 $	1 664 $	1 664 $	1664 $	4 737	2 124
Université du Québec à Montréal	850 $	1 320 $	1 416 $	1 528 $	1 664 $	1 664 $	1 664 $	1 664 $	37 613	18 929
Université du Québec à Rimouski	nd	nd	1 416 $	1 594 $	1 664 $	1 664 $	1 664 $	1 664 $	4 378	1 938
Université du Québec à Trois-Rivières	840 $	1 320 $	1 416 $	1 528 $	1 664 $	1 664 $	1 664 $	1 664 $	10 781	5 771
Ontario										
Collège universitaire de Hearst	1 470 $	1 590 $	1 700 $	1 820 $	2 150 $	2 370 $	2 840 $	3 120 $	146	64
Université d'Ottawa	1 638 $	1 770 $	1 894 $	2 026 $	2 228 $	2 450 $	2 850 $	3 134 $	22 783	16 484
Université Laurentienne	1 639 $	1 770 $	1 894 $	2 026 $	2 228 $	2 451 $	2 935 $	3 228 $	2 709	1 041
Université Saint-Paul	1 330 $	1 440 $	1 540 $	1 780 $	1 960 $	2 100 $	2 400 $	2 520 $	800	400
Université de Sudbury	1 639 $	1 770 $	1 894 $	2 026 $	2 228 $	2 451 $	2 935 $	3 228 $	1 300	265
Collège universitaire de Glendon	nd	nd	nd	nd	nd	2 874 $	3 374 $	3 682 $	1 793	1 435
Collège Boréal	-	-	-	-	-	1 329 $	1 640 $	1 844 $	1 696	1 550
Collège des Grands Lacs	-	-	-	-	-	1 109 $	1 275 $	1 403 $	214	170
La Cité collégiale	835 $	895 $	951 $	1 011 $	1 103 $	1 204 $	1 370 $	1 497 $	3 941	3 743
Collège de tech. agri. et alimen. d'Alfred				412 $	513 $	513 $	588 $	1 013 $	113	111
Manitoba										
Collège universitaire de Saint-Boniface	1 529 $	1 570 $	1 774 $	1 863 $	1 981 $	2 017 $	2 157 $	2 257 $	617	423
Alberta										
Faculté Saint-Jean	nd	nd	nd	2 038 $	2 279 $	2 529 $	2 789 $	3 056 $	374	356

RÉPERTOIRE DE BOURSES D'ÉTUDES NATIONALES ET PROVINCIALES





TES OPTIONS POSTSECONDAIRES
Répertoire des programmes d'études postsecondaires en français au Canada

Pour commander :



Fédération de la jeunesse canadienne-française

Place de la Francophonie
301-450, rue Rideau
Ottawa (Ontario) K1N 5Z4

Tél : (613) 562-4624
Fax : (613) 562-3995
fjcf@franco.ca

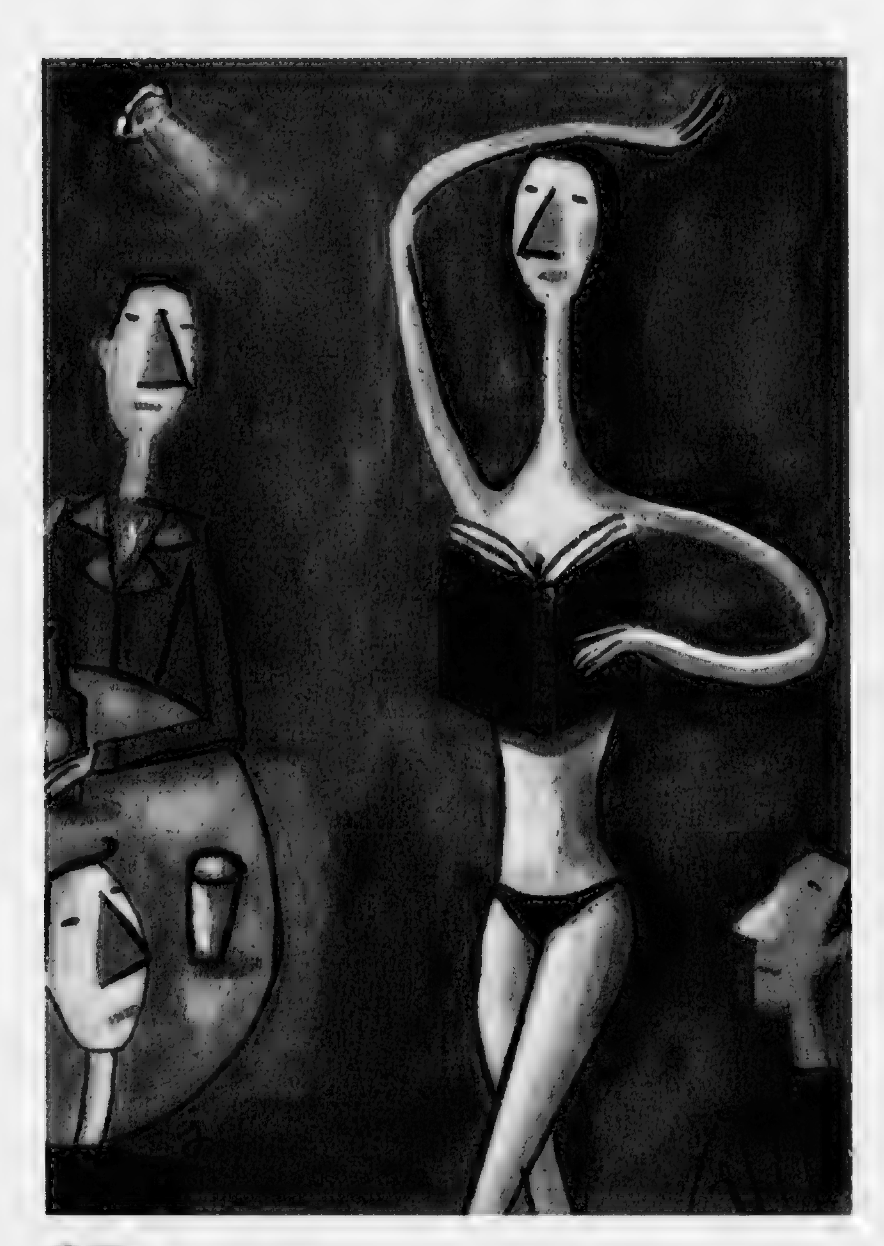
Les droits de scolarité dans les établissements francophones pour la période de 1990 à 1997 excluent tous les autres frais exigés pour une année scolaire. Les frais des établissements universitaires sont basés sur le programme en Arts. Les collèges Boréal et des Grands Lacs, en Ontario, n'ont ouvert leurs portes qu'en 1995.

Les données de l'effectif national sont celles du 1er novembre 1997. La tendance des inscriptions est à la baisse depuis quelques années dans la plupart des provinces. En 1997-1998, les universités québécoises enregistrent une baisse globale de la clientèle étudiante de 2,3 pour cent. La baisse des inscriptions est de 4,8 pour cent à l'Université Laurentienne en Ontario, de 8,6 pour cent au Collège universitaire de Saint-Boniface au Manitoba et de 2,6 pour cent à l'Université de Moncton au Nouveau-Brunswick. À l'automne 1997, 155 000 étudiants étaient inscrits dans les cégeps au Québec.

Recherche et compilation :
Annie Crevier, Pascal Dessureault

ELLE DANSE NUE POUR PAYER SES ÉTUDES !





Pour ne pas avoir de dettes à la fin de ses études, Julie (*nom d'emprunt*), étudiante en troisième année d'université, a fait le choix de danser nue. Ce travail lui rapporte 40 000 $ par année à l'insu de Revenu Canada.

Les parents de Julie ne peuvent pas l'aider financièrement. «Les gens n'aiment pas emprunter pour payer leurs études, mentionne-t-elle, et moi j'ai trouvé un moyen de les terminer sans aucune dette.» À sa première année d'études à l'université, Julie cumulait deux emplois et devait travailler 35 heures par semaine. Présentement, elle travaille de 10 à 15 heures par semaine et gagne encore plus d'argent. En été, elle danse à temps plein. Chaque jour, son emploi lui rapporte entre 150 $ et 500 $.

En apprenant qu'elle fréquente l'université, des clients plus âgés deviennent soudainement plus généreux car ils ont l'impression de contribuer à une meilleure cause. «Il y en a même un qui me donne de l'argent sans me faire danser», mentionne Julie.

Au début, Julie voulait faire ce travail uniquement durant la période estivale, mais elle avoue franchement qu'elle a décidé de continuer à danser durant ses études parce que c'était très payant. Ses revenus substantiels lui permettent de penser à son avenir : «J'ai ma propre voiture et j'ai commencé à me procurer des meubles. J'ai de l'argent en banque et je fais des voyages.»

Habituée à ces avantages financiers, Julie prévoit tout de même cesser de danser lorsqu'elle obtiendra un emploi stable : «Je danse juste pour payer mes études; après je vais travailler dans le domaine de l'enseignement». Elle tient cependant à préciser qu'elle ne souhaite pas enseigner dans la région où elle habite et danse présentement. Elle doit par ailleurs admettre qu'une fois sa carrière amorcée, elle pourrait bien vouloir recommencer à danser, au besoin.

La danseuse nue est marginalisée par la société et Julie le sait bien. Elle constate qu'il existe encore beaucoup de préjugés face à son travail : «J'ai appris qui étaient mes vrais amis et j'ai dû me retirer de l'environnement scolaire où je m'impliquais beaucoup», admet-elle.

Julie relate spontanément un événement qui s'est produit alors que des confrères de classe sont entrés au *club* où elle danse. «Quand je les ai vus, je me suis mise à trembler. J'ai fait mon *show*, il le fallait, car si je m'étais cachée, je me serais reniée. Ils m'ont dit qu'ils n'en parleraient pas, mais la nouvelle s'est quand même répandue.»

Elle déplore qu'un trop grand nombre de personnes aient une idée préconçue du métier qu'elle exerce et qu'on ne cherche pas à connaître la réalité : «Du moment que les gens savent que je danse, ils pensent que je couche avec mes clients et que je me drogue. Ce qui n'est pas le cas». Julie se sent bien dans sa peau : «J'ai appris à vivre avec mon choix. Je suis toujours la même. Je rentre là, je fais ma *job*, c'est tout». Avec une pointe d'ironie, elle ajoute même : «Autant la société me perçoit comme la mauvaise fille, autant dans le milieu de la danse je suis vue comme la bonne fille qui va à l'université, paye ses études et reste chez ses parents». Julie a même servi d'exemple pour une de ses consoeurs de travail, qui est retournée aux études à temps partiel.

Ses parents acceptent et comprennent les raisons qui motivent leur fille à danser nue. Julie reconnaît toutefois qu'une crainte persiste dans leur esprit : «La seule peur de mes parents, c'est que je ne sois pas capable d'accepter un poste moins bien rémunéré».

Seulement une infime partie des étudiantes s'adonnent au métier de danseuse nue pour payer leurs études. «Entre 5 pour cent et 10 pour cent de mes collègues sont des étudiantes et elles dansent uniquement l'été. Il y en a peut-être plus ? Je ne les connais pas toutes.»

Pascal Dessureault

UN ÉTUDIANT PEUT-IL SE PAYER UN VERRE ?

On le sait, fréquenter l'université entraîne plus de déboursés qu'il y a dix ans. En plus des droits de scolarité, quelles sont les dépenses encourues pour une année académique ?

Selon Statistique Canada, entre 1985-1986 et 1995-1996, les droits de scolarité du programme en Arts ont connu une hausse de 146,2 pour cent[1], tandis que le coût de la vie a augmenté de 37 pour cent[2].

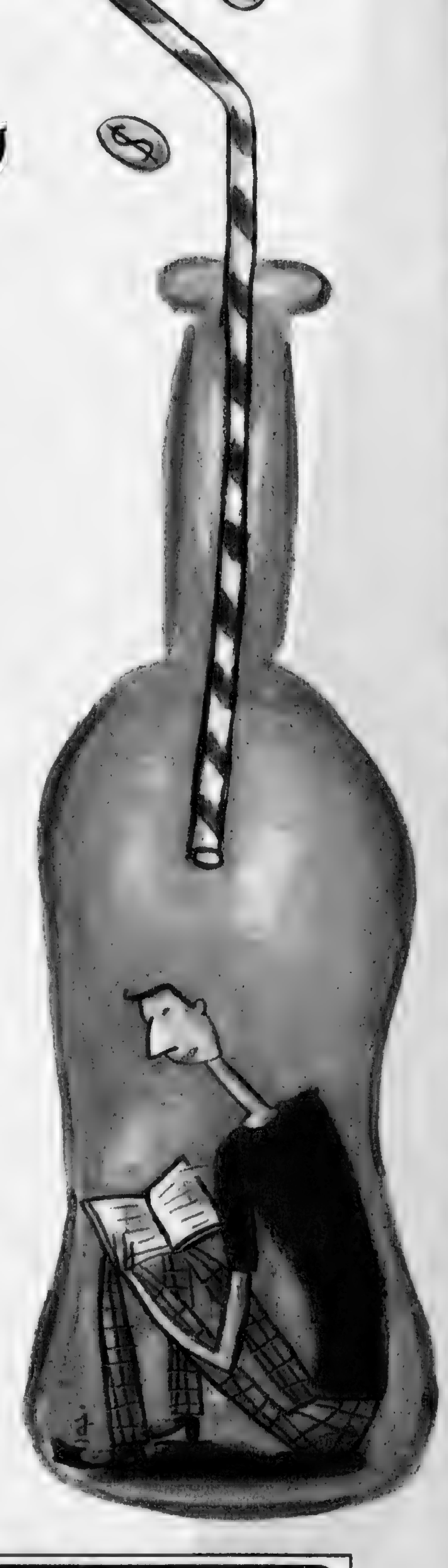
À la fin de la présente année scolaire, les étudiants canadiens auront déboursé 3 117 $ en moyenne pour leurs droits de scolarité. Pour l'année 1996-1997 et 1997-1998, la hausse moyenne de 8,7 pour cent des droits de scolarité au Canada équivaut à une somme de 250 $[3]. Au niveau provincial, l'augmentation atteint 18 pour cent à Terre-Neuve, ce qui équivaut à 480 $; en Ontario, la majoration de 10,1 pour cent représente 298 $; en Colombie-Britannique, l'accroissement de 1,7 pour cent représente 44 $. Dans ces provinces, la facture totalise respectivement 3 150 $, 3 234 $ et 2 705 $. Au Québec cependant, les droits de scolarité sont gelés à 1 700 $ pour l'année scolaire 1997-1998.

Mais ces droits de scolarité ne sont qu'une partie de la facture. Le service d'Aide financière et de bourses de l'Université d'Ottawa indique qu'une année d'études universitaires coûte 6 034 $ à l'étudiant qui habite chez ses parents et 16 034 $ à celui qui habite en appartement à l'extérieur du campus[4].

Effectivement, les étudiants doivent débourser 2 678 $ pour une chambre à occupation simple en résidence, pour huit mois, contre 4 032 $ annuellement dans un appartement de quatre unités. Les étudiants qui désirent habiter hors campus doivent débourser 4 620 $ pour leur chambre (bail d'un an pour un appartement avec deux chambres). Ces montants peuvent varier énormément d'une région à l'autre du Canada. Par exemple, à la Faculté Saint-Jean de l'Université de l'Alberta, une chambre en résidence à occupation simple coûte de 1 832 $ (petite) à 2 152 $ (grande) pour la même période.

Le budget calculé par l'Université prévoit de 240 $ à 1 200 $ pour le téléphone, le chauffage et l'électricité, selon que l'on habite en résidence ou en appartement hors campus. L'Université évalue à 60 $ par semaine la part du budget consacrée à la nourriture, ce qui représente 3 120 $ par année. Pour les étudiants qui habitent chez leurs parents, on omet de calculer la nourriture. Ceux qui habitent en résidence peuvent bénéficier du régime alimentaire, qui leur revient à 2 150 $ pour huit mois.

Le budget d'un étudiant doit inclure les articles de toilette et la buanderie. Une fois de plus, les données changent si on habite la maison familiale ou un appartement à l'extérieur du campus. Dans le premier cas, 480 $ sont consacrés aux articles de toilette et à la buanderie. Quant au second cas, la somme est estimée à 1 140 $. L'Université évalue à 600 $ les frais de transport en commun d'un étudiant qui habite chez ses parents ou hors du campus. Pour l'étudiant qui n'habite pas chez ses parents, les frais de déplacement occasionnels entre l'université et la maison familiale peuvent atteindre 400 $ et plus par année. De surcroît, 1 000 $, 620 $ et 3 334 $ iront cette année aux vêtements, aux livres et aux droits de scolarité à l'Université d'Ottawa.



Travailler dans ta langue seconde ou dans un milieu bilingue te semble un défi?



recherche des étudiants du postsecondaire bilingues, désireux d'aller travailler dans leur langue seconde dans une autre région du pays ou dans un milieu bilingue en faisant appel à leur domaine d'études.

Acquérir une expérience de travail dans une autre région du pays t'intéresse?

TRAVAIL

VOYAGE

Un appui financier pour le transport et une allocation pour l'hébergement sont offerts, si certaines conditions sont respectées.

Renseignements : 1-800-935-5555 ou visitez le site Internet du Patrimoine canadien : http://www.pch.gc.ca ou celui du Répertoire national des diplômé.e.s : http://rnd.rescol.ca

Patrimoine canadien | Canadian Heritage

Canada

La hausse des droits de scolarité, jumelée à la précarité de l'emploi, influence le niveau d'endettement des étudiants.

Statistique Canada constate pourtant, pour les années 90, une hausse constante des inscriptions à temps complet au premier cycle. Cette hausse est de l'ordre de 9,9 pour cent pour la période comprise entre 1989-1990 et 1995-1996.

Au cours de la même période, la situation du marché du travail en été s'est détériorée. En effet, «le taux d'emploi a chuté de 17 points de pourcentage chez les 17 à 19 ans, et de 12 points chez les 20 à 24 ans». Chez les universitaires qui travaillaient tout en poursuivant leurs études, on constatait, en décembre 1996, un taux d'emploi de 33,8 pour cent pour les 17 à 19 ans et de 40,8 pour cent chez ceux âgés de 20 à 24 ans[5]. En 1990, le taux de chômage chez les jeunes de 15 à 24 ans était de 12,7 pour cent. En mars 1997, il se situait à 16,6 pour cent[6], et en août 1997 il atteignait 19,4 pour cent[7].

La Fédération canadienne des étudiantes et étudiants évalue qu'en 1995, les études universitaires engendraient, en moyenne, le remboursement d'un prêt de 17 000 $. Elle estime qu'en 1998, à la fin de leurs études, les bacheliers devront rembourser au gouvernement un prêt moyen de 25 000 $.

L'augmentation du niveau d'endettement a une influence directe sur l'assiduité des diplômés à rembourser leur prêt. En effet, au cours de l'année 1990-1991, 11 pour cent des étudiants ayant bénéficié du *Programme canadien de prêt aux étudiants* déclaraient faillite. En 1995-1996, cette proportion passait à 18 pour cent[8].

Les bourses d'études ne sont plus uniquement attribuées en fonction du mérite académique; les besoins financiers entrent en ligne de compte. Selon Danielle Delorme, directrice du service d'Aide financière et de bourses de l'Université d'Ottawa, la situation financière des étudiants est plus grave qu'il y a quelques années : «C'est approximativement le même nombre d'étudiants qui font appel à nos services, mais ce sont leurs besoins qui augmentent.» En 1992-1993, l'Université distribuait 35 millions de dollars en prêts et bourses; présentement ce montant atteint 64 millions de dollars. Limité à seulement 5 000 $ il y a quatre ans, le budget des bourses de dépannage de l'Université d'Ottawa est aujourd'hui majoré à 1,9 million $. Une banque alimentaire a même été mise sur pied par l'administration de l'Université.

Avant de quitter les études pour des raisons financières, Danielle Delorme recommande à tous les étudiants d'effectuer une très bonne planification budgétaire et de consulter les services d'aide financière et de placement mis à leur disposition par les établissements d'enseignement.

Pascal Dessureault



1 *Statistique Canada, No de Cat. 81-219, et* Revue trimestrielle de l'éducation.

2 *Statistique Canada, No de Cat. 11-001F, «Le Quotidien», le 25 août 1997, p. 5.*

3 *Statistique Canada, No de Cat. 11-001F, «Le Quotidien», le 25 août 1997, p. 6.*

4 *Université d'Ottawa, «Votre éducation, votre argent : Les coûts et l'aide disponible», Service d'Aide financière et de bourses.*

5 *Statistique Canada, No de Cat. 71-005XPB, et* Revue trimestrielle de l'éducation, *printemps 1997, p. 17.*

6 *Congrès du travail du Canada, «Économie», Vol. 8, no 2, tableau 1, 1997.*

7 *Statistique Canada, No de Cat. 11-001F, «Le Quotidien», le 25 août 1997, p. 2.*

8 *Fédération canadienne des étudiantes et étudiants, «Stratégie pour le changement», 4e édition, 1997, p. 30.*

ÉTUDIER À L'UQAM

La chance d'étudier au coeur du Quartier latin dans la plus grande ville française d'Amérique dans des secteurs d'avenir

ENVIRONNEMENT
SCIENCES
GESTION
INFORMATIQUE
ARTS
MULTIMÉDIA
TOURISME
MODE



Un campus moderne
des équipements de pointe
des résidences et un centre sportif neufs

Université du Québec à Montréal

ÉQUIPES SPORTIVES :
ARMES À DEUX TRANCHANTS



Charlottetown, le 24 février 1996. Les Panthers de l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard et les Aigles Bleus de l'Université de Moncton, à égalité après le temps réglementaire, jouent en prolongation. Une défaite, et les hockeyeurs du Nouveau-Brunswick sont éliminés de la course au titre, eux qui ont remporté le championnat universitaire canadien l'année précédente. Un lancer des Panthers qui rebondit sur la ligne du but va mettre le feu aux poudres : après consultation avec ses juges de lignes, l'arbitre décide d'accorder le point, donnant ainsi la victoire aux étudiants de Charlottetown.

Aussitôt, le gardien de but de Moncton et plusieurs de ses coéquipiers se ruent sur l'arbitre, le bousculent, le frappent. Il faudra de longues minutes avant que les entraîneurs, puis les forces de l'ordre, interviennent. Dès le lendemain, les chaînes de télévision locales retransmettent ces images. Elles feront le tour du pays. Jusqu'au prestigieux *National* de la CBC qui en fera ses choux gras pour illustrer un reportage sur le non-respect de l'arbitre par les hockeyeurs.

Pour l'Université, l'effet est désastreux. Au point que Jean-Bernard Robichaud, le recteur, a un coup de sang et décide dans un premier temps de supprimer le programme de hockey. «Nous avons voulu envisager une hypothèse draconienne», dit-il aujourd'hui en jouant sur les mots. Finalement, le programme est maintenu, tout en étant mis sous tutelle pendant deux ans. On fait même appel au magnanime Ken Dryden, ancien gardien vedette des Canadiens de Montréal, pour rédiger un rapport qui mettra un point final à ce qui, pour beaucoup, reste un accident. Jusque-là, il est vrai, l'Université de Moncton n'a pas eu à se plaindre de son équipe de hockey...

Fin des années 70. Sur la glace, les Aigles Bleus subissent depuis de longues années la loi des étudiants anglophones. Jean Perron, qui s'en ira plus tard gagner une coupe Stanley avec les Canadiens, entre alors en scène. Sous sa direction, les francophones de Moncton remportent le championnat universitaire à deux reprises.

«Ce fut un véritable phénomène social, se souvient Daniel O'Carroll, l'actuel directeur du service des sports. Après des années d'échec, on battait enfin les universités anglophones. Les rencontres se jouaient à guichets fermés. Même le recteur y assistait. Ces succès ont donné un grand sentiment de fierté à tous les Acadiens. Voilà pourquoi, quand le recteur a songé à arrêter le programme de hockey après l'incident d'il y a deux ans, nous lui avons dit que ce n'était pas souhaitable.»

Agents de marketing

Pas souhaitable en terme d'image, difficilement envisageable au niveau financier également. Selon les estimations d'un des vice-recteurs de l'époque, le titre universitaire remporté par les Aigles Bleus en 1995 est à l'origine, directement ou indirectement, de la venue de 150 nouveaux étudiants sur le campus l'année suivante.

Même son de cloche du côté des Gee Gees de l'Université d'Ottawa où le programme de football est vraiment le plus en vue. «Chaque année, on amène une trentaine d'étudiants qui ne seraient sans doute pas venus sur le campus si nous ne les avions pas recrutés, rappelle Denis Piché, l'entraîneur-chef adjoint de l'équipe. Sans compter les frères, les soeurs et les amis qui peuvent suivre.»

«Nous sommes les principaux recruteurs d'une université, assure pour sa part Greg Zorbas, en charge de l'équipe masculine de soccer à l'Université Laurentienne. Personnellement, je me rends régulièrement à Toronto, Ottawa, Montréal ou ailleurs. Et même si je ne ramène pas des dizaines de joueurs après chaque voyage, je fais la promotion de mon établissement.»

Ces représentants de luxe, dont les déplacements sont bien souvent pris en charge par le budget du service des sports, sont une aubaine pour les universités. Dans un contexte de chasse aux étudiants toujours plus vive, les services ainsi rendus ne sont d'ailleurs pas toujours perçus à leur juste valeur.

«On nous dit souvent que le programme de football coûte cher, mais on oublie tout ce qu'on apporte, et qui est difficilement chiffrable, insiste Denis Piché. Quand nous nous déplaçons dans les écoles, nous ne nous contentons pas de parler sport. Nous parlons aussi des programmes académiques qui sont offerts, nous vendons l'université. Bref, nous faisons un vrai travail de marketing. Je pense même que, si l'on ajoute les retombées médiatiques de nos résultats, aucun autre organisme n'apporte autant à l'université.»

Les rencontres sont bien évidemment un moyen encore plus direct de faire parler de soi. Les universités du Québec et de l'Ontario l'ont compris et ont modifié le calendrier du football universitaire; la saison prochaine, toutes les équipes des deux provinces se déplaceront les unes chez les autres. Conséquences : une visibilité accrue pour les maisons mères, mais des frais de déplacement également en hausse pour les équipes (déplacer joueurs et entraîneurs pour un match loin de la capitale coûte 6 000 $ au programme de football de l'Université d'Ottawa).

«Un peu de magie»

Consciente des retombées du sport, la direction des universités est bien souvent encline à demander plus... tout en donnant moins. À Moncton, le service des sports a perdu 60 000 $ de subventions en 5 ans, pour un budget annuel qui ne dépasse pas les 200 000 $. Quant à Ottawa, la part de l'université dans le budget des activités sportives ne cesse de baisser. Sur un total de 3 millions de dollars en 1996-1997, elle n'était plus que de 27 pour cent, contre 35 pour cent il y a encore quatre ans. Et comme il n'est pas question de toucher à la contribution des étudiants (43 pour cent), le service des sports comble la différence.

Soucieuses de ne pas trop dépenser, les universités en oublient parfois leur propre intérêt. C'est notamment le cas des camps d'entraînement du début de saison : les universités rechignent parfois à donner aux équipes les 5 000 $ supplémentaires qui permettraient de recruter cinq à dix étudiants de plus, oubliant qu'elles récupéreraient alors trois à six fois leur mise en droits de scolarité.

«Je dois faire un peu de magie, prévient Luc Gélineau, le directeur du service des sports de l'Université d'Ottawa. L'ère de la philanthropie vis-à-vis du sport est terminée. Nous recevons de moins en moins d'argent, mais il est hors de question de supprimer des programmes. On demande donc aux sports qui le peuvent, comme le football, d'avoir une part d'autofinancement plus importante, et d'aller chercher des commanditaires.»

Il y a cinq ans, l'Université Laurentienne a également modifié le financement des Voyageurs, ses équipes sportives, en demandant aux sports les plus chers de s'autofinancer partiellement. «Même si l'Université nous a toujours beaucoup aidés, notre budget nous permet de moins en moins de faire face à nos besoins, avoue quant à elle Pat Pickard, la directrice du service des sports. Il va falloir songer à augmenter la contribution des étudiants pour les sports.»

Au-delà des résultats

Paradoxalement, la situation a peut-être favorisé l'essor de sports moins onéreux à l'Université Laurentienne de Sudbury. «Si nous avions plus d'argent, on ferait du football ici», est persuadé Greg Zorbas. Les joueurs de soccer, en accumulant les bons résultats au niveau provincial et national, sont ainsi devenus l'une des vitrines les plus remarquées de l'établissement. Comme les footballeurs à Ottawa et les hockeyeurs à Moncton, ils assurent à l'université une visibilité médiatique non négligeable.

Seul problème : les journalistes ne sont pas forcément les meilleurs relationnistes qui soient pour les établissements. L'Université de Moncton en sait quelque chose, qui se serait bien passée des médias au moment de l'affaire des Aigles Bleus. L'automne dernier, ce fut au tour de l'Université d'Ottawa d'avoir mauvaise presse. À peine deux de ses footballeurs venaient-ils de subir un contrôle positif à l'usage de stéroïdes anabolisants que la nouvelle faisait le tour des salles de rédaction : affaire de dopage chez les Gee Gees. «Tout le monde en a complètement oublié notre fiche de six victoires et une seule défaite, constate amèrement Denis Piché. Les médias ainsi que l'administration ont cherché à pointer du doigt les responsables... Mais les responsables, ce sont seulement les deux garçons en question. Il est impossible pour nous de surveiller nos joueurs 24 heures sur 24, douze mois sur douze.»

Si le blâme a plané sur tout le programme, l'affaire a été vite oubliée en fin de saison. Les Gee Gees suscitaient à nouveau l'attention en préparation à l'affrontement ultime du football

(la suite en page 10)

Deux Québécois chez les Gee Gees

L'un a fait son cégep à Trois-Rivières, l'autre à Saint-Georges de Beauce. «Mais qu'irais-je donc faire dans la galère de la capitale ?» auraient-ils pu se dire quand les recruteurs de l'équipe de football des Gee Gees se sont rendus dans leurs collèges il y a cinq ans. Pourtant ils n'ont pas hésité une seule seconde à répondre à l'invitation.

«L'Université d'Ottawa était la seule université où je pouvais jouer au football tout en continuant à étudier en français, explique Martin Arsenault*, originaire de Sainte-Ursule. Et puis c'était une bonne occasion pour apprendre l'anglais.» - «Personnellement, j'avais moins le choix, reconnaît Sébastien Naud. Seule l'Université d'Ottawa me permettait d'obtenir un baccalauréat en criminologie, la spécialité que j'avais choisie. Mais j'avoue que le fait de pouvoir continuer à jouer au football n'a fait que conforter mon choix.»

Il y a encore cinq ans, aucune université francophone québécoise n'avait de grand programme de football. Depuis, l'Université Laval s'est lancée dans l'aventure, espérant certainement attirer les nombreux élèves québécois qui pratiquent le football dans les cégeps, mais qui devaient quitter leur province pour continuer de pratiquer leur sport. «Cela ne m'aurait pas fait changer d'avis, assure Martin. J'étais attiré par la réputation des Gee Gees, et je voulais jouer dans cette équipe.»

En revanche, les deux joueurs font le même constat : ils ne seraient sans doute pas venus sans l'aide du régime des prêts et bourses du gouvernement québécois, aujourd'hui considérablement revu à la baisse. Sans parler de l'écart toujours croissant entre les droits de scolarité des universités de l'Ontario et du Québec. «Il n'y a qu'à regarder les nouvelles recrues de cette année, constate Sébastien Naud. Parmi elles, il y a beaucoup moins de Québécois qu'avant.» Reste une question : les Gee Gees auront-ils à s'en plaindre ?

D.G.

** Quelques semaines après cet entretien, Martin Arsenault est contrôlé positif au stanozol. Il a été exclu de l'équipe des Gee Gees et suspendu pour une période de quatre ans par les instances sportives universitaires.*



PRIME MINISTER · PREMIER MINISTRE



Je suis très heureux d'adresser mes cordiales salutations à la direction, aux collaborateurs et aux lecteurs du supplément national ***Éducation postsecondaire : perspectives francophones****.*

Aujourd'hui plus que jamais, il est essentiel de favoriser une formation qui permette de relever les défis et d'envisager l'avenir avec confiance dans tous les secteurs de la société. Dans ce contexte, cette publication représente un bel exemple d'effort collectif. Elle constitue en effet une mine d'informations sur les programmes et les institutions postsecondaires, tout en ouvrant de nouveaux horizons et en renforçant les liens entre francophones du Canada.

Je félicite l'Association de la presse francophone de cette initiative et souhaite à tous et à toutes bonheur et succès pour l'avenir.

Jean Chrétien

OTTAWA
1998

universitaire canadien. Cette fois au moins, la finale de la coupe Vanier, disputée aux mains des redoutables Thunderbirds de l'Université de la Colombie-Britannique, allait offrir une excellente visibilité aux joueurs de l'équipe d'Ottawa et à leur université.

Toujours est-il que, de Moncton à Sudbury en passant par Ottawa, l'unanimité est de mise : «Jamais nous ne supprimerons un de nos programmes pour favoriser d'autres sports plus médiatisés», assurent en chœur les directeurs des services des sports.

«Je n'oublie pas une chose : les étudiants, dans leur ensemble, sont nos premiers bailleurs de fonds, rappelle Luc Gélineau. Près d'un million d'usagers par an fréquentent nos installations sportives.» S'il devait y avoir un conflit d'intérêts entre les joueurs d'élite et les sportifs de la petite semaine, le règlement n'avantagerait pas forcément les premiers. D'autant que, là encore, le sport rapporte.

L'an dernier, l'Université d'Ottawa a lancé ses camps d'été : combinant activités sportives et éducation, ils s'adressaient aux jeunes de 4 à 15 ans. Heureuse initiative qui a permis à l'établissement de rentabiliser encore un peu plus ses installations (chaque camp d'une semaine coûtait 140 $) mais aussi d'amener sur le campus des jeunes de la région qui sont autant d'étudiants potentiels. Nouvelle preuve, sous une autre forme, de l'importance du sport dans l'activité des universités.

Néanmoins, aucun établissement canadien ne semble prêt à suivre l'exemple (qui tient de plus en plus du mythe) des campus américains, où la capacité des étudiants à aligner les paniers à trois points semble plus importante que leur moyenne scolaire. «Au milieu des années 80, après nos premiers succès, il y a eu une petite dérive, reconnaît Daniel O'Carroll, en parlant des Aigles Bleus. Il y avait une telle pression... Tout le monde nous disait qu'il fallait aller chercher le titre... Si bien que certains entraîneurs ont été tentés de recruter des étudiants selon des critères uniquement sportifs. Mais aujourd'hui, c'est bien fini.»

«Le sport ne tient pas seulement aux résultats, conclut Ross Paul, l'ancien recteur de l'Université Laurentienne. C'est aussi un moyen d'augmenter la cohésion au sein d'une université. Et cela n'a pas de prix.»

Denis Guérin





Université Sainte-Anne

Depuis 1890, la seule université d'expression française en Nouvelle-Écosse.

• Arts • Éducation • Administration des affaires • Sciences

Pointe-de-l'Église
Nouvelle-Écosse B0W 1M0
Téléphone : (902) 769-2114
Courriel : admission@ustanne.ednet.ns.ca

LA *CHASSE* AUX ÉTUDIANTS



Leur clientèle ayant diminué au cours des dernières années, les universités francophones vivent une réorganisation de taille ! À commencer par la méthode de recruter leurs futurs étudiants, question de bien se distinguer de la concurrence.

Selon le secrétaire général et registraire de l'Université Sainte-Anne en Nouvelle-Écosse, Gérard C. Boudreau, «il n'y a pas mille nouvelles façons de faire les choses. Même si le réseau Internet en est une, en ce qui nous concerne, on doit aller où sont les francophones. En Nouvelle-Écosse, un certain pourcentage de la population est susceptible de fréquenter notre établissement. Mais on n'arrête pas là notre travail de recrutement sur le terrain, car on doit dépasser nos frontières et recruter au Nouveau-Brunswick, au Québec, à Terre-Neuve, à l'Île-du-Prince-Édouard et en Ontario».

Au cours des prochaines années, la stratégie de l'Université Sainte-Anne pour recruter de nouveaux étudiants s'articulera autour de quatre éléments très importants. «Nous insistons sur l'environnement dans lequel l'étudiant aura à évoluer, le service personnalisé, la petite taille de notre institution et le haut taux de placement de nos finissants.»

Cette stratégie aurait déjà rapporté des dividendes puisque Sainte-Anne a atteint ses objectifs de recrutement pour 1997-1998 : «Nous voulions 125 nouveaux étudiants à temps complet, nous en avons recruté 126», calcule M. Boudreau.

Du côté du Nouveau-Brunswick, l'Université de Moncton a confié à deux entreprises privées le mandat d'établir son plan de communication et de promotion pour les années à venir. Afin de connaître les perceptions et les attentes de la population face à l'établissement d'enseignement, on a consulté plus de 500 personnes sur le territoire desservi. «S'il y a une conclusion qui se dégage, c'est que la population exprime avant tout une sympathie naturelle envers notre institution et la considère comme faisant pratiquement partie de la famille», lance le recteur Jean-Bernard Robichaud.

L'Université de Moncton intensifie ses efforts de recrutement. Sa campagne de promotion valorise l'excellence académique et la qualité des services offerts. L'université fait des efforts pour s'adresser plus directement aux jeunes en utilisant des images et un vocabulaire plus familiers.

L'Université Laval, qui cible surtout la ville de Québec et l'est de la province, a entrepris une campagne comprenant des affiches et un message de 30 secondes dans les salles de cinéma. Le thème : *Réussir, ça se passe entre les deux oreilles*. «L'institution avait constaté une baisse de sa clientèle traditionnelle et a décidé de se réaffirmer face à cette dernière», explique Alain Lavigne du Service des communications de l'Université Laval.

Et cette campagne, combinée à des journées d'information et de bienvenue, semble porter fruits. Après avoir connu une baisse de sa clientèle durant quatre années consécutives, Laval a enregistré une hausse de 4,6 pour cent pour ses inscriptions de l'automne 1997.

Dans la métropole, où la compétition est féroce, l'Université du Québec à Montréal (UQAM) a pris le taureau par les cornes. L'établissement y est allé de panneaux-réclame disposés un peu partout en ville et dans le métro, avec un message non équivoque : «réussir@uqam». Son concept publicitaire a accouché d'une nouvelle adresse et d'un site Internet (*www.reussir.uqam.ca*). Sauf qu'à la rentrée d'automne, la clientèle de l'UQAM a connu une baisse de 2 pour cent.

L'Université d'Ottawa est très active dans les écoles secondaires et auprès des conseillers en orientation. Envois postaux, journées d'accueil et présence aux différentes foires sur l'éducation sont les principales façons de faire de l'université. Mais, dit Lise Huot du Service des communications, l'Université d'Ottawa cogite un nouveau slogan et prépare une stratégie pour mieux cibler les attentes de sa clientèle, dont une tournée virtuelle du campus qui sera disponible sur son site Internet (*www.uottawa.ca*).

Pierre Couture

l'important c'est d'apprendre

FORMATION PRÉUNIVERSITAIRE
BACCALAURÉAT INTERNATIONAL · SCIENCES DE LA NATURE · SCIENCES HUMAINES ARTS PLASTIQUES · MUSIQUE · MUSIQUE-SCIENCES · MUSIQUE-SCIENCES HUMAINES MUSIQUE-SCIENCES DE L'ADMINISTRATION MUSIQUE-LANGUES ET TRADUCTION LANGUES ET TRADUCTION

FORMATION TECHNIQUE
TECHNOLOGIE DE L'ESTIMATION ET DE L'ÉVALUATION EN BÂTIMENT · TECHNIQUES POLICIÈRES · TECHNIQUES D'ÉDUCATION EN SERVICES DE GARDE · MUSIQUE POPULAIRE · COMMERCIALISATION DE LA MODE · DESIGN DE MODE

FORMATION INTÉGRÉE DE TYPE « COLLÈGE UNIVERSITAIRE »
MAJEURE EN JAZZ & MUSIQUE POPULAIRE, AVEC L'UNIVERSITÉ LAVAL

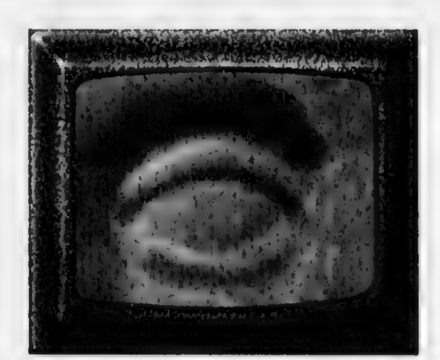
RÉSIDENCES 400 CHAMBRES
ÉDUCATION DES ADULTES
PRÊTS ET BOURSES
CENTRE SPORTIF
SERVICE DE TOURISME ET DE CONGRÈS

INFORMATIONS INSCRIPTIONS RÉSERVATIONS 418.872.8041

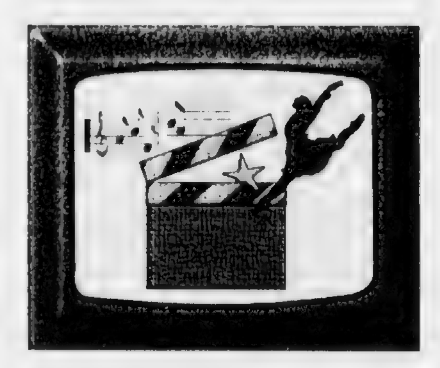
SANS FRAIS 1.800.463.8041

CAMPUS NOTRE-DAME-DE-FOY
5000, RUE CLÉMENT-LOCKQUELL
SAINT-AUGUSTIN-DE-DESMAURES
QUÉBEC G3A 1B3

CAMPUS
NOTRE-DAME-DE-FOY

Apprendre avec plaisir !

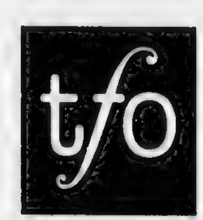


Divertir avec intelligence !



Informer avec flair !

La télévision éducative et culturelle de l'Ontario



la télé bien pensée !

www.tfo.org
1.800.463.6886

ÉTUDIANTS ÉTRANGERS :

UNE CLIENTÈLE CONVOITÉE

Variable d'une université à une autre, le taux de recrutement d'étudiants étrangers a connu un essor important au cours des années 80. Mais on note un certain plafonnement depuis quelque temps, dû à une compétition de plus en plus féroce.

Le marché mondial des étudiants étrangers est maintenant convoité par un plus grand nombre d'universités. Outre le Canada, l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis sont des joueurs très actifs pour vanter les mérites de leurs établissements d'enseignement supérieur.

Début octobre 1997, l'Université de Moncton dirigeait, en collaboration avec l'Université du Nouveau-Brunswick, une mission commerciale au Viêt-nam. Cette région de l'Asie du Sud-Est compte 75 millions d'habitants et elle est en pleine croissance économique.

La mission a permis à l'Université de Moncton de recruter sur le terrain, et de vanter sa qualité d'enseignement. Elle a distribué plus de 2 000 brochures du programme de MBA (maîtrise en administration). L'objectif consistait à convaincre les étudiants vietnamiens de compléter leur baccalauréat à Moncton.

À l'Université Laval, le recteur François Tavenas aimerait bien doubler d'ici quelques années le nombre d'étudiants étrangers qui fréquentent son établissement. D'ailleurs, le Conseil universitaire vient de mettre sur pied un groupe de travail sur l'action internationale de l'Université Laval. Selon le recteur, «si on se rappelle que la plupart de ces étudiants retournent dans leur pays au terme de leurs études, on réalise qu'il s'agit là, pour l'Université comme pour la région, d'un important contingent d'ambassadeurs susceptibles de créer des liens culturels et économiques durables avec nous».

La présence de l'Université d'Ottawa à des conférences Asie-Pacifique et à des foires sur l'éducation en Asie de l'Est est essentielle, dit Lise Huot du Service des communications. «L'avantage de l'Université d'Ottawa est de pouvoir compter sur un nombre important d'ambassades sur son territoire. De fait, une bonne

UNIVERSITÉ SAINT-PAUL

études chrétiennes, théologie, communications sociales, pastorale, sciences de la mission, droit canonique

223, rue Main, Ottawa ON K1S 1C4
téléphone: (613) 236-1393 télécopieur: (613) 782-3005
courrier électronique: info@ustpaul.ca
internet: http://www.ustpaul.ca

USP



partie de nos étudiants étrangers ont entendu parler de notre université par le biais d'ambassadeurs», souligne-t-elle.

Du côté de l'Université Sainte-Anne, c'est en Louisiane et dans la région de Boston que l'on recrute des étudiants étrangers. Au cours des derniers étés, des *Cadiens* sont venus perfectionner leur français dans le cadre d'un programme d'immersion. «On espère que ces étudiants vont en parler à d'autres et que cela va générer des inscriptions à temps complet», dit le registraire et secrétaire général, Gérald C. Boudreau.

Droits de scolarité : un bon placement

En ce qui a trait aux droits de scolarité, les universités canadiennes demeurent un bon placement pour les étudiants étrangers. L'Association des universités et collèges canadiens (AUCC) cite une étude comparative réalisée en 1994 par *IDP Education Australia*, portant sur les frais de cours de deuxième et troisième cycles qui sont facturés aux étudiants étrangers. Selon cette étude, c'est au Canada que les droits de scolarité sont les plus économiques, dans plusieurs disciplines.

Les droits de scolarité des étudiants étrangers de premier cycle pour l'obtention d'un diplôme en arts sont, annuellement, de 4 000 $ à 6 000 $ supérieurs à ceux des étudiants canadiens.

Sur le plan financier, les revenus générés par les étudiants étrangers sont intéressants et peuvent s'étendre sur une plus longue période. D'ailleurs, dit-on, certaines universités canadiennes auraient reçu des dons généreux de la part d'anciens qui se rappellent leur passage au pays.

À Québec, une récente étude démontre que les 1 600 étudiants étrangers de l'Université Laval injectent près de 11 millions de dollars par année dans l'économie de la région. «Voilà un bénéfice net intéressant. Et d'autres études similaires effectuées ailleurs au pays ont produit des résultats comparables», disait le recteur François Tavenas lors d'un discours prononcé devant la Chambre de commerce de Québec.

Vive la France !

Ce n'est pas un secret, les établissements d'enseignement québécois exercent un attrait particulier en France. Selon la revue *Québec Info*, «le nombre d'étudiants français au Québec a presque quadruplé en 10 ans». On y note également que la clientèle étrangère des universités québécoises a connu une augmentation de 6 pour cent au cours de la dernière année. Près des deux tiers des 11 073 étudiants étrangers inscrits dans les universités de la Belle Province en 1996-1997, fréquentaient les universités francophones.

Pierre Couture

à la **RECHERCHE** *d'une*

université ?

L'Université Laval

la première université de langue française en Amérique

Pavillon Bonenfant, bureau 2440, Université Laval, Québec (Qué.) G1K 7P4

UNIVERSITÉ LAVAL

Renseignez-vous: **http://www.ulaval.ca**

M. Mme Nom ____________ Prénom ____________

Adresse: ____________

____________ Code postal ____________

Envoyez-moi des renseignements sur:

Baccalauréat Maîtrise Doctorat en ____________

____

Nous offrirons un T-shirt aux 50 premières personnes qui nous retourneront ce coupon

ASSOCIATIONS ÉTUDIANTES :
PME EN PUISSANCE



Ce n'est pas parce que les étudiants universitaires mangent du macaroni au fromage cinq fois par semaine qu'il faut conclure que les fédérations étudiantes sont toutes pauvres comme Job. Que non !

Prenez le cas de la Fédération étudiante de l'Université d'Ottawa Inc. (FEUO). Le total de ses actifs est évalué à 5,5 millions de dollars. Elle est propriétaire de trois commerces (un dépanneur, un bar et un comptoir-lunch) et de quatre médias. Elle offre de nombreux services, dont un appui technique à 72 clubs étudiants, et compte une soixantaine d'employés. Ses revenus, qui proviennent essentiellement de la cotisation étudiante (32,25 $ par semestre, dont 19 $ vont directement à la Fédération), s'élèvent à plus d'un million de dollars par année.

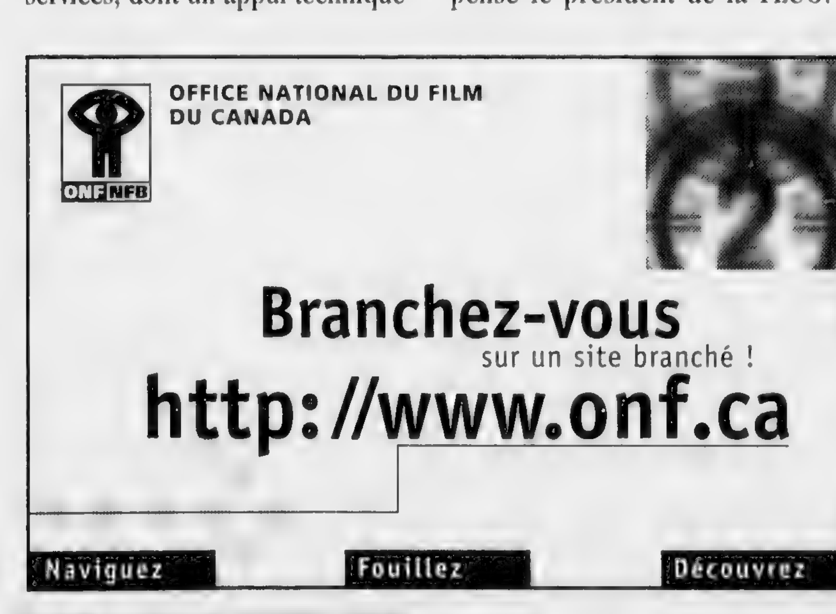
Ce n'est pas d'hier que la Fédération brasse de l'argent. Mais au moment où les universités font face à d'importantes compressions budgétaires, les associations étudiantes sont nécessairement appelées à changer de rôle et à adopter résolument une mentalité d'affaires, pense le président de la FEUO. Depuis 1994-1995, on parle de la FEUO Inc., et le conseil étudiant se comporte maintenant en véritable conseil d'administration.

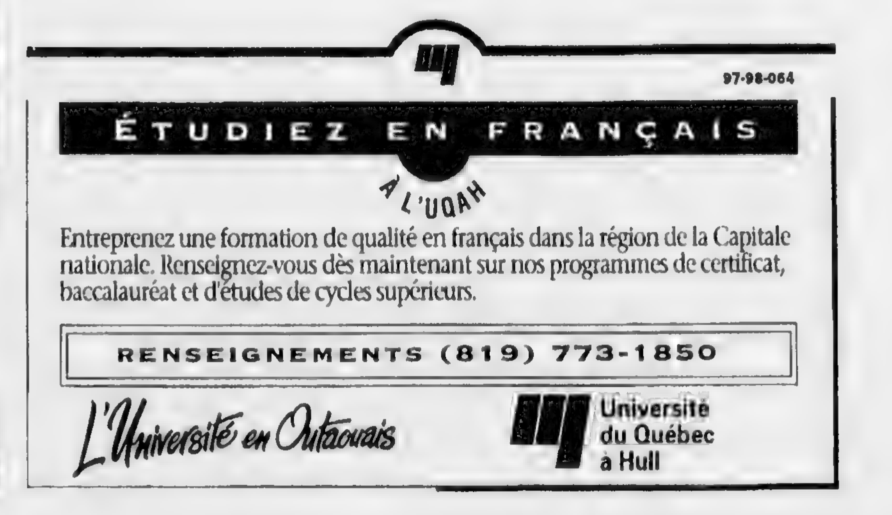
«Les fédérations étudiantes, si elles ne sont pas en voie de devenir des PME, vont le devenir inévitablement, dit Alain Gauthier. La réalité économique force les fédérations étudiantes à ne plus être seulement un organisme de lobbying politique.» Preuve que les temps changent dans le mouvement étudiant : il existe maintenant une organisation nationale regroupant uniquement... les gérants des entreprises appartenant aux fédérations étudiantes !

La Fédération a aussi un rôle à jouer dans la création d'emplois sur le campus. Mine de rien, la FEUO a versé plus de 263 000 $ en salaires en 1996-1997. Les quatre membres de l'exécutif gagnent 21 000 $ par année ! On est loin de l'époque où les étudiants militaient strictement «pour la cause» et se contentaient de la gratification qui venait avec le poste.

«Les exigences du poste et les responsabilités ont fait que c'était inévitable», croit Alain Gauthier. C'est à l'Université Western en Ontario que les salaires des membres de l'exécutif sont les plus élevés au pays : 26 000 $, sans compter les avantages sociaux. C'est aussi à cette université que la cotisation à l'association étudiante est la plus élevée au pays : 336 $! À titre de comparaison, la cotisation à l'Université Laval et à l'Université de Montréal est de... 20 $!

Cette approche économique a évidemment des répercussions sur le choix de carrière de ceux et celles qui forment l'exécutif étudiant : «Au cours des vingt dernières années, il y a eu trois choix de carrière : les médias, la politique ou les affaires», dit Alain Gauthier, qui précise : «Dans les années 80, c'était surtout la politique. Depuis les années 90, c'est surtout les affaires.» Pour la petite histoire,





soulignons que le ministre fédéral de la Santé, Allan Rock, et le député fédéral d'Ottawa-Vanier, Mauril Bélanger, ont agi comme présidents de la Fédération dans les années 70.

Les compressions budgétaires, la hausse constante des droits de scolarité et une baisse des revenus ont obligé la FEUO à s'adapter à la dure loi de l'économie de marché. Elle qui a déjà eu 23 employés à son service n'en compte plus que 11 à temps complet. À une époque pas si lointaine, ses actifs étaient évalués à plus de 7 millions de dollars et elle gérait pas moins de sept commerces ! «Les étudiants, explique Alain Gauthier, consomment tout simplement moins qu'il y a quatre ans.»

Pourtant, à première vue, les affaires ne semblent pas trop mal se porter. Le dépanneur enregistre des revenus bruts de 2 millions de dollars par année, le comptoir-lunch vend pour 625 000 $ de sandwichs, cafés, jus et beignes, et le bar pour 570 000 $ de boissons alcoolisées.

Les étudiants ont aussi moins le coeur à la fête que par le passé. On a aboli en 1993-1994 le poste de vice-président aux affaires sociales. Cette année-là, la Fédé avait flambé près de 140 000 $ pour la semaine d'accueil et l'organisation de toutes sortes d'activités sociales. Aujourd'hui, les étudiants doivent uniquement aux commanditaires de fêter la rentrée scolaire.

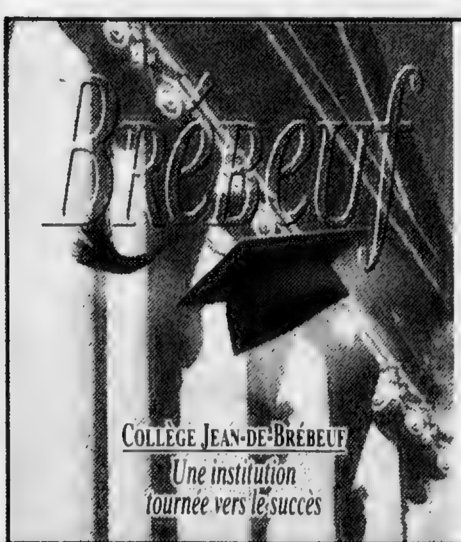
Même les semaines d'accueil ont changé d'orientation depuis quelques années : «Auparavant, c'était le gros party. Maintenant, on embauche soixante-dix guides formés en soins d'urgence, tolérance à l'alcool et agressions sexuelles. C'est beaucoup plus axé sur la sécurité, sur l'information, et sur l'entregent», explique la vice-présidente aux affaires extérieures, Nathalie Carrier : «Ça fait quatre ans que je suis à l'Université. Si je compare ma semaine d'accueil à celle du mois de septembre dernier, c'est le jour et la nuit.»

Sous la pression des étudiants, qui paient cette année 3 334 $ en droits de scolarité, la Fédération doit maintenant offrir des services que l'Université se dit incapable de financer : «On a un recul sur les services qui sont offerts par l'administration. Les fédérations étudiantes sont obligées de combler ce vide», dit Nathalie Carrier.

Il y a quelques années, la Fédération a même ouvert sur le campus... une banque alimentaire, aujourd'hui fermée. Elle a aussi créé un service de raccompagnement, un Centre d'entraide qui offre un service de tutorat et, plus récemment, un Centre Fierté pour les gais, lesbiennes et bisexuels du campus. La Fédération parraine aussi à chaque année un étudiant réfugié outremer, en faisant don d'une bourse de... 18 000 $!

Consciente que les adultes et les étudiants à temps partiel forment maintenant le tiers de la population étudiante, la Fédération a aussi créé un service pour répondre à leurs

(la suite en page 16)



D.É.C. en Arts et Lettres
D.É.C. en Sciences humaines
D.É.C. en Sciences de la nature
D.É.C. (intégré) en Sciences, Lettres et Arts
Baccalauréat International en Sciences humaines
Baccalauréat International en Sciences de la nature

(514) 342-9342 poste 255

Le Collège offre aussi le cours secondaire.

HEC

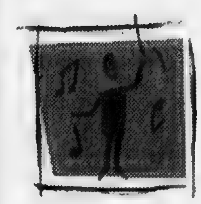
Baccalauréat en administration des affaires

La touche HEC

Grande école de gestion de calibre international, l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal vous propose d'excellents programmes d'études, dont le baccalauréat en administration des affaires (B.A.A.). Vous y trouvez aussi un milieu propice au dépassement et une foule d'occasions de profiter de *la touche HEC* :

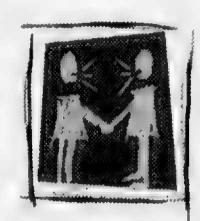
Pour vivre «l'international», le prestigieux programme Passeport pour le monde vous permet de faire une partie de votre B.A.A. dans l'une des plus grandes écoles de gestion à l'étranger.

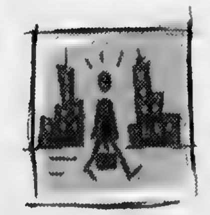




Usage intensif de l'ordinateur portatif, technologie complètement intégrée à *l'expérience* des étudiants. Voilà le programme Virtuose. Avant-gardiste !

Les affaires se font en plusieurs langues, d'où l'accent sur la maîtrise du français et l'offre de cours de gestion en anglais et en espagnol.





Résultat : un taux de placement avoisinant 95 % année après année pour les finissants du B.A.A. des HEC.

École des Hautes Études Commerciales
3000, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Montréal
(Québec) Canada H3T 2A7

http://www.hec.ca



besoins particuliers : le Centre mature et temps partiel. On a compris que ces étudiants, qui sont âgés de plus de 24 ans et qui retournent sur les bancs d'école après plusieurs années sur le marché du travail, ont des préoccupations très différentes de la clientèle traditionnelle, plus jeune.

Les petites universités ont aussi des fédérations étudiantes dynamiques. La Fédération des étudiants et étudiantes du Centre universitaire de Moncton (FEECUM), qui a vu le jour en 1968, vient d'investir 200 000 $ dans la rénovation de son club étudiant. Pour les travaux de rénovation, la FEECUM s'est associée à un homme d'affaires de Moncton, qui assure aussi la gestion du club : «L'homme d'affaires a financé la rénovation. Il a accepté d'aller à la banque pour nous», explique la directrice générale, France Friolet, qui reconnaît qu'il s'agit d'une «entente exceptionnelle». La Fédération doit maintenant s'atteler au remboursement de son prêt, ce qui ne devrait pas poser trop de difficultés : entre janvier et avril 1997, le club Osmose a enregistré un profit net de 25 000 $.

La Fédération est aussi propriétaire d'un dépanneur, qui fonctionne à perte : «Ça fait quatre ans qu'il est ouvert et on n'a pas encore fait d'argent», précise France Friolet. Le dépanneur emploie six étudiants à temps partiel et un gérant à temps complet.

À Moncton, la cotisation étudiante s'élève 104,50 $, ce qui représentait un revenu de 376 000 $ en 1996-1997. Une partie de la cotisation (25 $) sert cependant à payer la moitié de l'emprunt de 1,5 millions de dollars que l'Université a contracté lors de la construction du nouveau centre étudiant de 4,2 millions de dollars, qui a ouvert ses portes en 1993.

La FEECUM compte seulement deux employés salariés : la directrice générale et une adjointe administrative. Le nombre total d'employés étudiants salariés est d'environ 40, dont six au siège social, qui touchent pour la plupart le salaire minimum de 5,50 $ l'heure. La masse salariale était de 194 500 $ en 1996-1997.

Les quatre étudiants qui composent l'exécutif de la FEECUM ne sont pas des salariés, mais le président reçoit une compensation de 3 500 $ et les trois vice-présidents empochent 2 500 $ chacun. À ce montant, l'Université ajoute une exonération totale des droits de scolarité pour le président et une exonération des deux tiers pour les vice-présidents. Un ou deux membres de l'exécutif travaillent aussi à chaque été aux bureaux de la Fédération.

«Nous essayons toujours de créer des emplois pour les étudiants afin de leur permettre d'amé-



liorer leur qualité de vie et de leur donner une expérience de travail. Ici, plusieurs étudiants ont réellement besoin d'un emploi pour survivre», explique France Friolet, qui croit que la FEECUM se compare à une PME.

La baisse du nombre d'étudiants inscrits à l'Université de Moncton entraîne cependant une diminution des revenus de la FEECUM. Là aussi, la réalité économique atteint la Fédération, qui a perdu plus de 94 000 $ en cotisations au cours des quatre dernières années. La Fédération a toutefois réussi à ne pas toucher à son surplus accumulé, qui s'élève quand même à 115 000 $.

À une plus petite échelle, l'Association générale des étudiants de l'Université Sainte-Anne (AGEISA) en Nouvelle-Écosse se considère elle aussi comme une petite entreprise. Elle ne gère qu'un club étudiant, Le Château, qui est la vache à lait de l'association. Il faut dire que Sainte-Anne est une petite université, avec 300 étudiants, et que la cotisation étudiante, qui s'élève à 111,75 $ pour un étudiant inscrit à temps complet, ne rapporte que 33 500 $ par année.

Les six étudiants qui forment l'exécutif ne sont pas des salariés, mais reçoivent des honoraires de 3 000 $ pour le président et de 2 300 $ pour chacun des autres représentants. L'Association emploie une vingtaine de personnes à son centre étudiant et au club.

Le président de l'AGEISA, Glen Gaudet, confirme que l'association a développé avec les années une mentalité d'affaires, surtout depuis l'embauche d'un gérant général qui surveille les cordons de la bourse. On approche maintenant des entreprises pour financer des activités étudiantes.

Les associations étudiantes apprennent aussi à utiliser leur pouvoir économique. Une compagnie d'assurance l'a appris à ses dépens en 1996. Insatisfaite de l'attitude de l'assureur dans une affaire de réclamation, et surtout des nouvelles primes exigées pour le renouvellement de son assurance corporative, la Fédération étudiante de l'Université d'Ottawa Inc. a tout bonnement décidé de faire affaire avec une autre entreprise. Banal, direz-vous. Le hic, c'est que le mot a fait le tour des fédérations étudiantes. Il paraît que la compagnie en question a perdu beaucoup de clients... et d'argent.

Yves Lusignan

Opportunités pour jeunes canadiens animés d'un esprit d'aventure et l'envie de voir du pays



EXPERIENCE CANADA

Une expérience de travail extra-provinciale

- √ **avoir entre 18 et 29 ans**
- √ **détenir un diplôme du collège, de l'université, du cégep, de l'école secondaire ou un certificat professionnel reconnu**
- √ **avoir quitté les études depuis au moins un an**
- √ **être sans emploi ou sous-employé(e)**
- √ **être animé par l'esprit d'aventure et l'envie de voir du pays**

Le programme débute par une séance de deux semaines au Centre d'apprentissage d'Expérience Canada à Ottawa. Les participants y rencontrent d'autres jeunes de tous les coins du Canada. Ils reçoivent des bourses sous forme d'allocations hebdomadaires. De plus, les frais de voyage sont défrayés. Allez au devant de votre futur.

Remplissez le formulaire dès aujourd'hui
www.experiencecanada.com

EN AVEZ-VOUS ASSEZ D



JEAN-BERNARD ROBICHAUD
RECTEUR, UNIVERSITÉ DE MONCTON



CLAUDETTE TARDIF
DOYENNE, FACULTÉ SAINT-JEAN



PAUL RUEST
RECTEUR, UNIVERSITÉ SAINT-BONIFACE

Ces dernières années, les collèges et les universités ont été victimes de compressions budgétaires plus ou moins importantes. Le phénomène inspire différentes réactions chez les dirigeants de ces établissements postsecondaires francophones...

Propos recueillis par ***Denis Guérin***

Jean-Bernard Robichaud

«Personne ne souhaite faire face à des compressions budgétaires. Cela fait sept ans que je suis recteur, et nos subventions n'ont été revues à la hausse qu'une seule fois. À Moncton, nous sommes dans la 2e année d'un plan de trois ans qui voit notre subvention baisser de 2 pour cent à chaque nouvelle rentrée. Pour une université en développement comme la nôtre, même si cette diminution est moins importante qu'ailleurs, il s'agit d'une contrainte. Cela dit, au Nouveau-Brunswick comme dans d'autres provinces, je crois qu'il était nécessaire de remettre de l'ordre dans les finances publiques. Maintenant que c'est fait, on peut espérer que les gouvernements accordent des ressources aux secteurs de la santé et de l'éducation notamment. En revanche, un phénomène me paraît beaucoup plus inquiétant : le niveau d'endettement de nos étudiants. Ils ne bénéficient plus des appuis financiers d'il y a quelques années. Cela veut dire que **de plus en plus d'étudiants potentiels ne viennent plus chez nous parce qu'ils n'en ont tout simplement pas les moyens**.»

Droits de scolarité et autres frais d'inscription pour l'année 1997-1998 : **2 680 $**

Claudette Tardif

«Parce que nous sommes une petite institution, les coupures budgétaires se font ressentir encore plus durement. Nous avons été obligés d'éliminer certains postes académiques et d'autres de soutien administratif... tout en conservant une gamme importante de services. La somme de travail reste la même, mais les effectifs sont en baisse. **À la longue, c'est le client qui en souffre, c'est-à-dire nos étudiants**. Je comprends la nécessité de ne pas dépenser n'importe comment l'argent public. Mais les compressions budgétaires ont touché les universités francophones et anglophones de façon identique, alors que la situation n'était pas la même. C'est plus facile de couper quand tout est en place que lorsqu'il reste beaucoup de choses à créer. Nous faisons face à un fardeau qui nous empêche de remplir pleinement notre mission. En plus de notre rôle en matière d'éducation, nous avons un rôle de leadership à remplir vis-à-vis de l'ensemble de la communauté francophone de l'Alberta. Et il est de plus en plus difficile de le faire.»

Droits de scolarité et autres frais d'inscription pour l'année 1997-1998 : **3 446 $**

Paul Ruest

«Plus que la colère, c'est un sentiment d'épuisement qui nous anime aujourd'hui. Depuis six ans, notre budget est réduit chaque année de plus ou moins 2 pour cent alors que notre budget initial était déjà très bas. Il nous est ainsi impossible de sortir du tunnel, alors que d'autres établissements, plus anciens et bénéficiant donc d'une plus forte assise financière, ont pu faire face à la baisse des subventions plus facilement. **Finalement, la seule chose en augmentation chez nous, ce sont les droits de scolarité**. Au point que nous n'arrivons plus à attirer les étudiants québécois ou même français qui venaient il y a quelques années encore... Mais comme je suis quelqu'un de positif, je dirai que cette situation critique a renforcé l'esprit de solidarité au sein du personnel de l'Université, et nous a poussés à nous engager dans d'autres voies, notamment vers les nouvelles technologies. Et puis, à force d'exposer nos problèmes aux hommes politiques locaux, nous avons acquis une meilleure visibilité. Nous sommes mieux compris, mieux connus et donc mieux aimés.»

Droits de scolarité et autres frais d'inscription pour l'année 1997-1998 : **2 768 $**



ES COUPURES?



ROSS PAUL
RECTEUR, UNIVERSITÉ LAURENTIENNE*

«Soyons francs : nos programmes en français sont les principales victimes des coupures budgétaires. Aux États-Unis, dans les années 80, les programmes pour les minorités ont été considérablement réduits après qu'on les ait encouragés dix ans plus tôt. Toutes proportions gardées, nous vivons le même phénomène aujourd'hui. Même s'ils ont déjà porté leurs fruits puisque nombre de nos professeurs et de nos meilleurs chercheurs sont francophones, **nos programmes en français, relativement jeunes, sont les premiers touchés**. Le point positif est que ce contexte budgétaire difficile a poussé les établissements francophones à collaborer plus étroitement entre eux. L'entente, notamment dans le domaine des nouvelles technologies, entre les universités et collèges de l'Ontario est pour moi un modèle... que j'ai du reste beaucoup de mal à mettre en place avec mes collègues anglophones. Il faut dire que les minorités sont plus habituées à batailler et faire preuve d'imagination. Dans l'état actuel des choses, les francophones n'ont d'autre choix que de rentabiliser au maximum leurs ressources.»

* Ross Paul a accepté le poste de recteur à l'Universiy of Windsor à la fin de 1997.

Droits de scolarité et autres frais d'inscription pour l'année 1997-1998 : **3 469 $**



HARLEY D'ENTREMONT
RECTEUR, UNIVERSITÉ SAINTE-ANNE

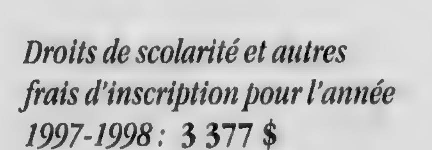
«La baisse des subventions est d'autant plus difficile à supporter qu'elle intervient très tôt - trop tôt à mon sens - dans l'évolution des universités francophones hors Québec. À bien des égards, notamment si l'on nous compare avec les universités anglophones,. nous sommes encore des établissements en voie de développement. L'Université Sainte-Anne, née à la fin du siècle dernier, n'a pris son véritable essor que depuis une vingtaine d'années. Nous sommes ainsi privés d'une source de financement importante à une période décisive de notre histoire. Résultat : il nous faut essayer de mettre en place des partenariats avec d'autres acteurs de la francophonie locale, notamment les conseils scolaires. Mais il nous faut surtout faire accepter l'idée que, par définition, étant donné sa clientèle plus restreinte, **une université francophone en milieu minoritaire coûtera toujours plus cher qu'une université anglophone**. C'est en tout cas ce que nous tentons de faire comprendre dans notre province, et c'est ce qui me fait espérer quelques bonnes nouvelles concernant notre financement pour les années à venir.»

Droits de scolarité et autres frais d'inscription pour l'année 1997-1998 : **3 904 $**



MARCEL HAMELIN
RECTEUR, UNIVERSITÉ D'OTTAWA

«La question des compressions budgétaires est assurément le plus gros problème auquel nous devons faire face. **Toutes nos activités sont touchées**. On pense trop facilement que l'utilisation des nouvelles technologies est un moyen de réduire nos coûts. C'est faux, car cela nécessite au contraire des investissements additionnels et renouvelés. C'est donc toute une orientation qui est sinon en danger, du moins à revoir... Les conséquences se font également sentir dans un tout autre domaine, celui du renouvellement de notre corps enseignant : faute de moyens, nous ne pouvons faire appel aux jeunes diplômés qui sortent de chez nous à la pointe de leur discipline, et qui voudraient se diriger vers l'enseignement. C'est une perte énorme. Malgré tout cela, il y a quelques points positifs, comme notre partenariat accru avec le secteur privé, dont je suis fier. Nous avons développé des programmes en commun avec des entreprises qui n'hésitent pas à ouvrir leurs laboratoires à nos étudiants. En même temps que cela réduit les coûts de certains programmes, cela répond à notre volonté de rapprocher nos diplômés du marché du travail.»


Droits de scolarité et autres frais d'inscription pour l'année 1997-1998 : **3 377 $**



ANDRÉE LORTIE
PRÉSIDENTE, LA CITÉ COLLÉGIALE

«Les compressions budgétaires nous ont été imposées alors que nous venions de naître et que nous étions en pleine croissance. Pour nous, ce fut donc un défi incroyable. D'autant plus que nous n'avons pas voulu abdiquer, et que nous avons voulu continuer à remplir notre mandat. Finalement, les coupures ont stimulé notre créativité et nous ont poussés à conclure des partenariats extérieurs sans lesquels, aujourd'hui, certains programmes de formation non traditionnelle n'existeraient pas. De plus, nous avons bénéficié d'un énorme élan de solidarité de l'ensemble de la communauté francophone de l'Ontario. En revanche, je ressens désormais un grand essoufflement chez tout le personnel, chez des gens dont on pourrait presque dire qu'ils ont fait du bénévolat. Mais jusqu'où pourra-t-on aller ? **Nous ne sommes pas loin du précipice**. Il ne faudrait pas oublier que nous ne sommes pas un établissement privé, et que les contraintes gouvernementales pèsent toujours sur nous, même si les subventions sont en baisse. Au total, c'est notre clientèle, c'est-à-dire les étudiants, qui va devoir le supporter.»

Droits de scolarité et autres frais d'inscription pour l'année 1997-1998 : **1 684 $**

NOUVELLES TECHNOLOGIES:
À CHACUN SON PORTABLE



h 30 : à peine levée, France branche son ordinateur portable et vérifie les messages qui lui ont été envoyés la veille. L'un d'eux provient de son professeur de Gestion de la petite entreprise ; il indique qu'il est grippé et doit annuler la rencontre prévue pour l'après-midi. (...)

7 h : France envoie un message par courrier électronique à ses parents et vérifie les cours de la Bourse de Toronto pour son travail sur les investissements boursiers. Elle jette également un coup d'œil au calendrier des activités de la vie du collège et remarque que l'équipe de hockey de Boréal affronte La Cité collégiale à 18 h. (...)

8 h : à son premier cours, le professeur de marketing lui demande de télécharger un fichier du réseau dans son bloc-notes et de travailler en équipe pour répondre aux questions posées dans l'étude de cas présentée. (...)

En imaginant la journée-type d'un étudiant du Collège Boréal en l'an 2000, les concepteurs du projet Bloc-notes ne sont pas tombés sur la tête. Ce tableau quelque peu futuriste n'a en effet rien d'irréel.

Depuis la dernière rentrée, quelque 150 étudiants, dans quatre programmes différents, organisent leurs journées et leur apprentissage autour de leur ordinateur portable, faisant du collège de Sudbury, en Ontario, le premier établissement francophone au monde à tenter l'expérience du «tout informatique».

Boréal franchit donc un nouveau pas dans son approche des nouvelles technologies, après avoir, dès sa naissance en septembre 1995, utilisé la vidéoconférence pour relier ses sept campus disséminés dans le nord de la province. L'an prochain, si l'expérience est jugée concluante, la majeure partie de la population étudiante du collège, 1 500 personnes, jouira de cette approche pédagogique totalement nouvelle.

À une échelle plus réduite (deux programmes concernés) et de façon plus prudente (pas de généralisation prévue pour l'an prochain), La Cité collégiale d'Ottawa s'est également lancée dans l'aventure. Son projet PACTE (Programme d'accès continu à la technologie en éducation) permet pour le moment à une quarantaine d'étudiants de travailler, en tout temps, sur leur propre ordinateur. Une innovation qui ferait presque figure de petite révolution.



FIN D'UN MONOPOLE

Car les projets PACTE et Bloc-notes *ThinkPad*, du nom du portable d'IBM proposé aux étudiants, ne sont pas un simple troc, qui consisterait à remplacer cahiers et stylos par un ordinateur tout beau, tout neuf. Fallait-il donc revoir la façon traditionnelle d'enseigner ? Telle a été la question à laquelle ont dû répondre, en premier lieu, les enseignants.

«À l'évidence, cet ordinateur portable et personnel est bien plus qu'un simple outil, répond sans hésiter Raymond Guy, le coordonnateur de cette transformation pédagogique à Boréal. Avec leur ordinateur, les étudiants ont désormais accès, via Internet, via des CD-Rom, via les fonds de bibliothèques du monde entier auxquels ils peuvent se référer, à des sources d'informations bien plus grandes que ne peut en détenir un enseignant à lui seul. En un mot, le maître n'a plus, comme auparavant, le monopole du savoir.»

«Je dis souvent à mes étudiants : si vous pouvez m'apprendre quelque chose, c'est que j'aurai bien fait ma job», ajoute Gilles Gatien, le responsable du projet à La Cité collégiale. Invariablement, avec les ressources auxquelles ils ont maintenant accès, ces derniers lui ramènent un lot de véritables trouvailles.

Fin d'un monopole donc, mais pas démission ou, pire, substitution des professeurs. Simplement, le soliste s'est transformé en chef d'orchestre, laissant plus de responsabilités à ses élèves. «Auparavant, poursuit Raymond Guy, professeur de biologie de formation, quand j'organisais un camp pratique en plein hiver, à -30 degrés, pour faire quelques expériences, je disais à mes étudiants : emportez avec vous ceci ou cela. Aujourd'hui, je laisse un groupe recueillir de l'information sur l'hypothermie à partir des cours de l'Ambulance St-Jean disponibles sur ordinateur ; un autre groupe recherche des données sur les meilleurs moyens de conserver la nourriture, un autre encore sur les fibres de vêtements les plus résistantes, etc. De telle sorte que la discussion est nourrie par les informations récoltées sur l'ordinateur. On passe donc d'un enseignement qui consiste à livrer un savoir, à un enseignement qui se propose de solutionner des problèmes.»

JUSQUE DANS LA SALLE DE BAIN

Cette transformation pédagogique, toujours en cours, a été permise et précédée par une transformation... technique. La Cité collégiale, dans ses locaux actuels depuis moins de trois ans, a refait à neuf deux salles de classe, dont une est vouée au dessin assisté par ordinateur, avec un grand écran pour les démonstrations. Quant au tout nouveau campus principal du Collège Boréal, inauguré en octobre 1997, il compte environ 2 300 points de connexion, répartis dans toutes les

salles et jusqu'à la cafétéria. On dit même que la salle de bain du président du collège dispose d'un accès au réseau.

Fini donc les bibliothèques qui ferment à 22 h ou les professeurs injoignables. Ceux-ci sont désormais accessibles en tout temps via leur courriel, et les étudiants peuvent se brancher sur Internet ou travailler à partir d'un CD-Rom 24 heures sur 24.

Mais tout ceci a un coût. L'immense câblage de Boréal a nécessité un investissement de 250 000 $. Les ordinateurs, pris en charge à hauteur de 25 % par l'établissement, sont loués par les étudiants pour 1 200 $ par an, ce qui fait doubler leurs droits de scolarité.

«C'est vrai qu'au début, tout le monde a été un peu sceptique devant cette augmentation, se souvient Gilbert Boileau, le doyen général du service à la clientèle. Mais un argument a fait pencher la balance : nous proposons aux étudiants, au terme de leurs trois années au collège, d'acheter l'ordinateur pour lequel ils auront déjà versé 3 600 $. Ceux qui le veulent pourront ainsi payer un complément d'environ 400 $, et conserver un portable sur lequel les meilleurs logiciels auront déjà été installés.» À La Cité collégiale, où le coût pour les étudiants est du même ordre, le son de cloche est un peu différent. Si l'on n'exclut pas une sorte de «vente de garage interne» , selon les termes de Gilles Gatien, à la fin de la scolarité, on n'oublie pas qu'il s'agit d'abord d'un contrat de location. On s'interroge, tout allant tellement vite en matière d'informatique, sur la pertinence de proposer aux étudiants l'achat d'une machine vieille de trois ans.

PRAGMATISME

Pour l'aventure, les dirigeants du collège de Sudbury ont choisi de faire appel à Bell et surtout à IBM. Cela n'étonne guère puisque la firme américaine est déjà associée à des projets semblables aux États-Unis. C'est le cas notamment du campus de Carookston, au Minnesota, qu'une délégation de Boréal a visité... pour s'apercevoir qu'en quatre ans le nombre d'étudiants y a presque doublé.

Dans le cadre du partenariat, IBM assure un suivi technologique indispensable à la réussite de l'entreprise, et pourrait, à terme, créer des bourses et utiliser les laboratoires de recherche. De quoi se demander si Boréal ne va pas lui servir de marchepied vers le monde de l'éducation francophone.

«Les établissements d'enseignement doivent comprendre qu'ils disposeront de moins en moins de fonds gouvernementaux, rétorque Jean Watters, le président du collège. De plus, rien n'exclut que nous fassions affaire avec un autre partenaire dans les années à venir.» Un pragmatisme que Raymond Guy adopte également au plan pédagogique : si nous jugeons par exemple que le projet Bloc-notes n'est pas un atout pour tel ou tel programme, nous ne l'associerons pas à l'expérience. Cette vision plus mesurée rejoindrait alors l'approche du cas par cas adoptée par La Cité collégiale.

Il n'empêche que si l'enseignement avec ordinateur portable et personnel devait se généraliser, on voudrait alors bien voir la tête des étudiants qui ne seraient pas de la partie.

Denis Guérin





Donnez un dernier bisou à la routine.
Embarquement immédiat.
Bienvenue à bord de TV5.
Vous voilà dans les rues de Paris,
Bruxelles, Genève ou Dakar.

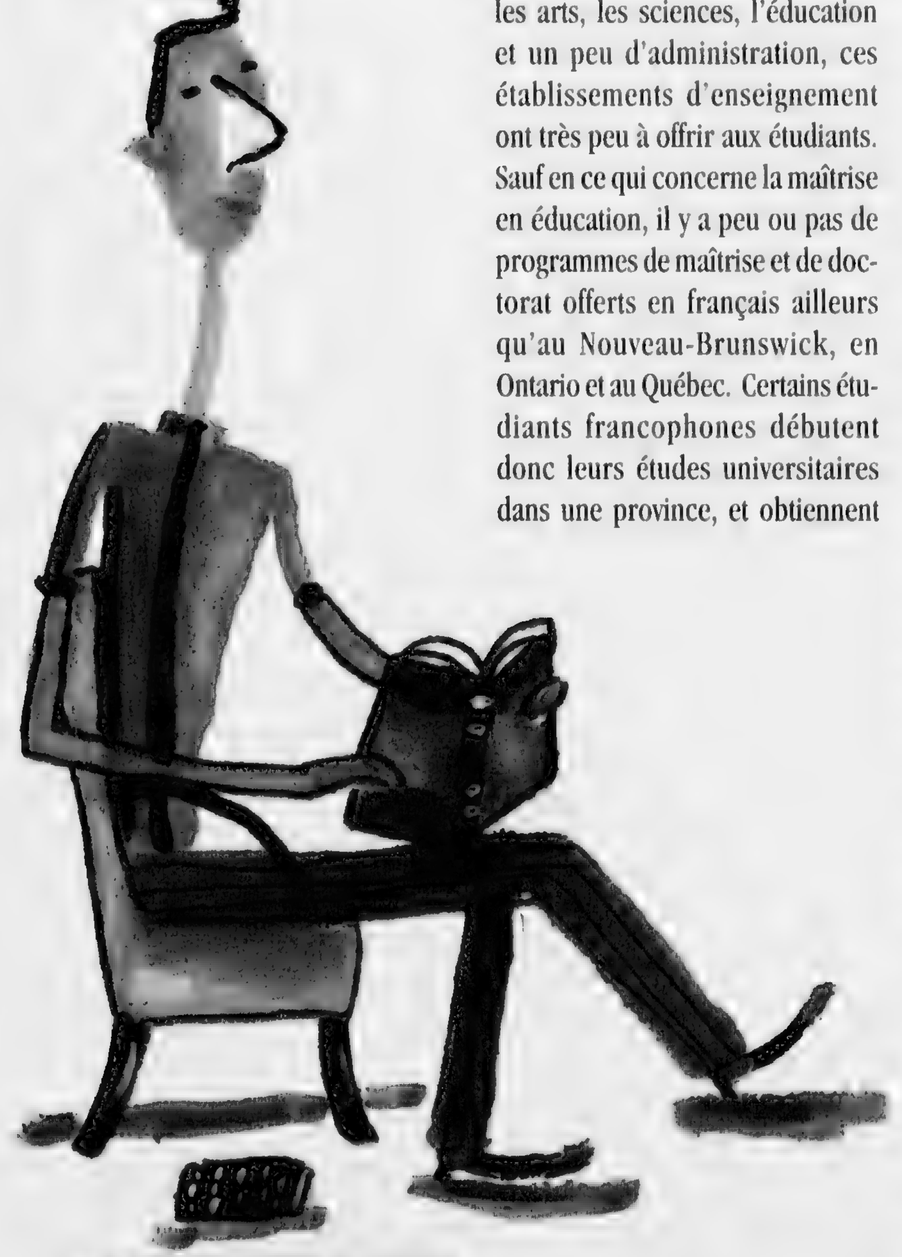
Cela fait du bien de sortir prendre l'air.

CHANGEZ
de Monde

Le rêve fou des universités francophones

Maintenant que la technologie permet de briser les frontières, le Regroupement des universités de la francophonie hors Québec (RUFHQ)* caresse un rêve fou, qui pourrait inciter un plus grand nombre d'étudiants à poursuivre leurs études dans des établissements francophones.

Le projet consiste à brancher tous les établissements d'enseignement postsecondaire francophones dans le but d'offrir un plus grand choix de cours et de programmes en français, ce qui est présentement impossible dans le contexte des restrictions budgétaires et de la faible clientèle universitaire francophone.



Ce Réseau national d'éducation universitaire en français (RNEUF), sorte d'université virtuelle, miserait essentiellement sur les nouvelles technologies de transmission de l'information et des communications (les NTIC) comme Internet, l'audio et la vidéoconférence interactive.

Ce sont les établissements universitaires de l'Ouest qui profiteraient le plus de ce réseau électronique. En effet, seulement 200 étudiants francophones à l'ouest de l'Ontario sont admissibles à chaque année à des études postsecondaires, ce qui limite sérieusement la possibilité de créer des programmes.

Le constat est accablant. Hormis les arts, les sciences, l'éducation et un peu d'administration, ces établissements d'enseignement ont très peu à offrir aux étudiants. Sauf en ce qui concerne la maîtrise en éducation, il y a peu ou pas de programmes de maîtrise et de doctorat offerts en français ailleurs qu'au Nouveau-Brunswick, en Ontario et au Québec. Certains étudiants francophones débutent donc leurs études universitaires dans une province, et obtiennent leur diplôme dans une autre... en anglais !

Une étude sur la fréquentation universitaire, menée pour le RUFHQ par le vice-recteur adjoint à l'enseignement de l'Université d'Ottawa, Denis Carrier, confirme d'ailleurs que les universités de la francophonie canadienne ne font pas le plein de leur population étudiante francophone. Elles doivent donc faire front commun pour offrir à moindre coût de nouveaux programmes en français, surtout pour éviter que les jeunes francophones s'inscrivent dans des universités anglophones, en raison du plus vaste choix de programmes.

Selon Denis Carrier, elles doivent aussi se mettre au service des autres francophonies qui n'ont pas d'établissement universitaire francophone, comme Terre-Neuve, l'Île-du-Prince-Édouard, la Saskatchewan, la Colombie-Britannique, le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest. Car, sauf au Nouveau-Brunswick où les Acadiens forment le tiers de la population de la province, toutes les francophonies canadiennes hors Québec sont très minoritaires.

M. Carrier est d'ailleurs le premier à admettre que ce sont les étudiants québécois «qui ont sauvé l'Université d'Ottawa». Et il ne fait pas mystère des taux d'assimilation, «une plaie partout», admet-il, sauf au Nouveau-Brunswick.

Les transferts linguistiques en faveur de la langue anglaise n'ont pas cessé de s'accroître depuis le recensement de 1971. Selon les données du recensement de 1996, 27,1 pour cent de l'ensemble des jeunes francophones de l'extérieur du Québec âgés de 15 à 24 ans avaient choisi l'anglais comme langue d'usage.

Le taux d'assimilation chez les jeunes allait de 6,1 pour cent au Nouveau-Brunswick, à 62,2 pour cent en Colombie-Britannique. C'est d'ailleurs dans l'Ouest que l'assimilation faisait les plus grands ravages. En 1996, le taux d'assimilation au sein de la population de 15 à 24 ans y était de 47,9 pour cent au Manitoba, 58,6 pour cent en Saskatchewan, et 61,1 pour cent en Alberta.

Ailleurs au pays, les transferts linguistiques atteignaient 52,8 pour cent à Terre-Neuve, 32,1 pour cent à l'Île-du-Prince-Édouard, 32 pour cent en Nouvelle-Écosse, 31,8 pour cent en Ontario, 42,9 pour cent au Yukon et 47,6 pour cent dans les Territoires du Nord-Ouest. «D'un point de vue francophone, il y a une espèce d'urgence», plaide M. Carrier.

La solution consiste donc à retarder le plus possible le moment où les jeunes devront, pour mieux poursuivre leurs ambitions, parachever leur formation professionnelle dans des établissements anglophones. Pour y parvenir, les universités de la francophonie doivent s'assurer que les programmes disponibles en français soient aussi riches que leurs équivalents en anglais, tout en songeant à en ajouter.

Le réseau ne partirait pas de zéro. Les douze établissements membres du RUFHQ sont déjà reliés à l'Internet. Les établissements collégiaux et universitaires de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario sont bien équipés en infrastructure électronique et offrent déjà des cours et des programmes à distance. Les établissements de l'Ontario sont d'ailleurs regroupés au sein du Réseau franco-ontarien d'enseignement à distance (RFOED). Ce réseau, toujours en expansion, comptait pas moins de 41 sites d'enseignement par vidéo interactive au début du mois de septembre 1997.

Les choses se compliquent un peu dans l'Ouest. Au Manitoba, le

Collège universitaire de Saint-Boniface n'est pas muni de l'équipement permettant l'enseignement par vidéoconférence. En Saskatchewan, seul le Collège Mathieu de Gravelbourg offre l'enseignement par audio-conférence. La Faculté Saint-Jean de l'Alberta a une assez longue expérience de l'enseignement à distance. Elle dispose même depuis peu d'un site pour la vidéoconférence.

Pour donner vie à ce réseau national d'éducation universitaire en français, il faudra de l'argent. Beaucoup d'argent. L'équipement et la formation de personnel en Alberta, au Manitoba, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, à l'Île-du-Prince-Édouard et en Saskatchewan reviennent à plus de 3,2 millions de dollars. La formation du personnel coûterait à elle seule 250 000 $. Les frais interurbains pour un cours d'une durée de 39 heures, sur un semestre, seraient de 1 208 $ entre Sudbury et Ottawa, de 1 393 $ entre Moncton et Ottawa, de 1 595 $ entre Winnipeg et Edmonton, et de 1 486 $ entre Ottawa et Edmonton.

Lors de leur assemblée générale annuelle, les 30 octobre et 1er novembre 1997, à Sudbury, les recteurs des universités de la francophonie canadienne ont officiellement approuvé la création d'un réseau national d'éducation universitaire en français. Mais il y a encore du chemin à parcourir avant la réalisation du «rêve fou». Il reste à déterminer pour de bon où seront les sites d'enseignement, à finaliser le plan financier et à bâtir une programmation scolaire commune aux douze établissements membres du RUFHQ. Ensuite, on présentera une demande financière bien ficelée au gouvernement fédéral, idéalement avant le 31 mars prochain.

Le rêve fou de Denis Carrier est maintenant une folie partagée par tous les recteurs.

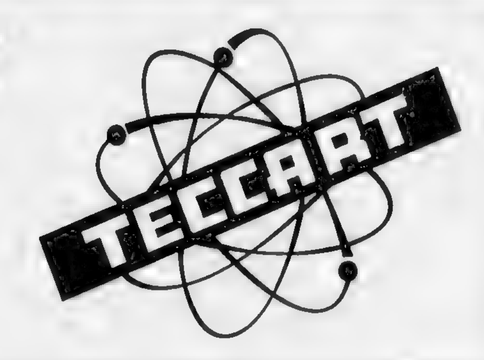
Yves Lusignan

* *Les membres du Regroupement des universités de la francophonie hors Québec sont : Université Saint-Anne, Université de Moncton, Université d'Ottawa, Université Saint-Paul, Collège dominicain de Philosophie et de Théologie, Collège Glendon de la York University, Collège militaire royal de Kingston, Université Laurentienne, Université de Sudbury, Collège universitaire de Saint-Boniface, Institut de formation linguistique de l'University of Regina et Faculté Saint-Jean de l' University of Alberta.*



FORMATION À DISTANCE

Teccart offre de la formation à distance depuis 1953. Les programmes continuellement mis à jour sont maintenant tous présentés par objectifs, facilitant grandement l'apprentissage. Vous développez également les habiletés propres aux techniciens car nos cours incluent l'équipement, les outils et les instruments nécessaires. Tous les avantages des études collégiales chez vous, à votre rythme.



FORMULE FAD

La formation à distance (FAD) c'est:

- un mode d'apprentissage accessible et compréhensible;
- des études chez vous à votre rythme et selon vos disponibilités;
- un matériel théorique et pratique complet (notes de cours, laboratoire, outils précis);
- un service personnalisé.

FORMULE SIFAD

Le système individualisé de formation à distance (SIFAD) c'est:

- des rencontres avec des formateurs (en moyenne à toutes les deux semaines);
- des activités spéciales;
- l'accès aux équipements du collège;
- un service d'aide Email: sifad@teccart.qc.ca

TROIS NIVEAUX SONT OFFERTS

Module N° 1400
TECHNICIEN DE PREMIER NIVEAU
*FORMULE **FAD** OU **SIFAD***

Module N° 2200
CIRCUITS ÉLECTRONIQUES
*FORMULE **FAD***

Module N° 6000
ÉLECTRONIQUE INDUSTRIELLE
*FORMULE **FAD***

LA RÉUSSITE DE CHACUN DES NIVEAUX VOUS PERMET D'ACCÉDER AU MARCHÉ DU TRAVAIL OU DE PARFAIRE VOTRE FORMATION.

3155, rue Hochelaga, Montréal (Québec) H1W 1G4
Téléphone : (514) 526-2501 • Télécopieur : (514) 526-9192

www.teccart.qc.ca

Patrimoine canadien / Canadian Heritage



Jeunesse Canada au travail dans les deux langues officielles

vous offre :

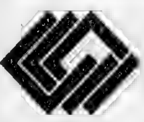
- un appui financier pour couvrir en partie le salaire et les avantages sociaux;
- un bassin de candidats qualifiés de partout au Canada.



Pour les projets nationaux et interprovinciaux
MTél. : 1-888-293-0925 ou (613) 562-4143



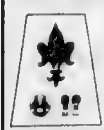
Pour Terre-Neuve et le Labrador, la Nouvelle-Écosse, l'Île-du-Prince-Édouard et le Nouveau-Brunswick
MTél. : (506) 542-2622



CHAMBRE DE COMMERCE DU QUÉBEC
MTél. : 1-800-361-5019



MTél. : (613) 746-3276 (poste 323)



CONSEIL DE LA COOPÉRATION DE LA SASKATCHEWAN

Pour le Manitoba, la Saskatchewan et les Territoires du Nord-Ouest
MTél. : 1-800-670-0879 ou (306) 757-4452



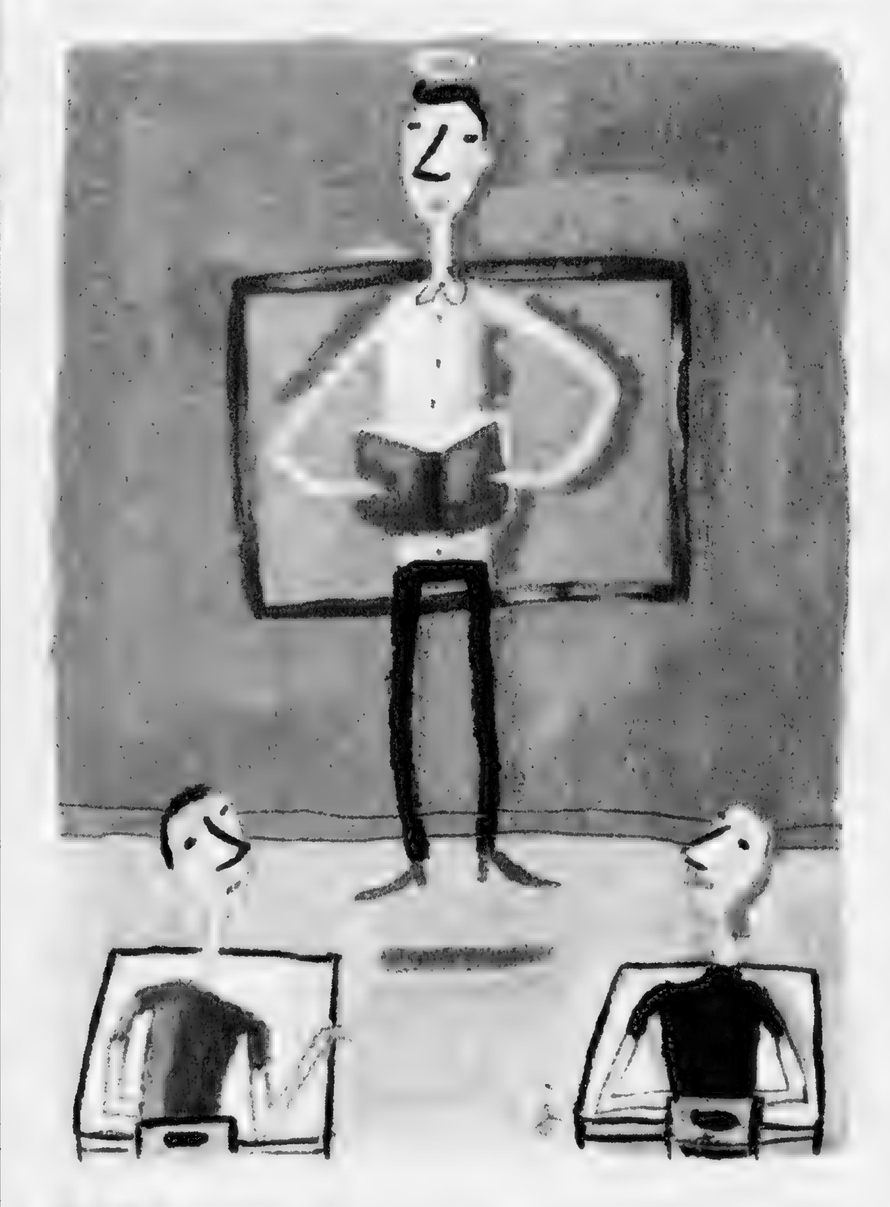
La Société éducative de l'Alberta

Pour l'Alberta, la Colombie-Britannique et le Yukon
MTél. : (403) 468-6983

Renseignements :
communiquez avec l'organisme de coordination de votre région, ou visitez le site Internet du Patrimoine canadien : http://www.pch.gc.ca

Canada

ENSEIGNER EN MILIEU MINORITAIRE : UN ACTE DE FOI



En août 1997, lors d'un grand forum organisé par l'ACELF (Association canadienne d'éducation de langue française), professeurs, directeurs d'établissement et autres conseillers scolaires se sont penchés sur la question. Tous ont alors parlé d'une même voix pour arriver à cette conclusion : l'enseignant en milieu minoritaire est un être à part dans le monde de l'éducation francophone.

Le constat, pense-t-on, est valable pour le primaire et pour le secondaire. Cela est probant quand les élèves découvrent peu à peu la réalité d'un univers anglo-dominant, et lorsque le rôle du maître dépasse le cadre de la salle de classe. «La mission d'un enseignant en milieu francophone minoritaire est différente, car il doit essayer de remplacer ce qui manque dans la société. Pour cela, il faut qu'il soit vendu à notre cause, qu'il la respire», n'hésite pas à dire René Enguehard, de la Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador.

Pour certains, l'observation est également valable dans les établissements postsecondaires. «Nous avons devant nous des étudiants qui sont très influencés par la culture anglophone en général et qui ont une perception d'eux-mêmes parfois vacillante, assure Louis Mayrand, professeur de mathématiques au Collège Boréal de Sudbury. Quand on est dans la classe et qu'on parle français, il y a des valeurs qui passent sans même qu'on s'en rende compte.»

SÉLECTION SUR LA MOTIVATION ?

Pour un enseignant, un poste en milieu minoritaire supposerait-il donc une conception différente du métier ? Derrière cette question, se profile un mot magique : la vocation. «Nous recevons chaque année 800 candidatures pour n'en retenir que 200, précise Louis-Gabriel Bordeleau, professeur à la Faculté d'éducation de l'Université d'Ottawa. Mais la sélection ne repose absolument pas sur la motivation. Or, dans un contexte minoritaire, où on leur en demande toujours plus, cette motivation, cette endurance seront très importantes pour que l'enseignant ne s'essouffle pas. Le problème, c'est qu'il est très difficile de mesurer tout cela



«Il n'y a de véritable apprentissage que celui qui est pleinement vécu.»

Si je vis en français, j'apprends ma langue.

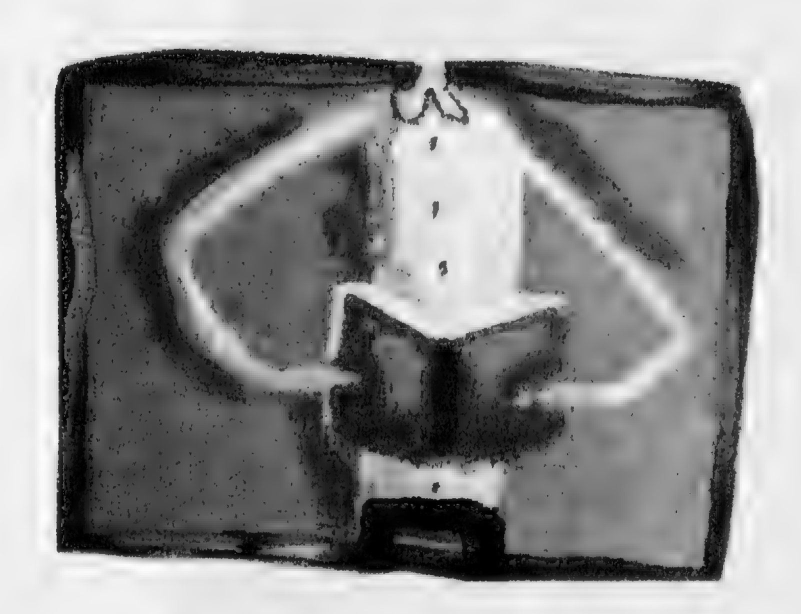
Place de la Francophonie
450, rue Rideau, bureau 300
Ottawa, ON K1N 5Z4

Téléphone : (613) 241-7600
Télécopieur : (613) 241-6046
Courriel : acref@franco.ca
Site web : http://www.franco.ca/acref/

au départ.» Au Centre d'études bilingues de l'Université de Regina, une trentaine de nouveaux étudiants, âgés de 18 à 22 ans en moyenne, fréquentent chaque année la Faculté d'éducation. Près de la moitié d'entre eux iront enseigner en milieu minoritaire. Pour les y préparer, un cours spécial est dispensé, qui fait un tour d'horizon de l'histoire de la francophonie en Saskatchewan. En 3e année, chaque étudiant effectue même un stage de quatre mois dans une classe de programme-cadre.

«À l'intérieur de chacun de mes cours, je m'efforce de faire référence à des réalités minoritaires, explique Bernard Laplante, professeur à la Faculté d'éducation. Nous devons sensibiliser nos étudiants parce que, plus tard, ils auront à jouer un rôle de sensibilisation à leur tour. Bien souvent, notamment dans les communautés les plus petites, ils serviront de modèles, et ils devront assumer ce fait.»

Ce qui n'est pas évident pour tout le monde : «Je connais beaucoup d'enseignants québécois qui n'ont pas réussi à s'adapter à la réalité minoritaire», ajoute-t-il sans pour autant jeter la pierre aux étudiants de la Belle Province qui sont passés par Moose Jaw ou ailleurs.



Sables mouvants

Par ailleurs, les effets de la gestion scolaire se font peu à peu sentir. Au cours de la dernière décennie, les écoles francophones se sont développées. Et le nombre de postes d'enseignant à pourvoir a augmenté d'autant.

Au Manitoba par exemple, de plus en plus d'étudiants de la Faculté d'éducation de Saint-Boniface choisissent de demeurer dans la province et d'enseigner dans les écoles du programme-cadre. Un phénomène récent qui a poussé le doyen de la Faculté, Roger Legal, à reprendre son bâton de professeur. «J'ai décidé de faire de cette question l'objet de ma vie professionnelle, avoue-t-il. De moins en moins de nos finissants vont dans les écoles d'immersion, et il nous faut absolument perfectionner nos cours pour les futurs enseignants en programme-cadre. Car la réalité y est bien différente. Pour le moment, en matière de formation, nous sommes un peu dans des sables mouvants.»

Certains enseignants se plaignent parfois qu'on les laisse s'y enfoncer sans trop se préoccuper de leur sort. «Est-ce qu'on ne leur en demande pas trop ?» s'interroge Louis-Gabriel Bordeleau.

S'occuper des activités parascolaires et communautaires, transmettre aux enfants une culture que les parents ont parfois du mal à garder, jongler avec des classes à plusieurs niveaux, suivre coûte que coûte des programmes qui sont imposés au détriment parfois du suivi des élèves : autant de facettes d'un même métier, celui d'enseignant en milieu minoritaire francophone.

Denis Guérin

À l'Université de Montréal, nous pensons à vous, qui souhaitez poursuivre vos études chez nous, en offrant le "Bac 120", un nouveau programme de baccalauréat.

❍ **C'est un pont**
qui vous permet de passer directement à l'Université.

❍ ***C'est une porte royale***
qui vous donne accès à tous les programmes d'études... si vous remplissez les conditions d'admission.

❍ ***C'est un carrefour***
où vous pouvez réorienter vos études en passant, par exemple, des sciences humaines aux sciences pures.

❍ ***C'est un outil de maîtrise du français***
si vous le désirez, vous pouvez profiter du Bac 120 pour parfaire votre maîtrise du français tout en commençant un programme dans la discipline de votre choix.

Avec le Bac 120, vous accédez
- à la plus importante université francophone d'Amérique,
- au plus grand choix de programmes universitaires canadiens en français,
- à une grande communauté étudiante francophone rassemblant des jeunes de 57 pays.

L'Université de Montréal vous attend !

Pour plus d'information, remplissez le coupon DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS et retournez-le à :

LE GRAND CHOIX
Université de Montréal,
C.P. 6205, succursale Centre-ville
Montréal (Québec) H3C 3T5



DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

Les domaines d'études qui m'intéressent sont :

ÉTUDES EN COURS OU DÉJÀ TERMINÉES :

NOM PRÉNOM

NO RUE

VILLE PROVINCE

CODE POSTALE

ADRESSE ÉLECTRONIQUE

(APF 1998)



Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)
Council of Ministers of Education, Canada

Le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) [CMEC] administre conjointement avec les provinces et territoires, les programmes de langues officielles destinés aux étudiantes et étudiants de niveau postsecondaire. Ils sont financés par le ministère du Patrimoine canadien.

PROGRAMME DE BOURSES POUR FRANCOPHONES HORS QUÉBEC (PBFHQ)
Offre un cours de cinq semaines, au printemps ou en été, de perfectionnement du français et d'approfondissement de la connaissance de la culture d'expression française.

PROGRAMME DE BOURSES D'ÉTÉ DE LANGUES (PBEL)
Offre un cours d'immersion de cinq semaines, au printemps ou en été, pour apprendre le français ou l'anglais comme langue seconde et approfondir la connaissance de la culture qu'elle reflète.

PROGRAMME DES MONITEURS DE LANGUES OFFICIELLES (PMLO)
Offre la possibilité de devenir monitrice ou moniteur de langue, à temps partiel ou à temps plein et de faire découvrir sa langue et sa culture en travaillant en milieu scolaire.

Pour obtenir une brochure et un formulaire de demande, communiquez avec la coordonnatrice ou le coordonnateur de votre province ou territoire d'origine ou consulter la page d'accueil du CMEC.

Date limite : le **15 février 1998**.

COLOMBIE-BRITANNIQUE
(250) 356-0256 ou
Gilbert.Verrier@gems6.gov.bc.ca

ALBERTA
(403) 427-5538 ou stuart.dunn@.aecd.gov.ab.ca

SASKATCHEWAN
(306) 787-9256 ou beaulieu@sasked.gov.sk.ca

MANITOBA
(204) 945-6916 ou lplouffe@edu.gov.mb.ca

ONTARIO
PBFHQ/PBEL (807) 343-7397
PMLO (416) 325-2792 ou
program.monitor@edu.gov.on.ca

QUÉBEC (418) 643-3750

NOUVEAU-BRUNSWICK
ALS/FLP (506) 444-3010 ou colombep@gov.nb.ca
FLS (506) 453-2771 ou blydon@nbnet.nb.ca

NOUVELLE-ÉCOSSE
PBFHQ/PBEL (902) 424-4183 ou minvilms@ednet.ns.ca
PMLO (902) 424-2873 ou boutilcl@ednet.ns.ca

ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD
(902) 368-4650 ou rfrice@gov.pe.ca

TERRE-NEUVE
(709) 729-2741 ou language@calvin.stemnet.nf.ca

TERRITOIRES DU NORD-OUEST
(867) 920-3416 ou lea_martin@ece.learnnet.nt.ca

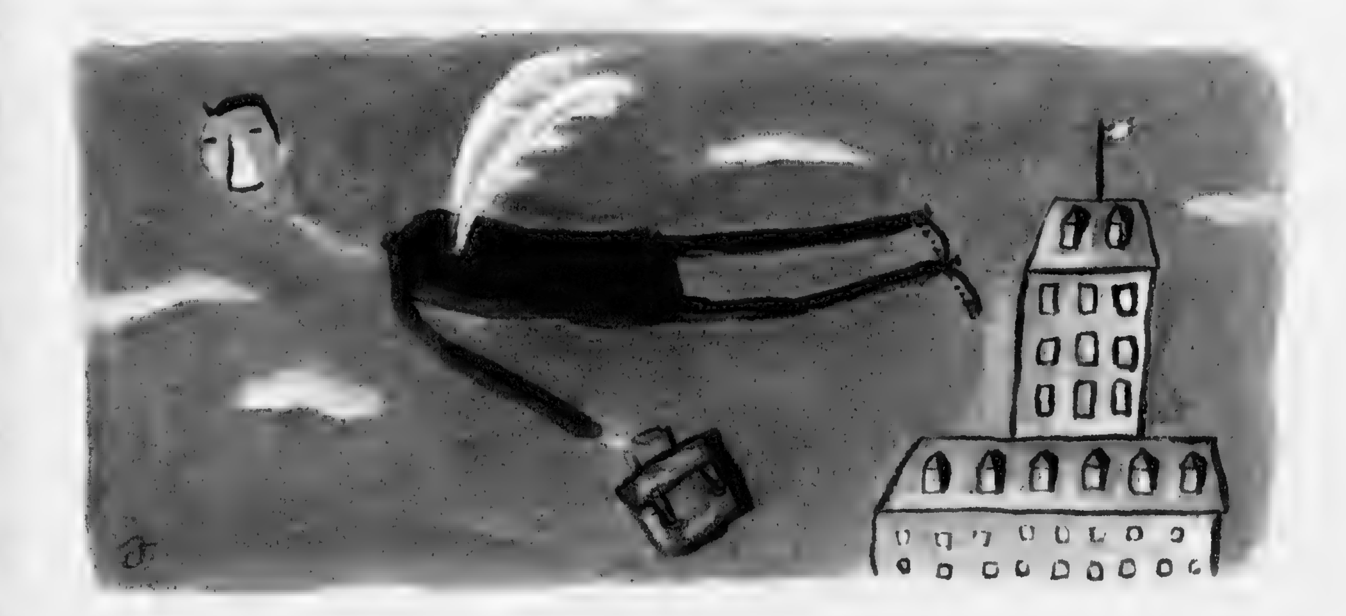
YUKON (867) 667-8237

CMEC http://www.cmec.ca/olp/

Patrimoine canadien Canadian Heritage

SASKATCHEWAN :

«SI J'AVAIS LES AILES D'UN ANGE»





En Saskatchewan, tout se passe en anglais, ou presque. Un francophone a accès à très peu de services dans sa langue maternelle. Qu'en est-il des études universitaires ?

Depuis 1983, la Faculté d'éducation de l'Université de Regina offre un baccalauréat en éducation française. Le programme propose deux concentrations : enseignement à l'élémentaire et au secondaire. La quasi-totalité des cours y sont donnés en français.

Né d'un besoin de former des enseignants pour les écoles françaises et d'immersion au début des années 80, le programme en éducation française, que l'on appelle le BAC, a vu ses étudiants se placer en grand nombre dans les écoles francophones. La Saskatchewan a obtenu la gestion scolaire en 1993.

«Avant l'arrivée du BAC ici, nous faisions le recrutement principalement au Québec», indique le directeur du programme, Louis Julé. Ce dernier trouve avantageux de former des enseignants issus de la Saskatchewan. «On produit nos enseignants à notre façon», poursuit-il.

Une des particularités du BAC, qui s'échelonne sur quatre ans, est sa deuxième année qui se déroule au Québec, à l'Université Laval. Une entente entre les deux universités donne accès à un bain de culture francophone. «Il n'y a rien de comparable dans tout l'Ouest canadien», avance Louis Julé qui est très fier de cette initiative. «Les étudiants découvrent une culture différente de la leur. Ça les rend plus fiers de ce qu'ils sont.» C'est du moins ce qui est ressorti d'une enquête effectuée auprès de ces derniers. «L'année à Québec m'a permis de suivre des cours qui ne se donnent pas à Regina», reconnaît une diplômée du programme, Michelle Robillard.

Les deux dernières années comportent près de vingt semaines de stages dans les écoles fransaskoises. Les étudiants qui s'inscrivent au BAC sont fransaskois à près de 40 pour cent. Les autres sont des anglophones de l'Ouest.

On compte, depuis 1987, plus de 335 étudiants diplômés dont plusieurs ont joint les rangs du corps enseignant de la province.

Le financement serré des établissements postsecondaires et la mise à la retraite de plusieurs professeurs «seniors» inspirent toutefois crainte à Louis Julé, qui pense à l'avenir. Néanmoins, ce dernier croit que le programme du BAC est là pour rester.



University of Regina
Institut de formation linguistique
Regina, Saskatchewan, S4S 0A2

Centre d'excellence de l'apprentissage des langues

Bac. en études franco-canadiennes

Certificat en français langue seconde

Cours intensifs de formation linguistique :
français, anglais, espagnol,
japonais et mandarin

téléphone : 306 585 4177
télécopieur : 306 585 5183
http://www.uregina.ca/~langinst/
e-mail : langinst@uregina.ca

Un peu d'histoire

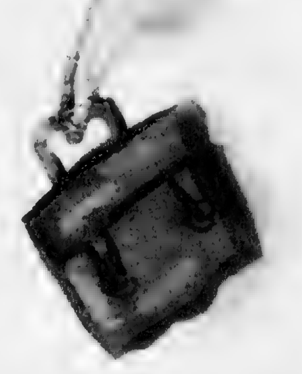
Jusqu'en 1968, le Collège Mathieu, institution située à Gravelbourg (sud de la province), offrait un programme universitaire conjoint avec l'Université d'Ottawa. La laïcisation de cette dernière a entraîné la fin de leur collaboration. On a alors créé à Regina le Centre d'études bilingues. Ce programme attirait surtout des francophones, qui devaient suivre un minimum de 40 pour cent de leurs études en français.

Le Centre est devenu l'Institut linguistique, largement subventionné, en 1988, par le gouvernement conservateur de Brian Mulroney. La Saskatchewan se relevait alors de la décision de son premier ministre conservateur Grant Devine qui, en adoptant le *Bill 2*, faisait du grenier à blé canadien une province unilingue anglaise !

Aujourd'hui, l'Institut linguistique, installé sur les terrains de l'Université de Regina, dispense de nombreux services à la communauté universitaire. Près de 400 étudiants y suivent des cours en français.

Un dernier maillon, mais non le moindre, sur l'échiquier de l'éducation française en Saskatchewan, est le Bureau de la minorité de langue officielle (BMLO), créé par le ministère de l'Éducation au début des années 80. Le BMLO, grand responsable des débuts du BAC, gère tous les programmes des écoles francophones de la province.

Philippe Brazeau







Sciences humaines

Art dramatique
Droit et justice
Éducation
Espagnol
Études en éthique
Folklore et ethnologie de l'Amérique française
Français
Géographie
Histoire
Italien
Philosophie
Psychologie
Science économique
Science politique
Sciences religieuses
Sociologie

Sciences naturelles

Biochimie
Biologie
Chimie
Mathématiques
Neurosciences du comportement
Physique
Sciences libérales

Professions

Administration des sports
Commerce et administration
Éducation physique
Sage-femme
Sciences infirmières
Service social
Traducteurs et interprètes

Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)
Council of Ministers of Education, Canada

Au Canada, chaque province et chaque territoire est responsable de son propre système d'éducation. Le **Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)** [CMEC] a été créé en 1967 afin de permettre aux ministres de l'Éducation de se concerter et d'agir dans des domaines d'intérêt mutuel. Porte-parole de l'éducation au Canada et à l'étranger, le CMEC joue un rôle de leadership pour relever les défis en éducation.

Quatre thèmes guident les ministres dans leur plan d'action : la qualité de l'éducation, l'imputabilité, l'accessibilité et la mobilité. Une des priorités dans le secteur postsecondaire est l'élaboration des attentes publiques relatives à l'enseignement postsecondaire au Canada. Toutes les instances participent à cette initiative et des consultations avec les établissements d'enseignement postsecondaire et divers groupes d'intérêt se tiendront au cours des prochains mois.

Le CMEC entreprend l'élaboration d'un Programme pancanadien de recherche en éducation et la création d'un réseau de chercheuses et de chercheurs auxquels les recherches seront confiées. Dans un premier temps, des projets de recherche à court terme seront conçus avec le Programme d'indicateurs pancanadiens de l'éducation (PIPE), qui a pour but le développement et la publication d'indicateurs de l'éducation.

Le Centre d'information canadien sur les diplômes internationaux (CICDI), avec le concours des provinces et territoires, compile des renseignements à jour sur les systèmes d'enseignement postsecondaire du Canada. Il informe les personnes formées à l'étranger comment procéder pour faire évaluer et reconnaître leurs titres et qualifications au Canada.

Le CMEC appuie également le principe de la reconnaissance des acquis comme moyen important de garantir une utilisation maximale des ressources en éducation et en formation.

Afin d'améliorer la diffusion de l'information sur les initiatives menées en éducation, le CMEC publie des documents que vous pouvez consulter sur notre site Web à l'adresse : *http://www.cmec.ca/*.

Dans le secteur des langues officielles, le CMEC administre conjointement avec les ministères de l'Éducation des programmes qui visent à promouvoir l'apprentissage des langues officielles (voir l'annonce publicitaire à la page 26).

Pour de plus amples renseignements :
Lara Inglis, tél. : (416) 964-2551, poste 256 ou CÉ : *Lara@cmec.ca*

COLOMBIE-BRITANNIQUE

ENTRE BEIJING ET PARIS...

La Loi sur les langues officielles constitue le socle sur lequel le français s'est appuyé pour devenir une véritable langue seconde d'enseignement sur la côte ouest du Canada. La création des premiers départements de français devait susciter l'engouement pour la langue de Molière en ce début des années 70.

Les écoles d'immersion françaises devinrent, dans la même foulée, un passage obligatoire pour beaucoup d'étudiants de la Colombie-Britannique.

Mais le tournant de la décennie 80, marqué par l'arrivée massive d'immigrants asiatiques, détourne l'intérêt vers les langues orientales. L'affluence des ressortissants du bassin du Pacifique fut une bonne rampe de lancement pour la promotion du mandarin, du cantonais, du japonais et du pundjabi.

Aujourd'hui, le français parvient néanmoins à attirer un nombre croissant d'étudiants issus des écoles d'immersion et des programmes-cadres instaurés au début des années 70. On parle de regain de vie du français au niveau postsecondaire. La naissance du Conseil scolaire francophone provincial (en 1996), engagé sur la voie de l'autonomie, permet au milieu éducatif francophone de la Colombie-Britannique de se gonfler d'optimisme.

C'est principalement dans les deux grands centres urbains de la province (Vancouver et Victoria) que le français est enseigné au postsecondaire. Les universités de la Colombie-Britannique et Simon Fraser, pour la grande métropole de l'Ouest, l'Université de Victoria pour la capitale provinciale, sont les deux pôles d'éducation sur la côte du Pacifique. Elles drainent de ce fait le plus important flux d'étudiants inscrits dans les différents programmes de français. Les collèges aussi offrent, à une seconde échelle, des cours de français.

De plus, la Fédération des francophones de Colombie-Britannique (FFCB), en collaboration avec des partenaires pour l'éducation postsecondaire, a déposé au début de 1997 un projet visant à doter la communauté francophone d'un établissement d'enseignement à distance en français. Le projet va desservir l'ensemble de la province.

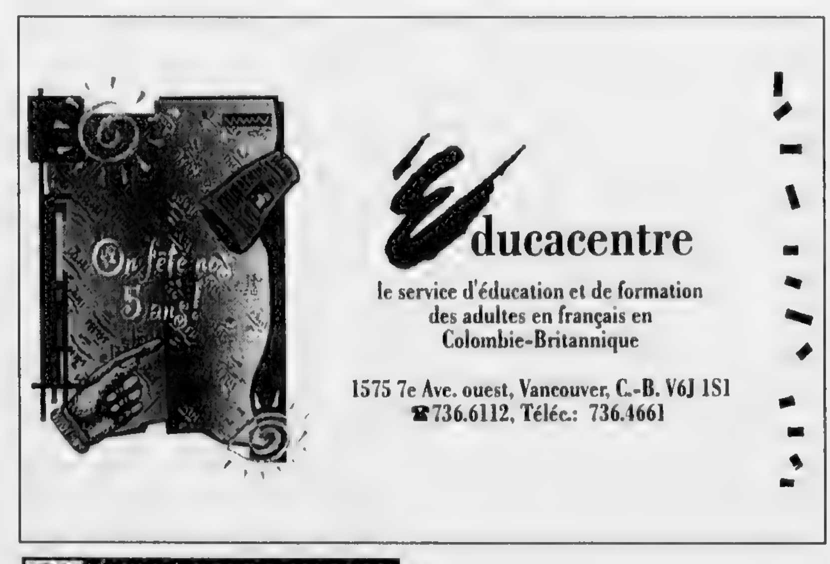
Le français au postsecondaire

L'Université de la Colombie-Britannique offre des programmes de français dans trois départements distincts. Le premier, celui de la formation continue et du perfectionnement, assume des modules de cours destinés aussi bien aux débutants qu'aux travailleurs. Le deuxième, le département de français, dispense un cursus avec des dominantes en littérature et en linguistique pour des programmes du premier au troisième cycle. Le troisième, *Modern Language*, met l'accent sur la formation pédagogique. Les trois entretiennent un réseau d'échanges avec des universités francophones au Canada et à l'étranger.

On retrouve à l'Université de Victoria les mêmes filières qu'à l'Université de la Colombie-Britannique. Ses étudiants peuvent entreprendre un séjour d'études dans une université francophone au Québec et, dans une moindre mesure, en France, en Belgique ou en Suisse.

Spécialisé en littérature et en linguistique, le département de français de l'Université Simon Fraser dispose de programmes allant jusqu'au deuxième cycle et prépare à l'enseignement du français langue seconde. Il développe parallèlement un volet non crédité en éducation permanente. Comme ses consoeurs, l'institution organise des stages d'études au Québec et à l'étranger.

Finalement, le réseau des collèges Kwantlen de la grande agglomération vancouveroise, avec ses campus de Surrey, Langley et Richmond, offre une variété de cours en français au niveau collégial. Même chose pour les autres collèges (Langara, Capilano, Abbotsford et Victoria) qui dispensent dans leur section française des cours de niveau avancé ou débutant.



Le projet éducatif de la Fédération

En janvier 1996, un comité de travail a été créé afin de bâtir une structure rendant plus accessible l'enseignement du français au niveau postsecondaire. Ce comité, supervisé par la Fédération des francophones de la Colombie-Britannique (FFCB), est composé de représentants d'organismes ayant un intérêt particulier pour cette question.

La FFCB et ses partenaires, l'Association des parents francophones de la Colombie-Britannique, le Conseil scolaire francophone, la Société éducative Éducacentre, et le ministère de l'Éducation et de la Formation professionnelle, élaborent un plan d'affaires qui sera soumis aux gouvernements provincial et fédéral pour l'instauration d'un système parallèle d'éducation postsecondaire en français. Pour se concrétiser, cette initiative devrait avoir l'aval des autorités concernées et bénéficier du soutien financier nécessaire. La création d'un centre de télé-enseignement pourrait être finalisée au cours des deux prochaines années.

Mamadou Gangué



Venez goûter au Québec à l'été 1998!

La CHAMBRE DE COMMERCE DU QUÉBEC invite les étudiant.e.s du postsecondaire à venir travailler et à visiter le Québec.



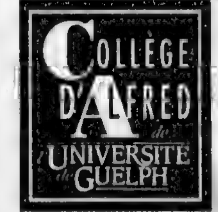
vous donne l'occasion d'améliorer vos compétences liées à votre domaine d'études tout en prenant de l'assurance dans l'utilisation de votre langue seconde.

Pour vous inscrire :
Consultez le site Internet de la Chambre de commerce du Québec : http://www.ccq.ca, le site Internet du Répertoire national des diplômé.e.s : http://rnd.rescol.ca ou communiquez au 1-800-935-5555

Nous vous attendons en grand nombre!



Patrimoine canadien Canadian Heritage Canada



Le Collège d'Alfred se spécialise dans le domaine de l'agro-alimentaire et l'excellence de sa formation est reconnue bien au-delà des frontières canadiennes. On y offre quatre programmes de diplôme d'une durée minimale de deux ans :

DIPLÔMES
- **Horticulture ornementale**
- **Technologie agricole**
- **Techniques de diététique**
- **Agriculture et développement international**

CERTIFICATS
- **Entretien de terrains de golf et d'espaces verts**
- **Aide en alimentation**

AUSSI
Services de formation sur mesure; téléformation; programmes jeunesse; centre de conférence; recherche et Transfert de technologie.

C.P. 580, 31, RUE ST-PAUL, ALFRED (ONTARIO) CANADA K0B 1A0 · (613) 679-2218

La clé des marchés francophones hors-Québec

OPSCOM

30 HEBDOS FRANCOPHONES D'UN OCÉAN À L'AUTRE 1-800-267-7266

QUI A DIT QUE LA Common Law NE S'ENSEIGNAIT QU'EN ANGLAIS ?

Les juristes anglais du XIXe siècle en tomberaient sans doute en bas de leur siège. Pourtant, l'École de droit de l'Université de Moncton, au Nouveau-Brunswick, a opéré une petite révolution en créant la common law en français. Justice est rendue aux francophones.

«The Common Law is English and should not be taught in any other language than English», avait lancé un professeur de l'Université de Cambridge il y a une quinzaine d'années. Cette thèse est réfutée depuis 1978, année où l'École de droit de l'Université de Moncton a conçu une formation en français menant au baccalauréat en *Droit commun*.

À cette époque, les conditions d'admissibilité aux études juridiques ne favorisaient pas les francophones vivant à l'extérieur du Québec, et leurs possibilités de réussite n'égalaient pas celles des anglophones. «Il y avait déjà des procès en français, mais il y avait de gros problèmes de terminologie, puisque même les avocats francophones étaient formés en anglais», souligne Serge Rousselle, vice-doyen de l'École de droit. Aujourd'hui, les procès civils se déroulent en français dans six provinces, alors que les citoyens de toutes les provinces ont droit à des procès criminels en français.

En 1997, on comptait environ un avocat pour 521 personnes chez les anglophones, alors qu'on en comptait un pour 739 personnes chez les francophones. En 1975, le nombre d'avocats francophones par habitant était trois fois moins élevé que chez les anglophones.

Les pionniers de la common law en français peuvent dire mission accomplie : au printemps 1997, déjà 400 diplômés en common law exerçaient leurs activités professionnelles partout au Canada et ailleurs dans le monde. Les publications juridiques en français se multiplient, et six provinces ont leur association de juristes francophones. Mais surtout, «les gens peuvent maintenant choisir la langue de leur procès», ajoute Serge Rousselle. Sans compter que l'École de droit de l'Université de Moncton a fini par «développer des créneaux particuliers, comme le droit linguistique, que plusieurs pratiquent maintenant», mentionne le vice-doyen.



RAYONNEMENT INTERNATIONAL

Pour mieux diffuser les connaissances acquises à l'École de droit, le gouvernement canadien créait, en 1989, le Centre international de la common law en français (CICLEF). Ce dernier gère des programmes d'enseignement en common law et en droit comparé pour des juristes de l'extérieur du Canada.

«À tous les deux ans, nous faisons une rencontre de droit comparé, qui regroupe notamment des professeurs d'universités africaines. Cela permet de faire connaître les méthodes d'enseignement qu'on utilise ici», indique Pierre Arseneault, directeur du CICLEF. Le Centre international tisse aussi des liens avec l'Union européenne, «parce qu'elle a de plus en plus de partenaires francophones», signale Pierre Arseneault.

Le Centre de traduction et de terminologie juridiques (CTTJ), un autre «rejeton» de l'École de droit, contribue quant à lui à la diffusion du français juridique dans les provinces et territoires de common law et dans la francophonie. Il lui incombe également d'assurer le caractère bilingue des arrêts publiés au Nouveau-Brunswick.

Le CTTJ a déjà publié le *Juridictionnaire*, utilisé à l'extérieur du Canada. Autre manifestation de son rayonnement international, le CTTJ a participé à la réalisation d'un dictionnaire comparatif de la terminologie du droit d'auteur et du copyright, à la demande du gouvernement français. «Parmi nos réalisations récentes, nous préparons une édition intégrée des six tomes du *Vocabulaire de la common law*. Nous voulons plus d'uniformité dans les termes français de la common law. Nous l'avons atteint, par exemple dans les domaines de la preuve, des biens, et nous travaillons sur la fiducie», explique Gérard Snow, directeur du CTTJ.

D'après le *Maclean's*, en 1997, l'École de droit de l'Université de Moncton se classait quatrième parmi les écoles de droit canadiennes. En outre, depuis 1990, une trentaine d'étudiants étrangers ont complété la formation menant au diplôme en common law.

Mais ce n'est pas parce que la common law s'enseigne enfin en français, et qu'elle se répand dans le monde, qu'il faut s'asseoir sur ses lauriers. Comme Serge Rousselle, les juristes francophones se posent des questions : «On a amené la common law en français, mais a-t-on amené d'autres aspects à la pratique du droit, comme des aspects culturels ?» Il cite l'exemple du juge acadien Michel Bastarache, récemment nommé à la Cour suprême du Canada, qui a bâti sa carrière en prenant la défense des droits des francophones au pays : «L'apport culturel des francophones au droit va être important, mais on ne sait pas encore à quel point.»

Josée Descôteaux

CARNET D'ADRESSES

ACREF
www.franco.ca/acref/
Campus Notre-Dame-de-Foy
www.cndf.qc.ca
Canada Info Jeunesse
www.jeunesse.jc.ca
Collège Boréal
www.borealc.on.ca
Collège Jean-de-Brébeuf
www.brebeuf.qc.ca
Conseil des ministres de l'Éducation
www.cmec.ca/olp
École des Hautes Études Commerciales
www.hec.ca
Éducacentre
www.francocb.bc.ca
Expérience Canada
www.experiencecanada.ca
Fédération de la jeunesse canadienne française
www.franco.ca/fjcf/index.html
Institut Teccart
www.teccart.qc.ca
La Cité collégiale
www.lacitec.on.ca
Ministère de la Défense nationale
www.dnd.ca
Ministère du Patrimoine canadien
www.pch.gc.ca
Office National du Film
www.onf.ca
Université Laval
www.ulaval.ca
Université Laurentienne
www.laurentian.ca
Université Moncton
www.umoncton.ca
Université de Montréal
www.umontreal.ca
Université d'Ottawa
www.uottawa.ca
Université du Québec à Hull
www.uqah.uquebec.ca
Université du Québec à Montréal
www.uqam.ca
Université de Regina
Institut de formation linguistique
www.uregina.ca/~langinst/
Université Sainte-Anne
www.ustanne-59.ustanne.ednet.ns.ca
Université Saint-Paul
www.ustpaul.ca
TfO - www.tvo.org/tfo
TV5 - www.tv5.org



FÉDÉRATION DES COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES ET ACADIENNE DU CANADA

(613) 241-7600
WWW.FRANCO.CA/FCFA

Moi... un accent ?

À l'Université de Moncton, on met l'accent sur le savoir !

- Des diplômes reconnus mondialement
- Des milliers de diplômés travaillent au Québec et dans la région d'Ottawa
- Des droits de scolarité abordables
  2 680 $ (étudiants canadiens)
  4 380 $ (étudiants non-canadiens)
- Une université à échelle humaine et entièrement de langue française

Un vaste choix de programmes

Administration des affaires
Administration publique
Anglais
Art dramatique
Arts visuels
B.A. multidisciplinaire
Biochimie
Biologie
Chimie
Droit (Common Law)
Économie
Éducation
Études de l'environnement
Études familiales
Études françaises
Géographie
Génie Coop : civil, électrique, industriel, mécanique
Histoire
Information et communication
Informatique appliquée
Loisir
Mathématiques
Musique
Nutrition
Philosophie
Physique
Psychologie
Science de l'activité physique
Sciences forestières
Science infirmière
Science politique
Sociologie
Technologie de l'industrie
Technologie de l'information
Traduction
Travail social

UNIVERSITÉ DE MONCTON

Un accent. sur le savoir

Moncton : 1-800-561-3996
Edmundston : 1-800-561-9064
Shippagan : 506-336-3400
registrariat@umoncton.ca
admission@cuslm.ca
info@cus.ca

http://www.umoncton.ca

LE COLLÈGE VERT VOIT L'AVENIR EN

Décidément, le Collège de technologie agricole et alimentaire d'Alfred est un précurseur. À sa naissance, en 1981, il est le premier établissement francophone d'enseignement postsecondaire en Ontario. Et puis, en 1997, dernière nouveauté : le collège, géré auparavant par le ministère de l'Agriculture[1], passe sous la tutelle de deux partenaires inattendus. L'Université anglophone de Guelph et l'Union des cultivateurs franco-ontariens (UCFO) ont conclu une entente qualifiée d'«historique» par les signataires. But avoué et proclamé : «assurer le développement du collège et de la collectivité rurale et agricole franco-ontarienne».

Un rapprochement entre une université et un collège de langues différentes n'a rien d'original. Le phénomène est plutôt dans l'air du temps. «Mais notre entente à nous est vraiment novatrice ! assure Pierre Glaude, le secrétaire général de l'UCFO. Premièrement, cet accord s'est fait entre une université et une communauté. Ensuite, il s'agit d'une entente écrite, détaillée, où chaque partie a pris de vrais engagements.»

UN TOLLÉ GÉNÉRAL

En 1996, lorsqu'est avancée l'idée de confier ce collège de l'Est ontarien à l'Université de Guelph, c'est le tollé : la communauté francophone est persuadée que la mort du Collège d'Alfred est proche. À l'époque, les finances ne sont pas brillantes. L'établissement est petit, il compte une centaine d'étudiants. Et quelques années plus tôt, le ministère de l'Agriculture a fermé deux collèges. «Nous y avons échappé en 1993. Mais cette fois, l'Université de Guelph va nous donner le coup de grâce», pensent les Franco-Ontariens. Ils décident de se battre. Première au front, l'UCFO clame sa colère jusque sur les plateaux de télévision. «L'Université de Guelph ne voulait surtout pas de mauvaise publicité. Alors on s'est rencontrés, raconte Pierre Glaude. Ils ont sorti le tapis rouge. Les négociations ont commencé au plus haut niveau. Nos interlocuteurs nous ont dit qu'il n'était pas question de fermeture, que le Collège d'Alfred avait quelque chose d'unique...»

Les clauses de l'entente signée en avril 1997 satisfont pleinement la communauté : le Collège d'Alfred reste exclusivement francophone; sa stabilité financière est assurée; par le biais d'un «conseil communautaire», l'UCFO devient l'interlocuteur obligé de l'Université, pour les décisions qui touchent à l'avenir de l'établissement. Certes, il a fallu se plier à la standardisation des programmes, voulue par Guelph, et réaménager les matières... ce qui n'est pas allé sans grincements de dents. Trois postes de professeur ont été supprimés. Mais l'ensemble des cours a été sauvegardé.

PORTE OUVERTE SUR L'INTERNATIONAL

Robert McLaughlin, le doyen de la Faculté d'Agriculture de Guelph, est enthousiaste : «C'est une bonne affaire pour tout le monde ! Pour nous, le Collège d'Alfred, c'est une fenêtre ouverte sur la francophonie internationale. Jusqu'à présent, nous n'avions établi des liens qu'avec le monde anglophone. Grâce à ce partenariat, nous allons pouvoir atteindre les pays francophones, élaborer de nombreux projets de développement, notamment avec l'Afrique.»

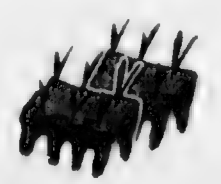
Acquérir une véritable dimension internationale ? Le Collège d'Alfred en rêve. Deux de ses programmes d'études (agriculture et développement international, agriculture des régions chaudes) pavent la voie. «Nous sommes présents sur la scène mondiale francophone, en matière de recherche et de transfert de technologie, affirme Jocelyne Sarault, la directrice par intérim de l'établissement. On aide le Mali à mettre en place une école vétérinaire, le Mexique nous demande des conseils pour utiliser sans danger les pesticides... On essaie d'intégrer les élèves à ces projets très concrets.»

Par ailleurs, le collège accueille déjà des étudiants étrangers, et les programmes d'échange devraient s'intensifier. Surtout, le Collège d'Alfred espère voir disparaître l'un de ses soucis majeurs : la difficulté, chaque année renouvelée, d'attirer des étudiants. «L'Université de Guelph nous permet d'élargir notre champ de recrutement, explique Jocelyne Sarault. On peut aller chercher des étudiants jusqu'en Alberta ! Lorsque notre revenu venait du gouvernement ontarien, c'était moins facile.»

Tout le monde s'accorde à dire que les vrais résultats viendront dans quelques années. Déjà, certains se mettent à imaginer l'avenir. Pierre Glaude est de ceux-là : «D'ici cinq ans, on ne reconnaîtra pas le Collège d'Alfred. Je vois 300 à 400 étudiants. Et puis, pourquoi ne pas mettre en place un diplôme universitaire, si l'Université accepte de venir donner des cours en français ? On a aussi des projets avec l'Agence canadienne de développement international. J'en suis sûr, le Collège d'Alfred va devenir un incroyable pôle de développement et de savoir dans l'Est ontarien.»

Damienne Gallion

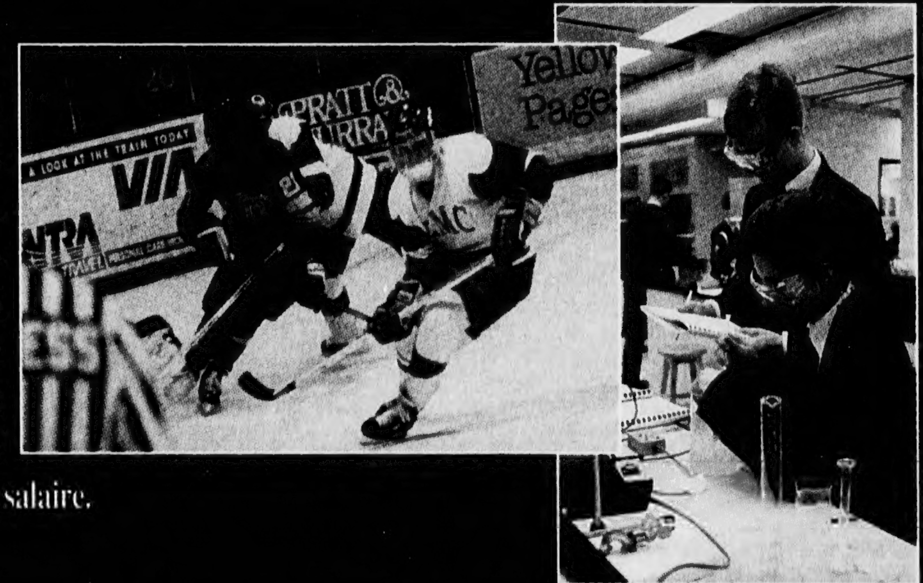
1 Il y a 4 collèges agricoles en Ontario : ceux (anglophones) de Ridgetown, Kemptville et Guelph, et celui d'Alfred. En 1997, pour des raisons d'économies budgétaires, le ministère ontarien de l'Agriculture a délégué (en grande partie) l'administration des Collèges d'Alfred, de Ridgetown et de Kemptville à l'Université de Guelph. (Le Collège de Guelph était déjà sous la tutelle de l'Université.)



PRENEZ LES COMMANDES

C'EST VOTRE VIE

Le Collège militaire royal du Canada à Kingston en Ontario offre des programmes d'études dans les Arts, Sciences et Génie, en français ou en anglais. Votre formation universitaire est entièrement subventionnée et en plus vous recevez un salaire.



Les candidats diplômés du secondaire 5 doivent compléter une année préparatoire à Saint-Jean-sur-Richelieu offerte dans le cadre du programme. Prenez les commandes de votre vie.

VOTRE CHOIX. VOTRE AVENIR. VOTRE FIERTÉ.

FORCES CANADIENNES
Régulière et de réserve

Canada

COLLÈGE MILITAIRE ROYAL
DU CANADA

Défense nationale National Defence

Téléphonez à votre Centre de recrutement 1 800 856-8488. www.dnd.ca

BONNE FÊTE QUAND MÊME !

L'Université d'Ottawa s'apprête à célébrer un siècle et demi d'existence. Pour l'occasion, le comité en charge des festivités fera appel à une denrée inépuisable : les anciens. Il est vrai que plus de 80 000 diplômes universitaires y ont été décernés depuis 1848, et qu'environ 2 000 diplômés en sortent chaque année. Le point culminant des célébrations devrait donc être le grand rassemblement des anciens sur le campus en septembre prochain.

«Nous voulons ranimer la flamme parce qu'elle a parfois tendance à s'éteindre», explique le vice-recteur Jean-Michel Beillard. «Jusqu'ici, le sentiment de fierté, d'appartenance à l'égard de l'Université, n'a pas toujours été mis en valeur, ajoute Jacques Séguin, le directeur du Bureau du 150e anniversaire. Chacun est un peu parti avec son bagage, sans laisser d'adresse. C'est à la fois dommage et préjudiciable.»



UN CAMPUS DE VILLE

On sait qu'un réseau des anciens actif est une source non négligeable de rayonnement et de financement pour une université. À n'en pas douter, l'Université d'Ottawa, qui a recueilli 38,6 millions de dollars à sa dernière campagne de collecte de fonds, aimerait bien se rapprocher des 200 millions obtenus par l'Université McGill pour le même exercice. Chaque année du reste, dans le classement des universités canadiennes qu'effectue le magazine *Maclean's*, le faible nombre de diplômés contribuant financièrement à leur ancien lieu d'études fait perdre des points précieux à l'établissement de la capitale.

Ce sentiment d'appartenance diffus, l'Université le doit peut-être à un environnement qui, en l'espace de quelques décennies, a beaucoup changé. «Quand j'étais étudiant il y a une quarantaine d'années, la ville d'Ottawa n'était pas aussi attractive, se souvient Jacques Séguin. Le campus était le principal lieu de vie. Nous sommes au milieu d'une ville qui s'est développée. Résultat, nous n'avons qu'un petit nombre de résidents permanents, et les étudiants s'investissent moins.»

«Dans son organisation, l'Université a accordé trop d'indépendance à ses neuf facultés, avance quant à lui Alain Gauthier, le président de la Fédération étudiante. Et s'il y a un sentiment d'appartenance, il existe à l'égard de son département ou de sa faculté, beaucoup moins envers l'université. Ce serait vraiment une très bonne chose si la venue des anciens pouvait contribuer à renverser la tendance.»



DE MOINS EN MOINS DE FRANCOPHONES

Entre-temps, l'Université d'Ottawa doit faire face à un autre phénomène : une baisse de la clientèle francophone. Cette réalité inquiète davantage parce qu'elle touche à la marque de fabrique de la maison : son bilinguisme.

À demi provocateur, le journal francophone de l'Université, *La Rotonde*, n'hésitait pas à titrer en décembre 1996 : «Francophones, espèce en voie de disparition ?» En chiffres absolus certes, la population étudiante de langue française a augmenté de 4 000 personnes en quinze ans. Mais en pourcentage, seuls 37 % des 23 000 étudiants étaient francophones en 1996, alors qu'ils étaient encore 44 % en 1981. L'explication de cette diminution est connue : l'université n'attire plus autant d'étudiants québécois qu'auparavant.

«Nous subissons l'écart grandissant entre nos droits d'inscription et ceux des universités québécoises, reconnaît Jean-Michel Beillard. Mais je préfère retenir un élément : la part des étudiants franco-ontariens est en augmentation. Ce qui répond à une partie importante de notre mandat, le développement de la recherche et de programmes pour les francophones de l'Ontario.»

«Une université est un tout, rappelle Jacques Séguin. Si l'on ajoute aux étudiants le corps professoral et le personnel administratif, nous sommes proches du 50-50.» L'Université d'Ottawa n'a donc pas encore à craindre pour son titre de plus importante université bilingue d'Amérique du Nord. D'autant plus qu'elle a trouvé un autre moyen de rejoindre les francophones : les nouvelles technologies.

Sans le savoir, il se pourrait fort bien qu'en septembre prochain, les anciens retrouvent une université bien différente de celle qu'ils ont fréquentée il y a dix, vingt ou cinquante ans.

Denis Guérin





Un collège technologique exceptionnel
Plus de 70 programmes d'études en français

PASSEPORT POUR L'EMPLOI

Centre de l'entrepreneuriat et de la PME

- Administration
- Aviation
- Commerce
- Hôtellerie
- Tourisme

Innovation et Développement des marchés

- Apprentissage (métiers)
- Éducation permanente
- Services et programmes menant à un emploi
- Services et programmes pour les entreprises

Institut de la haute technologie

- Électronique
- Informatique

Médias et Technologie

- Environnement et foresterie
- Habitation et aménagement
- Mécanique
- Médias
- Robotique

Santé et Services communautaires

- Sciences de la santé
- Sciences humaines
- Services juridiques

La Cité collégiale, 801, promenade de l'Aviation, Ottawa (Ontario) K1K 4R3
(613) 742-2483 Courrier électronique : admissions@lacitec.on.ca

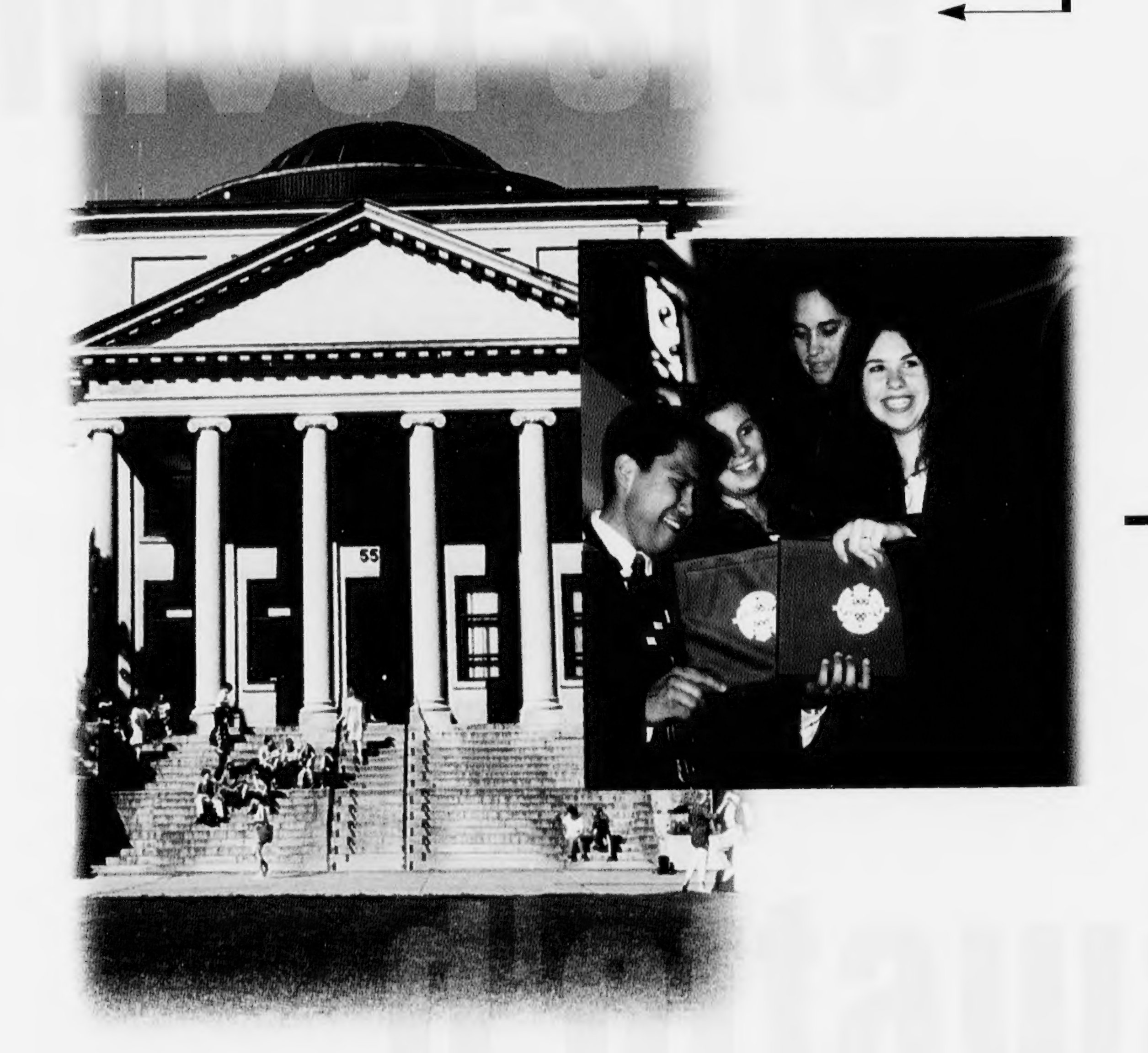
www.lacitec.on.ca

DES GENS,

DES IDÉES,

La passion de l'excellence...

université d'ottawa





Université d'Ottawa
University of Ottawa

InfoService
550, rue Cumberland
C.P. 450, Succ. A
Ottawa (Ontario) K1N 6N5
Tél. : (613) 562-5700
Téléc. : (613) 562-5323
infoserv@uottawa.ca
www.uottawa.ca